

# Les Spectacles Publics et le Droit Municipal

Thèse pour le Doctorat en Droit  
(*Sciences Politiques et Economiques*)

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Juin 1927, à 2 heures

PAR

Jean-Louis DELOBEL

*Lauréat de l'Ecole Libre des Sciences Politiques*

---

Jury : MM. MESTRE, président.  
JACQUELIN.  
ROLLAND.

---

PARIS  
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE  
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, V°  
1927



# Les Spectacles Publics et le Droit Municipal



# Les Spectacles Publics et le Droit Municipal

Thèse pour le Doctorat en Droit

*(Sciences Politiques et Economiques)*

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Juin 1927, à 2 heures

PAR

Jean-Louis DELOBEL

*Lauréat de l'Ecole Libre des Sciences Politiques*

---

Jury : MM. MESTRE, président.

JACQUELIN.

ROLLAND.

---

PARIS

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, V°

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A la mémoire de Mon Père

Louis DELOBEL

Juge au Tribunal Civil du Havre

Mort au Champ d'Honneur



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

« Quand le peuple est corrompu,  
les Spectacles lui sont bons, et  
mauvais quand il est bon lui-  
même ».

Rousseau. Lettre à M. d'Alembert.  
Tome VI, page 505 de l'édition  
Genève 1782.

### I

Le spectacle a tenu, de tous temps, une place prépondérante dans la vie des Nations : les peuples les plus divers ont toujours manifesté l'amour des représentations scéniques, tant il est vrai que l'esprit se laisse volontiers captiver par le symbole des figurations, la séduction du geste et du verbe, et que l'on aime à s'évader des préoccupations journalières vers le domaine du rêve.

L'Antiquité a connu des spectacles joués en l'honneur des divinités qu'elle adorait. Elle a connu aussi des amusements plus profanes; jamais le théâtre ne fut plus libre. Auteurs et acteurs donnaient libre cours à leur fantaisie et critiquaient tous ceux qui, par leurs vices ou leurs ridicules, méritaient de s'attirer la malignité publique. Aristophane a laissé le souvenir d'un auteur comique des plus acerbes: il n'a

négligé aucune des tares qui ridiculisaient la société politique de son temps — et de tous les temps. Il a été moins un amuseur du peuple que « le censeur du gouvernement, l'homme gagé par l'Etat pour le réformer et presque l'arbitre de la Patrie. »

Sous la Révolution, on a prétendu associer le théâtre aux idées nouvelles et lui confier la mission de les répandre dans la foule. « La liberté conquise », œuvre de deux médiocres écrivains, charme les vrais patriotes, en racontant, peu après les événements, la prise de la Bastille. Puis le théâtre suit fidèlement l'évolution du mouvement révolutionnaire. Des pièces injurieuses s'en prennent à la famille royale : « l'Autrichienne en goguette ou l'Orgie royale » ; « la Chasse aux bêtes puantes et féroces », où l'on parle d'une « panthère échappée de la cour d'Allemagne » — et qu'il est facile de reconnaître. En revanche, on voit proscrire les pièces qui pourraient rappeler le souvenir de l'Ancien Régime. Les jacobins veulent imposer à tous, en France, la même admiration pour les institutions nouvelles. La Convention, inspirée par Boissy d'Anglas, adopte le décret du 2 août 1793 : pour éviter que les théâtres ne continuent à « servir la tyrannie », trois fois par semaine devront être représentées les tragédies de Brutus, Guillaume Tell, Caius Gracchus, et autres pièces dramatiques qui retracent les glorieux événements de la Révolution et exaltent les défenseurs de la liberté. En revanche, tout théâtre sur lequel seraient représentées des pièces tendant à dépraver l'esprit public et à « réveiller la honteuse superstition de la royauté », sera fermé. Le Pouvoir impose aux scènes parisiennes des œu-

vres dans lesquelles l'absurdité le dispute au jacobinisme. Et même, on remanie le théâtre classique au goût et aux besoins du jour : un patriote retouche le Misanthrope : il supprime les petits marquis, raye la chanson du roi Henri et « habille le style à la mode du temps ».

Le Directoire prescrit aussi la représentation de pièces républicaines, — mais d'un républicanisme plus tiède : « l'Offrande à la Liberté », mais non le « Réveil du Peuple ». Les pièces anti-jacobines se multiplient et combattent l'influence des pièces jacobines. Puis le théâtre prodigue ses louanges au jeune général triomphant, Napoléon Bonaparte. On joue : « les Mariniers de Saint-Cloud », la « Girouette de Saint-Cloud », la « Journée de Saint-Cloud ». La période révolutionnaire a vécu.

Plus près de nous, le fascisme italien a, lui aussi, ses spectacles de propagande. Dans son « Bruto », Ratti a montré « l'opposition de la force, de la grandeur de Rome, dominée par un seul, à la déchéance de la Grèce asservie pour avoir tout sacrifié à la tradition libérale et individualiste ». (Jeppa de Nelva. Le Théâtre italien et le Fascisme. Revue mondiale du 15 novembre 1925). Cette pièce tend à remettre en honneur la foi civique en la destinée de la race et à faire revivre l'esprit « impérial » de Rome dont le souvenir hante la pensée de nos voisins italiens.

Ainsi le théâtre — et le spectacle en général — sont le miroir de la Société : ils reflètent ses passions, ses goûts, ses fantaisies passagères ; ils sont aussi un moyen souvent efficace dont disposent les gouver-

nants pour agir sur les idées et les sentiments — et partant sur les actes — des gouvernés.

Les spectacles, qui peuvent solliciter l'oisiveté, sont, aujourd'hui, des plus nombreux. Les théâtres se sont multipliés; la plupart des villes, même les plus modestes, en possèdent au moins un; les « tournées théâtrales » vont jouer, jusque dans les campagnes les plus reculées, des œuvres qui ne sont pas toujours les meilleures ni les plus durables. Au-dessous du théâtre, qu'il faut placer au sommet de la hiérarchie des spectacles, il y a le cirque, qui rappelle, de fort loin, d'ailleurs, les jeux pour lesquels se passionnaient la Grèce ou Rome. Les progrès de la science ont contribué à créer d'autres amusements, tels que le cinématographe. Il n'est pas jusqu'au sport qui ne donne lieu à de véritables spectacles : les séances de boxe, d'escrime, les courses, — landaises ou non —, les matches divers attirent un public considérable. Tércence avait le droit de se plaindre que son auditoire l'abandonnât pour aller voir sur la place un montreur d'ours. M. Abel Hermant avoue sans fausse honte qu'il n'hésiterait jamais entre telle pièce — de peu d'intérêt d'ailleurs — et le match de Colombes ou une bonne séance de boxe. Et beaucoup pensent comme lui. Enfin, et surtout depuis la guerre, on a vu se développer tout un ensemble de spectacles, qui se rapprochent par certains côtés du théâtre, mais dont l'inspiration est moins élevée et les prétentions moins profondes : les cafés-concerts et music-halls. Comment s'étonner, d'ailleurs, de voir baisser la qualité des spectacles :

la grande règle n'est-elle pas de plaire, aujourd'hui plus que jamais ?

## II

Le spectacle n'est pas sans danger — sans parler d'un certain nombre de spectacles dont l'immoralité ne saurait être contestée. Le théâtre lui-même, et par le milieu qui entoure le spectateur, et par la nécessité où se trouve l'auteur dramatique de forcer les personnages et les situations pour que la pièce puisse porter ou, comme l'on dit, pour que « cela passe la rampe », le théâtre peut influencer d'une façon fâcheuse la morale individuelle ou collective.

Aussi philosophes, moralistes et prédicateurs ne lui ont pas ménagé leurs critiques : on se rappelle les observations de Tertullien, ou les imprécations que Bossuet lançait du haut de la chaire et que renouvelait récemment, à l'occasion des auditions par radiophonie — le spectacle le plus récent — le Cardinal archevêque de Paris : « Cette géniale création peut servir également le bien et le mal. Les centres d'où partent les ondes mystérieuses sont, à volonté, un foyer de vérité ou d'erreur, de vertu ou de corruption, de délassement moral ou de plaisir coupable. Ils peuvent donc, à travers le monde, faire œuvre de vie ou de mort, servir les nobles causes ou collaborer au désordre social, fausser les esprits, corrompre les cœurs... Il y a des paroles — dites ou chantées — qui heurtent toute conscience honnête. On doit les bannir des programmes. Par

conscience, par simple sentiment de l'honneur, que l'on épargne à des milliers d'auditeurs que peuvent choquer, scandaliser, tel écrit, tel récit, tel exposé, telle chanson, qui brusquement, vien troubler leur paix intérieure, ébranler leurs croyances, ou, par la soudaineté du vice, éveiller une sensibilité malsaine ».

Rousseau, dans la célèbre « lettre à d'Alembert », a condamné, au nom d'autres principes, les spectacles, avec certaines modalités d'ailleurs. Ils nous détournent, en effet, de nos devoirs : « l'on croit s'assembler au spectacle, et c'est là que chacun s'isole; c'est là qu'on va oublier ses amis, ses voisins, ses proches, pour s'intéresser à des fables, pour pleurer les malheurs des morts, ou rire aux dépens des vivants ». D'un autre côté, le théâtre est-il si utile, pour former les mœurs, qu'on veut bien le dire ? : « Le Théâtre, me dit-on, dirigé comme il peut et comme il doit l'être, rend la vertu aimable et le vice odieux. Quoi donc ? Avant qu'il y eût des comédies, n'aimait-on pas les gens de bien, ne haïssait-on point les méchants, et ces sentiments sont-ils plus faibles dans les lieux dépourvus de spectacles ? Le Théâtre rend la vertu aimable... Il opère un grand prodige de faire ce que la nature et la raison font avant lui ! Les méchants sont haïs sur la scène... Sont-ils aimés dans la Société quand on les y connaît pour tels ? Est-il bien sur que cette haine soit plutôt l'ouvrage de l'auteur que des forfaits qu'il leur fait commettre ? » D'ailleurs, on ne montre pas au théâtre les véritables rapports des choses : « Le Poète ne peut qu'altérer ces rapports, pour les ac-

commoder au goût du peuple. Dans le comique, il les diminue et les met au-dessous de l'homme; dans le tragique, il les étend pour les rendre héroïques, et les met au-dessus de l'humanité ». Sans doute, nous dit Rousseau, les spectacles ne sont pas bons ou, mauvais en eux-mêmes, mais ils peuvent le devenir dans certains pays : « En certains lieux, ils seront utiles pour attirer les étrangers; pour augmenter la circulation des espèces; pour exciter les artistes; pour varier les modes; pour occuper les gens trop riches ou aspirant à l'être; pour les rendre moins malfaisants; pour distraire le Peuple de ses misères; pour lui faire oublier ses chefs en voyant ses baladins; pour maintenir et perfectionner le goût quand l'honnêteté est perdue; pour couvrir d'un vernis de procédé la laideur du vice; pour empêcher, en un mot, que les mauvaises mœurs ne dégénèrent en brigandage. En d'autres lieux, ils ne serviraient qu'à détruire l'amour du travail, à décourager l'industrie, à ruiner les particuliers; à leur inspirer le goût de l'oisiveté; à leur faire chercher les moyens de subsister sans rien faire; à rendre un Peuple inactif et lâche; à l'empêcher de voir les objets publics et particuliers dont il doit s'occuper; à tourner la sagesse en ridicule; à substituer un jargon de Théâtre à la pratique des vertus; à mettre toute la Morale en métaphysique... » Rousseau, on le voit, ne condamne pas les spectacles; mais il les bannit des pays qui vivent selon la nature et qui, seuls, ont son estime. Quelle que soit l'opinion que l'on se fasse sur ces graves questions qui touchent à la Morale — voire même à la Métaphysique — en tous cas, à la

Sociologie plutôt qu'au droit public, on est bien obligé de s'accorder sur les dangers qu'offrent journellement les spectacles publics.

Il y a d'abord les atteintes à la Morale publique — la seule dont l'Etat puisse prétendre imposer le respect à ses administrés. Un comédien italien — converti à la fin de sa vie, comme il arrive quelquefois — dans un ouvrage sur la réforme du théâtre, publié en 1743, s'exprimait ainsi : « Les principes de corruption reçoivent une nouvelle force des spectacles publics où les pères et mères ont l'imprudence de conduire leurs enfants de l'un et l'autre sexe. Or quelles atteintes mortelles ne doivent pas donner à leur innocence le nombre infini de maximes empestées qui se débitent dans les tragédies, dans les opéras et les images licencieuses que présentent les comédies ! Ils ne les effacent jamais de leur mémoire ; ils y voient des grands des personnes élevées en dignité, des vieillards y applaudir. Ils s'imaginent que tout ce qu'on leur expose est à retenir ». (Cité par Boieldieu. De l'influence de la chaire, du théâtre et de la tribune sur la société civile 1804, p. 98). Il y a sans doute quelque exagération dans les idées de cet acteur converti, mais il montre bien comment la Morale publique subit parfois des assauts redoutables de la part des spectacles. On peut leur attribuer une certaine influence sur le développement des crimes et délits. Sans aller jusqu'à ajouter foi à cette parole, souvent citée, d'un directeur de la prison de la Force : « A-t-on joué un mauvais drame nouveau, je m'en aperçois bien vite au nombre des jeunes détenus qui m'arrivent », on doit reconnaître

que le cinématographe a produit des ravages définitifs dans de jeunes têtes peu solides.

Le second danger des spectacles concerne la politique extérieure; une pièce de théâtre peut blesser des susceptibilités diplomatiques. D'ailleurs, il faut bien reconnaître que, par suite de la liberté de la presse et de la liberté de réunion, il est bien difficile de les éviter.

Enfin, le spectacle peut présenter un danger permanent pour l'ordre public; on peut imaginer des pièces à tendances politiques et sociales qui déchaînent l'émeute ou même la révolution. On cite, à cet égard, la « Muette de Portici », jouée en 1830 à Bruxelles, et dont la représentation fut, sinon la cause, au moins le prétexte ou le signal de la prise d'armes qui devait libérer les Belges et aboutir à l'Indépendance. Aussi bien, nos voisins ne s'en plaignent pas le moins du monde. Cependant, certaines pièces peuvent soulever les esprits, agiter les passions politiques à un point tel qu'il est à craindre que l'ordre ne soit troublé, au moins dans la salle où se donne la représentation.

### III

De ces dangers résulte la nécessité d'une réglementation. Elle se manifeste à deux points de vue : d'abord, elle doit s'exercer sur les salles de spectacles qui présentent des risques particuliers, et sur le spectacle lui-même. Cette réglementation peut être générale et viser tout le territoire d'un Etat, ou au

contraire locale et ne viser qu'une circonscription administrative déterminée et uniforme. Le soin de réglementer peut être confié aux autorités d'Etat ou à l'autorité locale. Le contrôle peut être, enfin, préventif, tel que la censure pour les pièces de théâtre, ou s'exercer à posteriori.

A l'égard des différents spectacles, la France connaît à peu près tous ces régimes; il n'y a pas de règle d'ensemble, la réglementation dépend du spectacle visé; dans certains cas, elle est à la fois locale et générale : les deux autorités réglementaires se superposent et se complètent.

Si nous jetons quelques regards à l'étranger, nous constatons que le système de réglementation présente des différences assez considérables de pays à pays. En Angleterre, le Lord Chambellan du roi a la haute main sur les théâtres et examine les pièces. Aux Etat-Unis, la réglementation du théâtre a été fixée par la législation de chaque Etat. L'idée dominante, c'est que le théâtre, — ou le spectacle, d'une façon générale, — est affaire privée : la censure préventive est exercée par des sociétés privées, sociétés de « braves gens », comme il en existe beaucoup dans l'Union : contre certains spectacles, ces sociétés obtiennent du juge une « injonction », selon le procédé judiciaire bien connu et qui donne les meilleurs résultats; de plus, les villes édictent des règlements de police qui permettent d'arrêter les représentations d'une pièce qui est une cause de scandale. En Italie, la censure préventive appartient au préfet. Dans l'Allemagne nouvelle, l'assemblée de Weimar s'est efforcée, dans cette matière aussi, de

faire œuvre de centralisation : l'art. 7 § 20 de la Constitution du 11 août 1919 dispose que l'Empire a le droit de légiférer en ce qui concerne les théâtres et les cinématographes; et l'art. 118 § 2 de la Deuxième partie relative aux *droits et devoirs fondamentaux des Allemands* a supprimé toute censure en ce qui concerne les théâtres; quant aux cinématographes, des dérogations législatives sont prévues ainsi qu'une réglementation spéciale en vue de protéger la jeunesse contre l'immoralité des exhibitions et représentations publiques. En Belgique, la censure a été abolie par la constitution; en vertu de la loi communale du 30 mars 1836, art. 97, la police des spectacles appartient aux autorités municipales. C'est le système de la décentralisation la plus complète qu'il soit possible d'imaginer en cette matière. Le conseil communal des bourgmestres et échevins s'assure qu'il n'est donné aucune représentation contraire à l'ordre public; il peut, dans certaines circonstances, interdire la représentation d'une pièce qui outragerait gravement les bonnes mœurs. (Cf. sur ce sujet le traité de Droit Constitutionnel Belge d'Errera, édition française 1914, édition allemande 1919).

Mais, dans cette œuvre de réglementation, il faut tenir compte des divers intérêts en présence. Sans doute, il convient de protéger le public, la cité, contre les dangers qui peuvent naître des spectacles. Cependant, il ne faut pas oublier que l'on est en présence de libertés qu'il importe de respecter, ou de ne sacrifier que dans la mesure exacte de l'intérêt général. Il y a d'abord la liberté du spectateur, ma-

nifestation de la liberté de la personne. Dans un article du Temps, sous ce titre : « La Vie à Paris » ; 16 janvier 1925) M. Abel Hermant exprimait les craintes et les remontrances de ce spectateur pris in abstracto : « L'inquiétude règne au camp des amateurs de spectacles. Certains présages leur font craindre une nouvelle persécution. A vrai dire, ils ne cessent jamais, au moins en France, d'être persécutés ; mais, à rebours des malades qui ne sont pas persécutés et qui croient l'être, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils le sont, parce que le goût qu'ils ont pour le divertissement suppose un caractère optimiste et une heureuse incapacité de fixer leur attention ».

S'il faut ajouter foi à cette boutade et penser que le spectateur est peu soucieux de défendre sa liberté, en revanche, l'auteur se trouve intéressé à ce que l'Administration ne manifeste pas une intolérance excessive dans son intervention ; la liberté du spectacle est, en effet, une conséquence, ou mieux, une partie de la liberté d'opinion.

Enfin, il n'est pas jusqu'à la liberté du commerce et de l'industrie qu'il ne faille invoquer ici : l'entrepreneur de spectacles, par le régime de la censure, de l'autorisation préalable ou du contrôle a posteriori, peut se trouver frustré de recettes sur lesquelles il était en droit de compter. Qu'on se rappelle l'interdiction du « Thermidor » de Sardou par le Conseil des Ministres en 1891, à la suite des incidents qui avaient troublé la première représentation, alors que la censure avait autorisé la pièce : cet assentiment préalable avait engagé les sociétaires de la Comédie Française dans des dépenses considérables que l'in-

terdiction a posteriori rendit stériles; il fallut en outre rembourser le prix de location de 45.000 places qui avaient été retenues. (Cité par Cahuet : « La Liberté du Théâtre » p. 259).

#### IV

Etudier les pouvoirs de réglementation du maire en matière de spectacle public, tel sera l'un des objets les plus importants de notre étude. Mais il y a d'autres points de contact entre le Droit Municipal et les Spectacles Publics : en dehors de l'exercice de son droit général de police, la commune peut intervenir dans la gestion des entreprises chargées d'amuser les administrés, par voie de subvention, de concession ou de régie directe (1). Enfin, dans une dernière partie, nous apprécierons les moyens dont dispose le particulier pour se défendre contre les abus de l'administration municipale, en matière de spectacles publics.

(1) Il conviendrait peut-être de faire intervenir, dans une partie spéciale, les considérations financières; mais l'étude des différentes taxes qui frappent les spectacles publics nous entraînerait trop loin. Aussi devons-nous renoncer à donner, sur ce sujet, des indications même très générales.



PREMIERE PARTIE

**Les Spectacles Publics  
et les Pouvoirs de Police du Maire.**



## CHAPITRE PREMIER

### Le Maire et l'Ordre Public.

« Ce n'est pas l'Etat qui a précédé la commune, c'est la commune qui a fait l'Etat. La commune est comme la famille avant l'Etat; la loi politique la trouve et ne la crée pas ».

Royer COLLARD.

#### § 1. — *Quelques réflexions sur le Maire.*

Avant d'étudier, à l'occasion des spectacles publics les plus divers et aux très nombreux points de vue qui intéressent l'intervention administrative, les pouvoirs de police du Maire, il convient de s'arrêter quelque peu devant ce personnage et de tenter d'en esquisser la physionomie.

Placé à la tête de la commune, ce groupement primitif, que l'on trouve à l'origine de l'Etat, il est chargé de l'importante mission de veiller au bonheur de ses administrés. Il a connu des vicissitudes nombreuses : tantôt désigné par le Pouvoir central sans condition, tantôt nommé par le Gouvernement, mais choisi au sein du Conseil municipal, tantôt même comme sous la Révolution, mandataire direct du suffrage populaire, il est aujourd'hui élu par les conseillers municipaux. La mission qu'il doit rem-

plir exigerait un citoyen doué de toutes les capacités et d'infiniment de doigté. Mais le plus souvent le personnage est des plus médiocres; il s'en remet du soin des affaires au secrétaire de mairie. Elu du suffrage universel, il n'oublie pas ses électeurs; il tend à rester l'élu d'un parti, à favoriser ses amis politiques aux dépens de ses adversaires.

Toutes ces conditions de fait disposent assez mal le maire au rôle qu'il doit jouer à l'égard des spectacles publics : il y faudrait du tact. C'est un vœu difficile à réaliser dans la plupart de nos petites communes rurales ou même de nos grandes villes. Il faudrait aussi une grande impartialité : il devrait éviter de favoriser un entrepreneur de spectacle au détriment d'un autre, sous le prétexte commode de la réglementation, mais avec des mobiles beaucoup moins avouables.

§ 2. — *La Police Municipale, notamment au point de vue de la réglementation du spectacle. — La notion d'« Ordre Public ». — Point de vue local.*

Le Maire est chargé de veiller au bien-être de la population qu'il administre. Ce bien-être comporte avant tout « l'ordre public »; la police municipale tend à le faire régner dans la commune.

Ses pouvoirs de police, le Maire les tient d'un certain nombre de textes, et surtout de la loi du 5 avril 1884, qui dispose, dans son article 91, que « le maire est chargé... de la police municipale... ». Ce texte est la reproduction exacte de l'article 10 de la loi municipale précédente, qui date du 18 juillet 1837. Cette idée se trouve complétée et appliquée, et en

même temps limitée et précisée, par *l'article 97 de la loi de 1884*, qui définit l'objet de la police municipale et donne compétence au maire en ce qui concerne notamment les spectacles. Le maire doit assurer, dit ce texte : « ... 3° le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, « *spectacles* », jeux, cafés, églises et autres lieux publics ». C'est donc parce qu'ils occasionnent de « grands rassemblements d'hommes » dans des lieux publics que les spectacles peuvent préoccuper la police municipale : indication utile, qu'il faudra retenir quand il s'agira de concilier ce texte avec d'autres réglementations plus générales. A ces dispositions législatives il faut ajouter le décret du 14 décembre 1789, art. 50, la loi des 16-24 août 1790, titre IX, art. 3, encore en vigueur sur certains points, et l'arrêté des consuls de Messidor, an VIII, qui donna au, Préfet de Police, à Paris, des pouvoirs semblables à ceux qu'exercent les maires en province.

Le Maire, dans son action réglementaire, est soumis à la légalité. Son pouvoir de réglementation ne se justifie que par la nécessité de maintenir l'ordre public. Mais que faut-il entendre par cette expression un peu vague ? L'ordre public est un certain état de choses, une façon de comprendre, d'organiser les rapports des particuliers entre eux et des particuliers avec l'Etat, sans laquelle nous ne concevons pas qu'il puisse y avoir de société stable et durable. Cette notion a varié selon les époques, avec le plus ou moins de liberté accordée par la puissance sou-

veraine aux particuliers; elle a suivi le sort des régimes.

Elle n'a rien de commun avec l'ordre public du droit civil : quand on dit d'une règle de droit ou d'une loi qu'elle est d'ordre public, on veut exprimer par là qu'elle touche à des matières d'une importance sociale telle que les conventions des particuliers ne peuvent y déroger. Selon le mot de M. Hauriou, « l'ordre public indique la limite de l'action des individus sur ce qui est d'ordre collectif ».

Actuellement, nous avons un texte qui, en trois termes, d'ailleurs susceptibles d'appréciation, définit la police (art. 91 de la loi municipale) : la police se propose d'assurer la *tranquillité publique*, la *sécurité publique*, la *salubrité publique*. Assurer l'ordre public, c'est assurer tout cela, ce n'est pas aller au-delà.

Si l'on applique cette idée aux spectacles, on voit qu'ils intéressent l'ordre public, à ce triple point de vue : la réunion d'hommes dans une salle impose des précautions dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité pour garantir leurs personnes. Le spectacle, pris en lui-même, peut influencer la tranquillité publique en provoquant des troubles; or, la police municipale a, par définition, horreur des troubles. Mais — et c'est la difficulté essentielle — l'ordre public s'identifie pas avec *l'ordre moral*. Le maire ne peut prétendre maintenir l'ordre dans les croyances ni dans les sentiments. Mais le désordre moral peut s'extérioriser au point de troubler l'ordre matériel : la représentation d'une pièce où l'auteur a développé une thèse audacieuse sur la ré-

forme sociale, pour susciter dans la salle des courants divers, cause de tumulte. L'intervention du maire est alors pleinement justifiée. Mais, en tous cas, la police « ne poursuit pas l'ordre moral dans les idées et dans les sentiments, elle ne pourchasse pas les désordres moraux, elle est pour cela radicalement incompétente; si elle l'essayait, elle verserait immédiatement dans l'inquisition et dans l'oppression des consciences à cause de la lourdeur de son mécanisme. Afin d'assurer la liberté de conscience et de pensée, le régime administratif est obligé d'établir une distinction entre les idées et les faits; en principe, il y a liberté de discuter et de propager toutes sortes d'idées, la police n'intervient que pour empêcher de passer à l'exécution des actes dangereux ou nuisibles.

Ce n'est pas que la société n'ait pas besoin d'ordre moral, ce n'est pas que la propagation de toutes sortes d'idées soit une bonne chose, mais cela veut dire que la société est invitée à se protéger ici par d'autres institutions que par celle de la Police d'Etat, qui n'est pas adaptée à ce genre d'office ». (Hauriou. Droit administratif, page 472).

Le Conseil d'Etat semble assez peu disposé à définir, d'une façon précise, l'ordre public; il se retranche derrière cette formule que l'on trouve dans de nombreux arrêts : *la nécessité de l'ordre public*. Cependant, récemment, à propos de spectacles, le Conseil d'Etat a paru nous donner quelques confidences. Il s'agit de l'affaire du *Club Indépendant sportif Châlonnais*, jugée le 7 novembre 1924 : un maire avait interdit les combats de boxe sur le ter-

ritoire de sa commune, en invoquant « le caractère brutal et parfois sauvage de ces combats », qu'il considérerait comme contraires à « l'hygiène morale ». Le Conseil d'Etat a reconnu la légalité de l'arrêté municipal, estimant que ces motifs ne pouvaient être *regardés comme étrangers à l'ordre public* ». On remarque la prudence et la réserve qui laisse place à toutes les évolutions possibles : le Conseil se garde bien d'engager l'avenir.

La vérité, c'est que le Conseil d'Etat laisse au maire l'appréciation des nécessités de l'ordre public, ce qui conduit à dire que, dans notre conception française de la police, l'ordre public est surtout envisagé *du point de vue local* : il varie de commune à commune; ses exigences ne sont pas les mêmes partout. On comprend alors la vérité qu'exprime la pensée de Roger Collard : « La commune a précédé l'Etat », et qui fut celle des hommes de la Révolution : aussi les lois de 1789 et 1790 traduisirent-elles cette idée en confiant au maire le maintien de l'ordre dans la commune.

Mais cela ne laisse pas d'être assez inquiétant; le Conseil d'Etat dit : nous devons nous arrêter à la conception d'ordre public. Mais cette notion est personnelle à chaque individu; elle va donc varier avec chaque maire, celui d'une grande ville et celui d'une petite commune de vingt habitants ! Nous ouvrons carrière à toutes les fantaisies du Maire !

D'ailleurs, le Conseil d'Etat exerce en cette matière un contrôle efficace; il surveille l'action du maire et apprécie si les circonstances de fait justifiaient en droit l'arrêté municipal; c'est ce que mon-

trait le commissaire du gouvernement Corneille dans l'affaire *Baldy* du 10 août 1917 (Drapeaux du Sacré-Cœur) : « Vous déclarez qu'il appartient au Conseil d'Etat saisi d'un recours pour excès de pouvoir en matière de police municipale, non seulement de rechercher si l'arrêté en cause porte sur un objet compris dans les attributions de l'autorité municipale, mais encore d'apprécier, *suivant les circonstances de la cause*, si l'Administration n'a pas, dans l'espèce, pris un arrêté ne se justifiant pas par la nécessité de l'ordre public. Vous appréciez, au fond, les *nécessités de l'ordre public*, parce que, de ces nécessités, ressort la vraie ou la fausse application de la loi par l'auteur de l'acte ».

Le Conseil d'Etat s'assure de la légalité des arrêtés du maire; il recherche s'il est possible de faire tomber l'acte par le moyen du détournement de pouvoir. Le Maire ne peut pas user de ses pouvoirs de police dans un intérêt fiscal, ni, à l'occasion de la police, percevoir des taxes que la loi n'autorise pas. A l'appui de cette solution, on peut citer l'arrêt *Goguel* (Conseil d'Etat, 2 mars 1923) : un maire avait subordonné l'autorisation de représenter des films cinématographiques au paiement préalable d'une somme de 50 francs, au profit des pauvres de la commune. Or le maire ne peut établir de sa propre autorité un impôt non prévu législativement : pour établir une taxe spéciale, il faut un texte de loi. Mais, dira-t-on, ici il s'agissait d'un forfait de la taxe des pauvres. Sans doute, mais la loi du 25 juin 1920, qui a autorisé les communes à percevoir des taxes sur les cinémas et les établissements publics

où l'on joue de la musique, dispose que ces taxes ne peuvent être établies que par délibération du conseil municipal avec l'approbation du préfet. En créant un forfait, le maire méconnaissait sa compétence et violait la loi. Tous ces points ont été mis en lumière par l'arrêt Goguel : « Considérant que la loi du 7 Fructidor an V, telle qu'elle a été modifiée et complétée par un ensemble de textes expressément maintenus en vigueur par l'article 96 de la loi du 25 juin 1920, assujettit les entrepreneurs de spectacles à une taxe, appelée « droit des pauvres », en principe proportionnelle aux recettes réalisées; que, si cette législation n'empêche pas les commissions administratives, représentants légaux des établissements communaux de bienfaisance, qui sont les bénéficiaires de ce droit, de prendre toutes les mesures convenables pour en assurer la perception, il n'appartient pas au maire, soit de fixer lui-même, de sa seule autorité et par arrêté réglementaire, les bases même du droit, soit d'y superposer, par la même voie, au profit de la commune, une taxe qu'aucune disposition de loi n'a autorisée ».

On peut constater le détournement de pouvoir dans un arrêté qui tendrait à favoriser un entrepreneur de spectacle au détriment d'un autre. Le refus systématique permet aussi au Conseil d'Etat d'annuler les arrêtés d'un maire qui refuserait, à plusieurs reprises et sans motifs très plausibles, à un administré, l'autorisation qu'il demande.

En résumé, les pouvoirs de police du Maire peuvent être exprimés dans les trois règles que voici :

Le Maire doit concilier l'ordre public avec la li-

berté et le droit de propriété; il doit respecter les lois, règlements, d'une façon générale toutes les règles de droit qui présentent une force juridique plus grande que ses propres arrêtés.

Il doit s'inspirer de l'intérêt général sous peine de commettre un détournement de pouvoir.

Quand il prescrit quelque chose, il peut indiquer le dessein à réaliser, mais non les moyens à employer pour y parvenir.

### § 3. — *La Publicité du Spectacle.*

L'intervention administrative ne se justifie que dans la mesure où le spectacle est public. L'Administration n'a aucun droit de contrôle, aucun droit de police sur les théâtres ou les spectacles privés. Mais comment distinguer une représentation publique d'une représentation privée ? Le problème ne diffère pas sensiblement de celui que l'on doit résoudre quand on s'occupe de réunions en général; il comporte cependant, en certains cas, des solutions particulières.

La jurisprudence nous donne quelques indications, d'ailleurs assez brèves. Il est vrai qu'il existe de très nombreux arrêts de l'autorité judiciaire qui statuent sur des recours en matière de taxes sur les spectacles. Mais, dans les conclusions à tirer de ces décisions, il convient de se montrer très prudent, car le fisc a une tendance fâcheuse à pénétrer dans un domaine où le pouvoir de réglementation ne saurait se hasarder. Cependant, on peut s'y référer avec profit.

Le criterium de la publicité ne peut être cherché dans la nature, la condition du local : souvent une réunion privée, et même les plus fermées, se passe dans un lieu habituellement public, par exemple les salles de l'Hôtel-de-Ville. Cela résulte d'un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation, rendu le 23 janvier 1907 (D. 1910. 1. 429). Il s'agissait d'appliquer la loi des 13-19 janvier 1791, selon laquelle il y a délit à représenter ou exécuter « publiquement des œuvres musicales sans le consentement des auteurs ». « Attendu, constate l'arrêt, que le bal de bienfaisance du 4 janvier 1903, organisé par le comité de ladite association, ne se tenait pas dans un lieu ouvert à tous sans distinction; que les salons de l'Hôtel-de-Ville d'Etampes, mis gracieusement à la disposition de l'Association, ont reçu une affectation particulière pour la durée du bal et avec le caractère privé de la société qui les occupait temporairement... »; d'où l'arrêt conclut qu'on est en présence d'une réunion privée. A l'inverse, un spectacle peut être public et avoir lieu dans une maison privée.

On ne peut davantage se fonder sur le caractère payant ou gratuit du spectacle, et croire qu'une représentation est publique parce qu'elle est payante : il suffit de rappeler les jeux célèbres de l'Empire Romain où les représentations données à l'occasion de la Fête Nationale et où les places les meilleures vont, non pas aux plus fortunés, mais aux plus persévérants.

Le véritable criterium réside dans l'admission ou l'exclusion du public, c'est-à-dire de la foule, *sans*

que les organisateurs fassent la moindre distinction. Seule l'étude de la Jurisprudence — avec les réserves que nous avons faites — peut nous permettre de dégager les applications de cette idée, selon les différents cas qui peuvent se présenter.

Le spectacle où l'on n'est admis que sur la présentation de cartes d'invitation n'est pas un spectacle public. En 1881, un prêtre, l'abbé Le Gal, avait reçu, dans une maison d'Hennebont, dont il était propriétaire et dont il avait l'entière disposition (l'arrêt cité précise tous ces points; ils ont leur importance), le président et les membres d'un cercle catholique d'ouvriers dont l'abbé Le Gal était le directeur. Devant ces spectateurs, il avait fait jouer une pièce choisie par lui et sans en faire la déclaration au préfet, comme l'exigeait la législation en vigueur. Si le spectacle avait été public, l'abbé Le Gal eût été, de ce fait, passible d'une amende. Mais l'arrêt constate que les personnes présentes n'avaient été admises que « sur la présentation, à l'entrée, de lettres d'invitation nominatives » à elles adressées à l'avance par l'abbé Le Gal. « Attendu que le fait constaté caractérisait légalement une réunion privée, puisque l'accès du domicile de l'abbé Le Gal avait été interdit au public, que ce fait ne pouvait être assimilé ni à un spectacle public, ni à l'exploitation d'un théâtre ouvert au public, qui sont seuls soumis aux formalités du décret de 1864 ». (Cour de Cassation, 1<sup>er</sup> juillet 1881. Affaire *Le Gal*).

L'affaire jugée par le Conseil d'Etat le 24 février 1911 (Affaire *Debril*, Lebon, page 237) présentait d'autres difficultés. Un arrêté d'un maire avait dé-

fendu aux cafetiers, à moins d'une autorisation spéciale, de faire ou laisser danser dans les salles du débit et même — ce qui aggravait singulièrement la portée de son arrêté — dans les autres pièces ou cours de la maison, d'y faire ou d'y laisser faire des exercices d'acrobaties, prestidigitations ou autres. Le Conseil d'Etat a validé cet arrêté municipal, car il a pensé qu'en étendant cette défense aux locaux autres que ceux du débit, le maire avait voulu seulement empêcher le cafetier d'éluder la règle posée à juste titre pour le débitant organisant des divertissements à l'usage de la clientèle dans le domicile privé; et l'arrêté ne visait pas les réunions de parents et d'amis personnels du débitant.

Pour compléter cette étude de la jurisprudence en matière de publicité du spectacle, il suffit de citer un certain nombre d'arrêts qui se bornent à illustrer le principe général que nous avons mis en avant plus haut : Conseil d'Etat, 7 juin 1892 *Commune de Levroux* (Indre), Lebon, page 640. — Cassation — chambre criminelle, 12 décembre 1924, *Bouet C. Bureau de bienfaisance de Cholet*. — Cour d'Appel de Montpellier : 8 avril 1925, *Administration des contributions directes. C. Lauth*.

#### § 4. — *Formes de l'intervention du Maire et Limites apportées à son action.*

Quelles sont les conditions de forme des actes par lesquels le Maire intervient dans l'intérêt de la police ? Le plus souvent, il rédige un arrêté réglementaire. Il peut, s'il lui plait, ne pas le motiver. Aucune disposition législative, en effet, ou réglemen-

taire n'obligent les maires à faire précéder les arrêtés de police municipale des motifs qui les déterminent. (Conseil d'Etat, 19 mai 1905. *Dame Juvenon*. Lebon page 447). Le Maire n'a pas à prendre conseil de l'assemblée communale, du moins en ce qui touche la réglementation des spectacles publics, car il en est autrement s'il s'agit d'appliquer la loi de 1902 sur la santé publique. Le conseil municipal commettrait un excès de pouvoir et verrait sa délibération annulée par le préfet, s'il enjoignait au maire de prendre un arrêté de police à ce sujet. (Conseil d'Etat. 15 juillet 1887. *Conseil municipal de Chaudenay*. Lebon p. 573 et Conseil d'Etat, 28 juin 1912. *Sommain*).

La forme des arrêtés est donc fort simple; il suffit qu'ils soient datés, signés et portés à la connaissance des intéressés soit par voie de publication, s'il s'agit d'un arrêté de portée générale, soit par voie de notification, si cet arrêté ne vise qu'un ou plusieurs individus déterminés.

Souvent le Maire refuse l'autorisation demandée, sans qu'il soit nécessaire d'employer de forme particulière, dans les cas où la loi prévoit que le particulier doit demander l'autorisation du Maire (par exemple, pour les spectacles de curiosité. Cf. *infra*).

Le Maire n'est pas seul à exercer les pouvoirs de police en matière de spectacles publics. Au-dessus de lui le Président de la République et le Préfet disposent du droit de réglementation; le Préfet a, en outre, un certain droit de regard sur les arrêtés du Maire.

Avant d'étudier les pouvoirs attribués par la loi

au Préfet sur les arrêtés de police municipale, il convient de préciser la situation juridique du Maire à ce point de vue. Le Maire présente une double qualité : il est à la fois représentant de l'Etat et représentant de la commune. Cette distinction offre un intérêt au point de vue de la réformation des actes qui appartient à l'autorité supérieure et du recours en indemnité d'un particulier lésé : en effet, si le Maire a agi du premier chef, c'est l'Etat qui est responsable, du second chef, c'est la commune.

La solution n'est pas douteuse : quand il prend un arrêté de police, le maire agit comme chef de l'administration communale. La loi de 1789, en attribuant aux corps municipaux deux espèces de fonctions : les unes propres au pouvoir municipal, les autres propres à l'administration générale de l'Etat et déléguées par elle aux municipalités, range parmi les fonctions propres au pouvoir municipal, et comme telles placées sous la surveillance et l'inspection de l'autorité supérieure, le devoir de faire jouir les habitants d'une bonne police. De même, la loi du 5 avril 1884, dans son article 91, dispose que le maire est chargé de la police municipale, « sous la *surveillance* de l'administration supérieure », et non sous son *autorité*.

Ce caractère mixte des attributions de police municipale peut aisément se justifier à la fois en droit et en fait : « *En droit*, parce que, ainsi que l'a fait très justement observer le Ministre de l'Intérieur à la tribune du Sénat (séance du 6 mars 1884) et dans sa circulaire du 15 mai 1884, la distinction entre la police générale (qui appartient incontestablement à

l'autorité supérieure) et la police municipale est souvent insaisissable; toutes deux ont le même but : assurer la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques; *en fait* toutes deux s'exercent par les mêmes agents (commissaires de police, agents de police, garde-champêtres); l'Etat n'ayant pas, sauf exception, par économie et pour assurer l'unité indispensable du service, d'agents spéciaux de surveillance et d'exécution; les agents chargés de la police sont donc à la fois placés sous les ordres du Maire pour la police municipale et sous les ordres du Préfet pour la police générale, et par conséquent, il est impossible de soutenir que le service de police constitue un service exclusivement municipal ». (Morgand. La Loi Municipale, 7<sup>e</sup> édition. Tome I, pages 703-704. Cf. aussi Lagrange. Ecole des Communes de 1919, page 67 : « Pouvoirs respectifs du préfet et des maires en matière de police municipale »).

De la solution, dégagée plus haut et ainsi justifiée, on tire les conséquences suivantes. Le préfet ne peut pas réformer les arrêtés de police du maire : ce serait substituer son action à celle du maire et transformer la « surveillance » en « autorité ».

Mais il peut les suspendre ou les annuler, en vertu de l'article 95 de la loi du 5 avril 1884. Pour lui permettre de « surveiller » le maire, considéré comme chef de la police municipale, la loi prescrit que tous les arrêtés de police doivent être adressés au préfet ou au sous-préfet. A condition qu'il s'agisse d'un arrêté permanent, le préfet dispose d'un mois pour aviser; l'exécution est suspendue pendant ce délai. L'annulation peut se produire à toute époque, et

porter sur tout l'arrêté ou n'intéresser que certaines de ses dispositions. Cependant, dans cette dernière hypothèse, si les dispositions font corps les unes avec les autres, en sorte que, en faisant disparaître quelques unes d'entre elles, on bouleverserait l'économie de la réglementation, le préfet commet un empiètement sur les pouvoirs du maire en annulant partiellement l'arrêté. (Conseil d'Etat, 13 décembre 1912. *Maire de Maury*. Lebon, page 1198). Il est permis d'appeler ce pouvoir du préfet un véritable droit de veto. Le Conseil d'Etat a fait application de cette idée dans l'affaire *Ville de Dax*, jugée le 3 décembre 1897 (Lebon page 739) : le préfet des Landes avait annulé un arrêté du maire de Dax qui autorisait le syndicat des intérêts de la Ville à donner une course de taureaux avec mise à mort. Sur le recours de la Ville de Dax, le Conseil d'Etat a admis, contrairement aux conclusions de la requête, que le préfet avait pu légalement annuler un arrêté de police municipale, en se fondant sur l'article 95 de la loi de 1884.

Sans se contenter de ce pouvoir hiérarchique en quelque sorte, le préfet peut intervenir directement dans les affaires qui touchent à la police municipale. L'article 99 de la loi de 84 lui reconnaît le droit de prendre un arrêté général applicable à toutes les communes de son département. L'existence d'arrêtés municipaux antérieurs ne fait pas obstacle à ce droit. Au Sénat, pendant la discussion de la loi, cette disposition fit vivement attaquée : elle empiétait sur les franchises locales; on la maintint cependant en faisant observer qu'elle se justifiait « par l'impossi-

bilité absolue, en fait, de fixer exactement la ligne de démarcation entre la police d'intérêt général et la police municipale proprement dite, et ensuite par la nouvelle situation d'indépendance créée au maire par son origine même » (Rapport Demôle). Ce droit n'appartient qu'au préfet (Conseil d'Etat. 20 juin 1913. *Commune de Saint-Geniès des Comolles*). Le maire est toujours recevable à déférer au Conseil d'Etat, par la voie du recours pour excès de pouvoir, l'arrêté préfectoral (Conseil d'Etat. 8 décembre 1893. *Maire de Gesté*, page 817). S'il n'agit pas en son nom personnel, il peut intenter le recours au nom de la ville : ainsi la Ville de Dax, dans l'affaire déjà citée, avait attaqué devant le Conseil d'Etat un arrêté par lequel le préfet des Landes avait interdit les courses de taureaux sur toute l'étendue du département. La requérante soutenait que le préfet avait fait une fausse application de l'article 99 : il s'était proposé d'assurer l'exécution de la loi Grammont du 2 juillet 1850, et non de prescrire des mesures dans l'intérêt de la salubrité, de la sécurité et de la tranquillité publiques. Mais le Conseil d'Etat a rejeté la requête : « Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'en interdisant par cet arrêté, dans toute l'étendue du département, les courses de taureaux avec mise à mort des animaux, ou toutes autres pratiques prohibées par la loi du 2 juillet 1850, le préfet a agi dans le but d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques; qu'ainsi il n'a fait qu'user du droit qui lui est conféré par l'article 99 de la loi du 5 avril 1884... (Conseil d'Etat. 3 décembre 1897. *Ville de Dax*. Lebon, page 739).

Le préfet, dans ce droit de réglementation, peut n'atteindre qu'un groupe de communes de son département. Il peut même prendre un arrêté qui ne s'applique qu'à une commune unique. Mais, dans cette hypothèse, il doit mettre le maire en demeure d'exercer son droit de réglementation, et c'est seulement si le maire oppose son refus ou sa négligence, que le préfet agit sous sa responsabilité. (1)

D'ailleurs, l'action du maire n'est pas complètement entravée par celle du préfet; le maire peut prendre, pour sa commune et par des motifs propres à cette commune, des mesures plus rigoureuses, (Conseil d'Etat, 7 juin 1903. *Néris*) : ainsi, il peut interdire, dans la ville qu'il administre, les courses de taureaux, alors que le préfet les a autorisées pour l'ensemble du département. Et si le maire avait pris un arrêté exagérant les précautions, l'autorité préfectorale ne pourrait pas se substituer à lui et modifier les conditions imposées par l'autorité municipale. (Conseil d'Etat. 23 Mai 1890. *Champ*) :

Pour apprécier comme il convient la situation du maire sous la surveillance du préfet et les limites qu'elle apporte à son droit de réglementation, il est nécessaire de rapprocher et de combiner les articles 91, 95 et 97 de la loi municipale; on peut alors conclure avec le Conseil d'Etat (arrêt du 19 Juillet 1918) : « il appartient au préfet, soit d'édicter les dispositions réglementaires que le maire a omis ou refusé de prendre, soit d'ajouter des prescriptions complémentaires à celles qui auraient été ordonnées

(1) Le décret du 5 nov. 1926 (pris en exécution de la loi du 3 août 1926) donne le même droit au sous-préfet.

par le maire et qui seraient estimées insuffisantes, soit d'interdire les actes que le maire aurait autorisés et qui seraient de nature à compromettre l'ordre public; mais avant de substituer son action directe à celle de l'autorité municipale, il doit faire état des dispositions arrêtées par le maire, lorsqu'elles existent, soit pour les annuler en vertu de l'article 95, soit pour inviter le maire à les modifier lui-même en exécution de l'article 99. »

Le Président de la République est investi, lui aussi, du pouvoir réglementaire en matière de police, quoique la police soit d'essence municipale: il peut, en effet, « évoquer » à lui les matières de police pour les régler sur tout le territoire. Le décret du 6 Janvier 1864 sur la liberté du théâtre, ainsi que celui du 25 Juillet 1919 sur la censure des films cinématographiques, en sont un témoignage. La Jurisprudence a admis, à plusieurs reprises, la légalité de ces « évocations ». (Cassation — chambre criminelle, 22 juillet 1875 et 17 avril 1856). La tendance actuelle est très nettement en faveur de cette pratique.

Le Maire doit se conformer à cet acte du chef de l'Etat. Mais la conception de son rôle a évolué. Dans un arrêt du 25 mars 1887. *Bains de Paris et du département de la Seine* (Lebon, page 255), le Conseil d'Etat disait que les Maires, et, à Paris, le Préfet de Police, ne pouvaient sans excès de pouvoir prendre des arrêtés de police contraires aux dispositions d'un règlement d'Administration Publique. Dans ses conclusions, le commissaire du gouvernement, M. Valabrègue, précisait la pensée de la haute ju-

ridiction : « Le pouvoir réglementaire de l'autorité municipale doit s'arrêter devant les actes de l'autorité supérieure, alors même qu'il s'agirait de prescriptions relatives à des matières qui rentrent naturellement dans ses attributions... Quand donc un règlement d'administration publique aura édicté certaines dispositions relatives à la salubrité ou à la sécurité publique, il n'appartiendra ni au maire, ni au préfet de police, d'y apporter des modifications et de prescrire certaines mesures aggravant ou restreignant les conséquences des prescriptions imposées par le décret réglementaire. (Cass. Criminelle, 31 janvier 1857). Les pouvoirs de l'autorité inférieure sont limités par les pouvoirs de l'autorité supérieure. Il est de principe que la première doit respecter les dispositions prises pour la seconde et dans l'exercice de son pouvoir réglementaire ne disposer que sur les matières non encore réglementées par un acte de cette autorité supérieure ».

Aujourd'hui (Cf. la jurisprudence en matière de cinématographes, étudiée infra) (Cf. aussi, en matière de circulation des autos, Conseil d'Etat, 8 août 1919) nos idées, sur ce point, se sont modifiées : nous admettons que, comme nous l'avons vu plus haut en matière de réglementation préfectorale, le décret du Président de la République, s'il doit être obéi partout, n'empêche pas le maire d'ajouter pour sa commune des dispositions plus strictes, si les besoins locaux l'exigent.

Tels sont les pouvoirs généraux de police des Maires et les limites qui leur sont assignées.

§ 5. — *Impossibilité d'aliéner par contrat les pouvoirs de police que le Maire tient de la loi de 1884.*

Le Maire est souvent amené à conclure des contrats avec des entrepreneurs, des opérations comme nous le verrons plus loin on peut dégager le principe suivant :

Qu'il y ait en cette matière contrat de droit public ou contrat de droit privé.

Le Maire ne peut, dans ce contrat, aliéner ses pouvoirs de police, qu'il tient de l'article 97 de la loi de 1884; il ne peut s'engager à ne jamais interdire telle ou telle pièce, à ne jamais intervenir à l'intérieur du théâtre pour assurer la tranquillité ou la salubrité publique; il ne lui est pas permis de stipuler qu'il ne fermera jamais le théâtre pour des raisons de police.

L'existence d'un contrat rend la situation du maire plus délicate, sans doute, mais il est chargé de l'ordre public avant tout; sa compétence lui est donnée par la loi; il ne peut donc en disposer.

Cf. Cassation, 5 janvier 1880 (D. 80. I. 303) : « Attendu que si, aux termes de l'article 6 du décret du 6 janvier 1864, les spectacles de curiosité restent soumis aux lois et règlements antérieurs, et par suite à la nécessité d'une autorisation administrative, il ne suit pas de là que le Maire d'une ville, en traitant avec un directeur de théâtre, puisse, dans l'intérêt de ce dernier, s'interdire toute autorisation d'autres spectacles. Qu'en effet, le pouvoir d'autorisation que la loi confère au maire, sous le contrôle de l'autorité supérieure, est un pouvoir de police qui ne peut s'exercer qu'au point de vue de l'ordre public, qui,

dès lors, n'est pas dans le commerce et ne peut faire l'objet d'une convention; qu'il suit de là qu'en annulant comme illicite la clause du traité passé le 4 juin 1876 entre le maire d'Oran et le sieur B. de L., par laquelle le maire s'engageait à n'accorder pendant la saison théâtrale, aucune permission à aucun cirque ou spectacle pouvant porter atteinte aux intérêts de la direction théâtrale et en refusant de condamner la ville d'Oran à des dommages-intérêts pour infraction à cette clause, l'arrêté attaqué a fait une juste application... ».

## CHAPITRE II

### La Salle de Spectacle.

La salle de spectacle se trouve d'abord soumise au contrôle du maire : de « grands rassemblements d'hommes » s'y produisent périodiquement; il convient donc d'assurer la sécurité et la salubrité dans ces lieux publics.

§ 1. — *Ouverture de la salle de spectacle. — Cas particulier des spectacles donnés sur la voie publique.*

Pour ce qui est de l'ouverture d'une salle de spectacle, une différence capitale sépare les théâtres des autres lieux de représentations.

D'après le décret de 1806, l'industrie théâtrale est soumise au régime de l'autorisation; l'industriel qui se propose d'ouvrir un théâtre doit demander l'autorisation au gouvernement. Le décret du 6 janvier 1864, sur la liberté du théâtre, rend la liberté à l'industrie théâtrale. La réglementation, en cette matière, est dévolue toute entière à l'autorité municipale. Ainsi l'ordonnance de police du 1<sup>er</sup> janvier 1927, applicable à Paris, prescrit à toute personne qui veut construire un théâtre d'en faire la déclaration préalable au Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, ainsi qu'à la Préfecture de Police; les plans sont joints à cette déclaration et l'Admi-

nistration prescrit toutes les modifications utiles; l'ouverture de la salle ne peut avoir lieu qu'après réception de la commission supérieure des théâtres, qui offre toutes les garanties désirables; présidée par le Préfet de Police, elle est composée de techniciens, de directeurs de théâtres, de conseillers municipaux et de fonctionnaires divers.

Les autres salles de spectacles (telles que salles de cinématographes, cafés-concerts, music-halls) vivent sous un régime moins libéral; leur ouverture dépend d'une autorisation municipale. Le maire peut poser des conditions ou refuser l'autorisation qu'on lui demande, dans un intérêt public. (Ex. Conseil d'Etat, 7 février 1919. *Chaubin*. Lebon, p. 129).

Les constructions légères, abris de spectacles forains, qui sont installées sur la voie publique : par exemple les cirques ambulants, les manèges, les panoramas et autres attractions, dont l'ensemble forme ces foires, si curieuses et si pittoresques de Paris ou de la campagne, subissent un contrôle plus sévère de l'Administration. En effet, il n'y a pas à tenir compte seulement de la sécurité ou de la salubrité de l'édifice, mais aussi de l'intérêt de la circulation; et le maire, d'après l'article 98 de la loi de 1884, a la police des voies de communication.

Un industriel forain avait demandé au Conseil d'annuler pour excès de pouvoir deux décisions par lesquelles le maire de Neuilly-sur-Seine lui avait refusé l'autorisation d'installer ses attractions pendant la fête de 1922. Le Conseil d'Etat a refusé de faire droit à cette demande, en opposant au requérant que, d'une part le maire de Neuilly s'était borné à

assurer l'application de l'arrêté réglementaire du 16 mai 1922 qui régissait la fête de Neuilly, et que, d'autre part, — et c'est ce qui nous intéresse — les décisions du magistrat municipal n'avaient été inspirées que par le souci de maintenir l'ordre et la sécurité de la circulation. (Conseil d'Etat, 5 janvier 1924. *Sieur Ripert et syndicat des Forains*. Lebon, page 17).

§ 2. — *Contrôle de l'Administration sur l'aménagement de la salle.*

En donnant son autorisation et pendant tout le temps que la salle et l'immeuble restent affectés au spectacle, le maire doit exercer un contrôle étroit dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité.

Il surveille la construction de la salle; il peut prescrire les matériaux qu'il juge convenables dans l'intérêt public. Il prescrit les dispositions qu'exige la sûreté des personnes. Rien de plus intéressant que de consulter, à cet égard, l'ordonnance du 1<sup>er</sup> janvier 1927, qui régit les salles de spectacle à Paris : Les établissements doivent avoir une façade d'au moins six mètres de largeur, et même de quinze mètres si le nombre éventuel des spectateurs dépasse 1.500. Lorsque la salle peut contenir plus de 2.000 spectateurs, des cours d'isolement sont prévus par l'ordonnance. Pénétrons à l'intérieur de la salle : le nombre et la largeur des dégagements sont proportionnés au nombre des spectateurs admis. (Art. 61). Il doit y avoir un double éclairage : l'un électrique, l'autre qui doit pouvoir fonctionner indépendamment du premier. Le maire peut imposer aux directeurs les

mesures propres à faciliter l'entrée et la sortie du public : espaces libres entre les fauteuils et les stalles, obligation pour les directeurs de ne faire cesser l'éclairage dans l'intérieur de la salle, dans les escaliers, les corridors ou les vestibules qu'après le départ de tous les assistants; rien ne doit gêner la circulation.

Le maire exerce aussi utilement ses pouvoirs de police dans les ménageries; il doit prescrire les mesures dictées par la prudence, imposer des dispositions en vue d'empêcher les animaux de s'évader, défendre au public de s'approcher trop près des cages.

Pour accomplir cette mission, le théâtre ou la salle de spectacle peuvent être visitées à des époques rapprochées.

§ 3. — *Précautions contre l'incendie. — La rémunération du service.*

Mais l'intervention de la police administrative la plus efficace et la plus précieuse se produit lorsqu'il s'agit de prendre des précautions contre l'incendie.

Il y a d'abord des mesures à prescrire dans la construction. A raison des risques particuliers de feu que présente le cinématographe, le maire peut interdire les projections dans un cirque en bois (Conseil d'Etat, 10 janvier 1913. *Ravault*, page 24) : le requérant, désireux de construire une salle en bois pour projections, n'avait obtenu l'autorisation du maire qu'à la condition de bâtir cette salle en briques et en ciment armé. Le Conseil d'Etat a approuvé l'attitude du maire; dans le même arrêt, il a jugé que la

police municipale pouvait tolérer l'existence d'un cirque en bois destiné au même usage, parce qu'il n'était voisin d'aucun autre immeuble bâti, et qu'il avait été autorisé seulement à titre révocable.

La salle doit être aménagée aussi en vue de parer au danger d'incendie. Ainsi dans les théâtres, en vertu de l'arrêté du 1<sup>er</sup> Germinal an VIII, des Ordonnances du 1<sup>er</sup> mai 1881, de 98 et de 1927, ainsi que des textes municipaux pour les différentes villes de province, des réservoirs d'eau doivent être préparés, avec des pompes et des agrès en état; des avertisseurs téléphoniques mettent le théâtre en communication avec la caserne de pompiers la plus proche. La scène, particulièrement dangereuse, doit pouvoir être isolée de la salle par un rideau de fer, que des machinistes descendent en cas d'incendie, et qui est baissé quand on ne joue pas. La scène, par des dispositifs divers, doit pouvoir être inondée presque instantanément. En outre, une large ouverture, ménagée dans les combles de la scène, mais obstruée en temps ordinaire, formerait appel d'air s'il se produisait un incendie. Les décors eux-mêmes doivent être rendus incombustibles.

S'il y a danger de feu, les spectateurs doivent évacuer rapidement la salle; aussi prescrit-on de laisser les issues du théâtres complètement libres pendant la durée de la représentation; le maire peut déterminer le mode d'ouverture des portes pour faciliter la fuite du public.

Des dispositions identiques visent les concerts; mais, comme ils ne sont pas pourvus des secours en eau exigés dans les théâtres, il est interdit d'y faire

usage de plusieurs décors, ou de machineries. La scène ne doit comporter qu'un seul décor prémuni contre les dangers du feu.

Les cabines dans lesquelles sont placés les appareils de projections cinématographiques doivent se trouver soigneusement isolés de la salle où se tient le public.

Des pompiers, pendant la représentation, et aussi entre temps, doivent exercer une surveillance à l'intérieur du théâtre. Le Conseil d'Etat a eu à s'occuper de leur sort, dans l'affaire *Delepoulle* (22 janvier 1904, p. 36). L'arrêté du 1<sup>er</sup> germinal, an VII astreint les directeurs de théâtres à solder les « pompiers exercés » qui doivent, aux termes de cet arrêté, assurer le service de surveillance des théâtres en dehors des heures de représentation. Le Préfet de Police, invoquant ce texte, avait, par ordonnance du 6 avril 1900, imposé au directeur de la Gaité, l'obligation de recruter des pompiers et d'organiser leur service. Le sieur Delepoulle, directeur de la Gaité, attaquait cette ordonnance devant le Conseil d'Etat en prétendant que le préfet avait eu en vue dans son arrêté le souci de dégager son administration des responsabilités qui lui incombent, car, d'après le requérant, c'était au corps des sapeurs-pompiers de Paris qu'il appartenait d'assurer ce service de grand'garde. Contrairement à l'habitude bien établie, le Ministre de l'Intérieur appuya le pourvoi, en faisant valoir, dans ses observations, que « l'arrêté du 1<sup>er</sup> germinal, an VII ayant réglementé le service de surveillance des théâtres, au point de vue des dangers d'incendie, cette matière était placée par là

même en dehors du pouvoir réglementaire du préfet de police à qui il appartenait seulement d'assurer l'exécution de cet arrêté, mais non d'en modifier les dispositions, qu'il ressort de la combinaison de l'article 3 de cet arrêté, de l'article 42 de l'Ordonnance du 27 décembre 1841 et de l'article 41 du décret du 27 avril 1850, que le service de surveillance des théâtres, en dehors même des heures de représentations doit être fait à Paris par le corps des Sapeurs-pompiers; qu'ainsi le Préfet de Police, en chargeant les directeurs de théâtre de recruter un personnel spécial pour cette surveillance et d'assurer le service sous leur responsabilité personnelle, a excédé ses pouvoirs ».

Le Conseil d'Etat ne s'est pas laissé convaincre par les observations du Ministre; il a rejeté le pourvoi : l'arrêté de germinal impose, en effet, aux directeurs la charge de solder les « pompiers exercés » nécessaires au service des incendies et aucune disposition légale ou réglementaire n'oblige le préfet de police à fournir des détachements de sapeurs-pompiers de Paris pour le service de grand'garde.

Ainsi on exige des entrepreneurs de spectacles une certaine collaboration pécuniaire. Ne convient-il pas de généraliser cette solution ? Sans doute, les services, qui sont organisés, dans la commune, pour maintenir le bon ordre et prévenir les sinistres, se classent sous la rubrique des services municipaux établis dans l'intérêt collectif des habitants et dont les frais rentrent dans les dépenses obligatoires mises à la charge de la généralité des contribuables. Mais les entreprises de spectacles sont des industries

qui nécessitent, et pour la police et pour le danger d'incendie, une surveillance particulière. Le contrôle excède les besoins normaux auxquels sont tenus de pourvoir, aux frais de la commune les services organisés pour la protection des lieux publics ou privés. D'ailleurs, ces frais supplémentaires sont exposés, dans un intérêt d'utilité publique peut-être, mais avant tout dans l'intérêt même de ces entreprises. Aussi est-il équitable de faire supporter ces charges non pas par le budget communal, mais par les intéressés eux-mêmes. (En ce sens, Conseil d'Etat. 10 août 1918. *Société Cinéma National*. Lebon, page 853).

§ 4. — *Fermeture.*

Un Théâtre peut être fermé; l'autorisation d'ouvrir une salle de spectacles peut être retirée à tout moment. Ce retrait ne peut avoir lieu que dans un intérêt public : un maire commettrait un détournement de pouvoir en fermant un théâtre pour favoriser un entrepreneur de spectacle concurrent.

Mais comment faut-il entendre cette idée d'intérêt public. C'est une fois de plus l'intérêt du bon ordre et de la tranquillité publique.

La fermeture peut présenter le caractère d'une peine. Dans tous les cas où les précautions exigées contre l'incendie auraient été négligées, même un seul jour, la salle de spectacle pourrait être fermée à la demande du maire. (Cf. pour la fermeture provisoire d'un théâtre, l'arrêt *Cazaux*, 13 janvier 1893. Lebon, page 4).

L'autorisation a été donnée en vue d'un certain

état de fait; si le directeur du théâtre ou l'entrepreneur du spectacle le modifie sans en référer à l'autorité municipale, et que ces modifications puissent porter atteinte à la sécurité publique, le maire peut ordonner la fermeture de la salle. Ainsi jugé le 21 mars 1919 dans l'affaire *Viviant*. Le sieur Viviant avait effectué certaines transformations, pour augmenter, selon lui, la sécurité du public en diminuant les risques d'incendie et en améliorant les issues. Mais le maire a pensé exactement le contraire et le Conseil d'Etat lui a donné raison.

Il faut même aller plus loin et décider que si les circonstances exigent des mesures de précaution nouvelles, le maire a le droit de les imposer aux entrepreneurs; en cas de refus, la sanction serait le retrait d'autorisation ou la fermeture. C'est ce que le Conseil d'Etat a décidé le 16 février 1917 en rejetant la requête du sieur Bossetti dirigée contre un arrêté du maire de Nice. Le Conseil d'Etat a fait valoir les considérants suivants : « Considérant que le maire tient de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 le pouvoir d'ordonner la fermeture des salles de spectacle dans l'intérêt du bon ordre et de la sécurité publique; Considérant que, par l'arrêté du 26 février 1914, le maire de Nice a retiré l'autorisation d'ouvrir une salle de cinématographe précédemment accordée au sieur Bossetti, par le motif que celui-ci a refusé de prendre les mesures juées nécessaires par l'Administration Municipale pour assurer la sécurité des spectateurs en cas d'incendie; qu'ainsi le maire de Nice n'a fait qu'user des pouvoirs qu'il tient de la disposition législative précitée... »

La fermeture pourrait aussi intervenir dans des cas graves, tels que celui d'épidémie, dans l'intérêt de la salubrité publique. Ainsi se vérifierait la boutade de Rousseau : « Tite-Live dit que les jeux scéniques furent introduits à Rome en l'an 390, à l'occasion d'une peste qu'il s'agissait d'y faire cesser. Aujourd'hui, l'on fermerait les théâtres pour le même sujet et sûrement cela serait plus raisonnable ». (Lettre à d'Alembert, page 520, en note).

## ANNEXE

*Ordonnance concernant les théâtres, musics-halls, concerts, bals, cinémas et autres spectacles et divertissements publics.*

Paris, le 1<sup>er</sup> Janvier 1927

Nous, Préfet de police,

Vu :

La loi des 16-24 août 1790 (titre XI), celle des 19-22 juillet 1791, l'arrêté des Consuls du 12 Messidor an VII la loi du 10 juin 1853;

L'arrêté du Directoire du 1<sup>er</sup> Germinal an VII;

Le décret du 6 janvier 1864;

L'art. 471, § 15 du Code pénal;

Les délibérations de la Commission supérieure des théâtres en date des 25 novembre, 7, 14 et 23 décembre 1926,

Ordonnons ce qui suit : :

### TITRE PREMIER. — *Dispositions générales*

#### CHAPITRE PREMIER. — Règles générales et formalités préliminaires.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit de donner, sans notre autorisation, à Paris, et dans le département de la Seine, des représentations dramatiques ou lyriques, concerts vocaux ou instrumentaux, séances de cinématographe, spectacles de curiosité ou d'attraction, exhibitions, bals, et, en général, des spectacles, concerts et divertissements quelconques comportant l'admission du public.

Exception est faite pour les théâtres proprement dits visés par le décret du 6 janvier 1864, dont l'exploitation doit faire l'objet d'une déclaration préalable tant au

Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts qu'à la Préfecture de Police.

La demande d'autorisation ou la déclaration devra être faite par le directeur responsable et indiquer la nature des spectacles, concerts ou divertissements projetés.

ART. 2. — Toute personne qui voudra construire ou aménager un théâtre ou un établissement où seront donnés des spectacles, concerts ou divertissements comportant l'admission du public, devra adresser une demande à la Préfecture de Police.

À cette demande devront être joints des plans détaillés, des coupes et élévations à l'échelle de 0m.02 pour 1 mètre. Ces plans indiqueront, par étage et par espèce, le nombre des places et la largeur des dégagements mis à la disposition du public. Ils seront fournis en triple expédition et seront signés.

La Préfecture de police notifiera aux intéressés l'acceptation ou le refus des plans, ou, s'il y a lieu, indiquera les modifications à y apporter.

ART. 3. — Les travaux ne devront être commencés qu'après approbation des plans définitifs et aucune modification aux dits plans ne devra être apportée en cours de construction si elle ne nous a été soumise et n'a été acceptée par nous.

ART. 4. — Avant toute autorisation d'ouverture d'un établissement au public, il sera procédé à une visite de réception par la Préfecture de police qui s'assurera de la concordance des plans et de l'exécution et prescrira, s'il y a lieu, les modifications de détail reconnues nécessaires.

ART. 5. — Aucun changement ne pourra être apporté dans la construction ou l'aménagement d'un établissement existant sans que ces modifications aient été acceptées par Nous. Pour ces modifications, les propriétaires exploitants devront satisfaire aux formalités définies à l'art. 2 ci-dessus.

## CHAPITRE 2. — Classification des Etablissements

ART. 6. — Les établissements sont classés d'après les dangers d'incendie qu'ils présentent et l'importance du public qu'ils peuvent recevoir, en trois catégories :

Sont de la première catégorie :

1° Les établissements ayant une scène à machinerie fixe avec dessous ou dessus, cintre et gril;

2° Tous les établissements comportant une scène et pouvant recevoir plus de 1500 personnes.

Lorsque plusieurs établissements comportant une scène seront exploités dans un même bâtiment ou dans des bâtiments contigus, non séparés par des murs pleins, ainsi qu'il est dit à l'art. 12, si la totalité des spectateurs admis dans l'ensemble de ces établissements dépasse 1500, ils seront classés dans la première catégorie.

Sont de la deuxième catégorie :

Les Etablissements recevant moins de 1500 personnes qui auront une scène sans machinerie fixe, sans dessus ni dessous, sans cintre ni gril.

Ces établissements ne pourront avoir qu'une machinerie sommaire incombustible pour le déplacement des décors mobiles, ainsi qu'il est prévu à l'art. 38.

Rentreront également dans cette catégorie tous les établissements ne comportant pas de scène, mais pourraient faire usage de décors mobiles, de praticables ou de nombreux accessoires de scène, tels que les hippodromes, les cirques, les vélodromes, etc.

Sont de la troisième catégorie :

Les établissements ne rentrant pas dans les deux catégories ci-dessus et pouvant comporter seulement une simple estrade fixe ou mobile.

L'inscription d'un établissement dans une catégorie pourra être modifiée si, à l'usage, l'établissement vient à comporter les conditions applicables à une autre catégorie.

## TITRE II. — *Construction et aménagement général*

### CHAPITRE PREMIER. — Mesures d'isolement

ART. 7. — Tous les établissements de la première catégorie et ceux des deuxième et troisième catégories pouvant contenir au moins 550 personnes devront avoir, à chaque étage, sur une ou plusieurs rues, une façade d'au moins de 6 mètres de largeur correspondant à la salle ou à ses dépendances : foyer, bar, etc. en relation avec elle, et ayant une hauteur suffisante pour permettre l'accès des secours dans les parties occupées par le public. La largeur totale de cette ou ces façades sera augmentée à raison d'un mètre par 100 personnes en plus des 500 premières.

ART. 8. — Lorsque le nombre des spectateurs dépassera 1500, sans être supérieur à 2500, l'établissement devra avoir une façade sur deux rues dont une d'au moins 15 mètres de largeur ou sur une seule rue de cette largeur et une autre face sur une cour d'isolement et de sauvetage accessible au matériel des sapeurs-pompiers.

ART. 9. — Lorsque le nombre des spectateurs dépassera 2500, l'établissement devra avoir une façade sur deux rues d'au moins 15 mètres de largeur et, si l'Administration le juge nécessaire, avoir une autre façade sur une cour d'isolement.

ART. 10. — Lorsque le nombre des spectateurs sera supérieur à 3500 selon les dispositions du plan, il sera imposé une cour d'isolement sur la quatrième face.

ART. 11. — Les cours d'isolement prévus aux articles précédents devront avoir une largeur d'au moins 5 mètres et au moins égales à celle des sorties de l'établissement sur ces cours d'isolement et être accessibles au matériel de sauvetage des pompiers; elles devront, en outre, être en communication directe et facile avec les voies publiques et être de niveau avec ces voies ou tout au moins être reliés avec elles par des pentes douces ne dépassant pas 0 m. 10 par mètre.

ART. 12. — Dans les parties où les établissements de la

première catégorie joindront des constructions ou des propriétés occupées par des tiers, un mur d'isolement en maçonnerie d'au moins 0 m. 45 d'épaisseur ou en béton armé présentant les mêmes garanties de protection sera établi. Ce mur sera plein, sans aucune ouverture sur les voisins.

ART. 13. — Dans le périmètre des établissements de la première catégorie, il ne pourra être logé qu'un concierge, un gardien et le directeur de l'établissement ou son représentant.

Il est interdit, sauf autorisation spéciale, d'établir dans ce périmètre aucune installation ou exploitation étrangère à l'établissement.

## CHAPITRE II. — Scène

### § 1<sup>er</sup>. — Etablissements de première catégorie

ART. 14. — La scène sera limitée par des gros murs en maçonnerie ayant au moins 0 m. 45 d'épaisseur ou en béton armé offrant les mêmes garanties d'isolement et de résistance.

Ces murs présenteront une surface plane, sans aucune partie en retrait de leur aplomb, sauf dans le cas où ils seraient construits en béton armé.

Les fenêtres percées dans les murs de la cage de scène devront toujours être plus élevées que les constructions voisines dans un rayon de 10 mètres.

ART. 15. — Le mur d'avant-scène devra exister dans toute la hauteur de la cage de scène dessous compris. Il devra s'élever d'au moins 1 mètre en contre-haut du comble de la salle et sera terminé à sa partie supérieure, de manière à former un chemin de secours facilement accessible. Ce mur pourra se décrocher en partie dans le dessous de scène pour permettre de loger l'orchestre, mais à la condition que le plancher de scène couvrant le décrochement sera hourdé plein et absolument incombustible.

ART. 16. — Aucune communication ne pourra exister entre la scène et la coupole de la salle.

ART. 17. — Il ne sera pratiqué dans les murs limitant la scène que les ouvertures strictement nécessaires pour assurer le service des représentations et les services de secours.

A la hauteur du plancher de scène, il devra toujours y avoir au moins deux issues de dégagement, une de chaque côté, d'une largeur suffisante pour permettre l'évacuation du personnel.

Dans la partie haute de la scène, aucune communication ne pourra exister avec les escaliers et dégagements desservant les loges d'artistes et les bâtiments d'administration.

ART. 18. — Toutes ces baies seront fermées par des portes battantes construites en matériaux résistant au feu et établies de manière à s'opposer au passage de la fumée et des gaz.

Les portes situées au niveau du plancher de scène devront s'ouvrir en dehors de la scène ou en va-et-vient; celles des dessous de scène devront s'ouvrir en dehors de la scène. Toutes les autres portes s'ouvriront à l'intérieur de la scène.

Les portes de communication entre la scène ou ses dépendances seront maintenues fermées pendant les représentations; elles devront pouvoir s'ouvrir facilement de la scène.

ART. 19. — L'ouverture de scène sera fermée complètement par un rideau plein d'une seule pièce métallique ou d'une matière présentant une sûreté équivalente comme isolement et résistance à la pression de l'air. Ce rideau devra être d'une manœuvre sûre, facile, non bruyante, et d'une durée de fermeture de quarante secondes maximum. Les glissières seront en matériaux résistant parfaitement au feu et à ses effets de dilatation et devront permettre le glissement facile du rideau même en cas de forte pression due à l'appel d'air de la salle en cas de feu.

La manœuvre de descente de ce rideau devra pouvoir être effectuée de deux endroits différents, l'un à l'intérieur

de la cage de scène, à hauteur du plateau, et l'autre à l'extérieur, dans un lieu toujours accessible. Elle devra se produire par un simple déclanchement et se continuer automatiquement. Pour le cas où, accidentellement, les appareils de manœuvre ne fonctionneraient pas, la descente devra s'effectuer rapidement à la main. Les treuils de commande ne devront pas être munis de cliquets ou ceux-ci devront se relever automatiquement.

ART. 20. — Il sera établi dans le comble de la scène une baie fermée par une ou plusieurs trappes : la section de cette base sera égale au vingtième de la surface de la scène.

La manœuvre d'ouverture de cette baie devra se faire de deux points différents situés : l'un sur la scène, à proximité de la mise en œuvre du rideau mécanique, l'autre à proximité de la deuxième manœuvre de ce rideau. Elle devra se faire par simple déclanchement, et se continuer automatiquement.

En outre, une commande par fusible devra pouvoir se déclancher automatiquement dès que la température atteindra 80 degrés centigrades.

ART. 21. — La charpente du comble sera en matériaux incombustibles, la couverture sera en matériaux légers et facilement combustibles.

Un septième au moins de la surface de la couverture sera en verre mince.

Des dispositions spéciales seront prises pour qu'en cas d'incendie, le feu ne puisse se communiquer aux immeubles voisins.

ART. 22. — Les escaliers, les échelles, les ponts de service, l'ossature des grils, les divers planchers des dessus et les dessous, les supports de ces planchers, la machinerie et, en général, toutes les installations stables aménagées dans la cage de scène seront en matériaux incombustibles. Le parquet de la scène pourra être en bois ignifugé.

Les fils de suspension seront également en matériaux

incombustibles ; les fils de manœuvre pourront être recouverts de chanvre ou de toute autre matière maniable.

ART. 23. — Les décors, les praticables, les accessoires de scène, le rideau d'avant-scène, et, en général, tous les objets et installations mobiles dans la cage de scène seront ininflammables.

Les directeurs d'établissements devront donner, en temps utile, avis à la Préfecture de police de la mise en service des décors et autres objets ci-dessus désignés pour qu'ils soient essayés au point de vue de l'ininflammabilité par un délégué du service technique.

Les essais seront renouvelés au moins une fois par an et seront constatés chaque fois par l'apposition d'un cachet portant le millésime de l'année.

Sont considérées comme ininflammables les matières qui brûlent sans émettre de flammes.

L'ininflammabilité ne sera pas obligatoire pour les meubles.

ART. 24. — La cage de scène ne pourra être encombrée de décors.

Les praticables, les accessoires et les meubles utilisés pour les représentations de la journée devront être enlevés au fur et à mesure et déposés dans des magasins situés en dehors de la scène et de la salle.

ART. 25. — Les accessoires très combustibles tels que paille, paniers, fagots, guirlandes, etc, seront enfermés dans une resserre spéciale construite entièrement en matériaux incombustibles et maintenue fermée par une porte d'isolement à l'épreuve du feu.

ART. 26. — Les décors, les praticables, les accessoires de scène et les meubles non en service ne pourront être conservés dans l'enceinte de l'établissement. Ils devront être transportés dans des magasins éloignés construits comme il est prescrit par l'ordonnance du 27 mars 1906.

ART. 27. — Les contre-poids des installations de scène ne devront jamais être placés au-dessus des locaux acces-

sibles aux artistes et au public, ni au-dessus des canalisations d'eau et d'éclairage.

ART. 28. — Il est interdit d'établir des loges dans la cage de scène.

Des emplacements clos nécessaires au service d'incendie devront être réservés à l'avant-scène du plancher de scène, en un endroit d'où ce service pourra exercer sa surveillance sans être gêné.

ART. 29. — Aucune loge d'artiste ou autre local annexe, sauf le magasin d'accessoires, ne pourra s'ouvrir directement dans la cage de scène.

ART. 30. — Les sapeurs-pompiers devront pouvoir accéder facilement sur la scène sans passer par les dégagements du public.

Un ou, s'il est jugé nécessaire, plusieurs escaliers devront être aménagés dans toute la hauteur de la cage de scène pour permettre aux sapeurs-pompiers d'y attaquer ou dominer le feu. Ils devront être entièrement construits en matériaux incombustibles et d'un accès facile. Ils seront complètement enrobés et pourvus aux différents paliers de portes de fer munies d'un système de fermeture automatique, empêchant tout appel d'air de les ouvrir.

ART. 31. — Il est interdit de fumer dans la cage de scène ou ses dépendances.

## § 2. — Etablissements de deuxième catégorie

ART. 32. — La scène sera limitée par des murs d'épaisseur suffisante en matériaux incombustibles et son plancher sera également construit en matériaux incombustibles et hourdé plein.

ART. 33. — La scène pourra être surmontée d'étages occupés ou non par des tiers; dans ce cas, des planchers en matériaux incombustibles isoleront la scène de ces locaux. Aucun tuyau de fumée provenant de locaux voisins ne devra exister dans la cage de scène.

ART. 34. — Une ou plusieurs trémies construites en matériaux incombustibles, d'épaisseur suffisante et de

dimensions proportionnées à celle de la cage de scène, feront communiquer celle-ci avec l'air extérieur et devront monter à 1 mètre en contre-haut de la couverture du bâtiment. En dehors de ces trémies, aucune ouverture ne pourra être établie dans le plancher haut de la scène.

ART. 35. — Il n'y aura dans les murs limitant la scène que les baies strictement nécessaires à l'exploitation de l'établissement; toutes ces baies seront fermées par des portes d'isolement en matériaux résistant au feu et à fermeture automatique.

ART. 36. — Toutes les installations stables aménagées dans la cage de scène seront en matériaux résistant au feu; seul le parquet du plancher de scène pourra être en bois injecté d'une solution ignifuge.

ART. 37. — Les décors seront incombustibles ou en étoffes entièrement marouflées sur amiante (toile, carton ou papier fort).

Les cadres de décors et les praticables seront incombustibles ou rendus ininflammables.

Les accessoires de scène et en général tous les objets d'installation mobile dans la cage de scène seront absolument ininflammable ainsi que les tentures et le rideau d'avant-scène. Cette ininflammabilité ne sera pas obligatoire pour les meubles.

Les essais, vérifications et estampillages de l'ininflammabilité et de l'incombustibilité seront faits comme il est dit à l'article 23.

ART. 38. — Pour la manœuvre des décors, il ne sera utilisé que des poulies métalliques dont les supports seront scellés dans le plafond de la scène sans intervalle pouvant permettre l'établissement de ponts de cintres ou de grils.

ART. 39. — Les art. 24, 25, 26, 29, 30 § 1<sup>er</sup> et 31 ci-dessus sont également applicables aux établissements de deuxième catégorie.

Les mesures de sécurité prévues aux art. 19 et 20 ci-dessus ainsi qu'au titre VI, chapitre 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> ci-après, pourront être également, en totalité ou en partie, imposées

à titre exceptionnel, aux établissements de deuxième catégorie dans lesquels elles seraient jugées nécessaires en raison notamment de la nature du spectacle ou de l'importance de la mise en scène.

§ 3. — Etablissements de troisième catégorie

ART. 40. — Les établissements de troisième catégorie ne devront pas avoir de scène.

Une simple estrade, fixe ou mobile, pourra être installée dans la salle. Cette estrade sera construite en matériaux incombustibles ou tout au moins en bois hourdé plein et enduit en plâtre. Le parquet de l'estrade et les menuiseries pourront seuls être en bois apparent, le devant de l'estrade, du côté de la salle, sera clos par une cloison en matériaux incombustibles.

ART. 41. — Sur les estrades fixes, il ne pourra être établi qu'une décoration unique, fixe et incombustible ou marouflées sur cloison incombustible.

Les accessoires devront être rendus ininflammables.

Les estrades mobiles ne devront recevoir aucune décoration.

CHAPITRE III. — Salle

§ 1<sup>er</sup>. — Etablissements de première catégorie

ART. 42. — La salle et toutes ses dépendances : vestibules, escaliers, foyers, buvettes, dégagements, etc, et, en général, tous les locaux accessibles ou non au public seront construits en matériaux incombustibles.

ART. 43. — La calotte au-dessus de la salle, les planchers séparant les divers étages, les combles et les escaliers ainsi que leur couverture seront hourdés en maçonnerie.

ART. 44. — Les points d'appui isolés, les pièces de charpente apparentes, les poutres et les solives non enveloppées de maçonnerie seront entourés d'une enveloppe résistante au feu et mauvaise conductrice de la chaleur.

ART. 45. — Les menuiseries, les parquets et les dessus de marche pourront être en bois.

Les parquets et les dessus de marche seront parfaitement adhérents pour toute leur sous-face aux hourdis pleins des planchers et des escaliers.

Le dessus des marches des escaliers ne pourra être ciré ou en matériaux pouvant prendre le poli à l'usage.

ART. 46. — Des grillages métalliques à mailles suffisamment serrées seront établis sous les chassis vitrés éclairant la salle et ses dépendances accessibles au public, sauf si ces châssis sont vitrés en verre armé.

Les châssis de toit seront protégés au-dessus et au-dessous par un grillage métallique à moins que le vitrage ne soit également établi en verre armé.

ART. 47. — Les tentures, les toiles et les objets de décoration devront adhérer complètement aux surfaces qu'ils recouvriront.

Les velums, guirlandes ou autres objets légers de décoration sont interdits à moins d'autorisation spéciale.

ART. 48. — Les portes et croisées pourront être garnies de portières et de rideaux; les planchers pourront être recouverts de tapis.

Ces tentures et ces tapis seront en tissus ininflammables et ne devront pas gêner la circulation du public ou masquer les issues ou dégagements.

ART. 49. — Il est interdit d'établir des ateliers ou des chambres à feu dans les locaux qui se trouvent au-dessus ou au-dessous de la salle et de ses dépendances à moins d'en assurer l'isolement par des planchers à l'épreuve du feu.

## § 2. — Etablissements de deuxième et de troisième catégorie

ART. 50. — Les salles de la deuxième et de la troisième catégorie devront être construites et aménagées comme celles de la première catégorie. Les planchers et les murs qui pourront séparer ces établissements des locaux voisins seront en matériaux incombustibles et d'épaisseur suffisante pour assurer un parfait isolement.

Exception faite pour la grosse construction des salles

contenant moins de 500 personnes qui, si elle n'est pas en matériaux incombustibles, devra être hourdée plein et recouverte de plâtre sur une épaisseur suffisante.

ART. 51. — Aucune communication ne pourra exister entre la salle et les locaux des voisins. Toutefois, des sorties de secours pourront être autorisées ou exigées. Les intéressés devront, le cas échéant, justifier d'accords contractuels avec les voisins.

CHAPITRE IV. — Bâtiments d'administration  
(Dispositions applicables à tous les établissements)

ART. 52. — Les bâtiments d'administration qui comprennent les loges d'artistes, les ateliers d'électriciens, les tailleurs, couturières, coiffeurs, etc, les salles pour répétitions, les bibliothèques, etc, etc, les divers magasins nécessaires à l'exploitation de l'établissement seront construits conformément aux prescriptions applicables aux salles de leur catégorie. Ils seront séparés de celles-ci et de leurs dépendances par des murs pleins en maçonnerie ou en béton armé ou des planchers à l'épreuve du feu.

ART. 53. — Il n'existera dans ces murs que les baies nécessaires à l'exploitation et au secours. Ces baies seront fermées par des portes battantes en matériaux résistant au feu. Les magasins et ateliers seront éloignés des escaliers et des passages utilisés par le public et fermés par des portes semblables.

ART. 54. — Des escaliers et dégagements faciles seront aménagés pour les artistes qui devront toujours pouvoir utiliser deux dégagements différents et de proportions suffisantes.

ART. 55. — Les couloirs et dégagements des bâtiments d'administration, ceux des musiciens de l'orchestre qui devront être complètement isolés des dessous, ne seront jamais encombrés par des accessoires, des costumes, etc. Ils devront être maintenus libres pour la circulation.

ART. 56. — Dans les loges d'artistes, foyers, magasins,

ateliers et dégagements, il est interdit d'établir aucune tenture, portière, rideau, etc, combustibles. Les murs et plafonds ne pourront être décorés que de peintures, papiers et tentures parfaitement adhérents aux maçonneries.

Il est interdit de fumer dans ces locaux.

ART. 57. — Les costumes en service devront être ignifugés dans le cas où ces costumes constitueraient un danger spécial d'incendie, soit en raison de leur accumulation, soit en raison des matières particulièrement inflammables dont ils seraient constitués.

Les costumes non en service ne pourront être conservés dans les loges d'artistes. Ils devront être transportés et conservés dans des meubles, ils devront être recouverts d'une toile ininflammable.

ART. 58. — Il est interdit d'accrocher ou de déposer des vêtements en dehors des vestiaires qui devront être mis à la disposition du personnel.

ART. 58. — Aucune fabrique ou magasin d'artifices, aucun dépôt de substances explosibles quelconques ne pourra exister dans l'établissement.

Les pièces nécessaires au jeu seront apportées au moment de la représentation et déposées dans un local approprié.

### TITRE III. — *Dégagements de la salle*

#### CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales

ART. 60. — Les salles recevant plus de 500 personnes ne pourront être établies au-dessus du niveau du sol extérieur sur plus de la moitié de leur hauteur intérieure.

Le niveau du rez-de-chaussée des salles des établissements de la première catégorie, et celui des salles des établissements de deuxième catégorie contenant plus de 800 personnes ne pourra jamais être à plus de 6 mètres en contre-haut du sol extérieur le plus bas.

ART. 61. — Le nombre et la largeur des dégagements seront proportionnés au nombre des spectateurs admis

dans la salle pour l'ensemble et aussi par catégorie de places. Cette règle s'appliquera non seulement aux issues sur l'extérieur, mais aux escaliers et dégagements à l'intérieur de l'établissement.

Lorsque les places du plancher bas de la salle ne seront pas au niveau des sols extérieurs, la largeur des dégagements et des escaliers les desservant sera proportionnelle à la différence de niveau ainsi qu'il est indiqué à l'art. 73

ART. 62. — Pour définir le nombre des spectateurs, admis à chacune des catégories de places, on ajoutera, au nombre de spectateurs assis, le nombre de spectateurs debout pouvant stationner dans les promenoirs à raison de trois personnes par mètre carré de surface de promenoir.

Seront considérés comme promenoirs tous les espaces où le public pourra stationner pour voir la représentation ou les attractions.

Dans les rangs de banquettes, lorsque les places des spectateurs ne seront pas séparées ou déterminées par un numéro, le nombre de spectateurs sera évalué à raison d'une personne par 0 m. 45 de largeur de banquette.

ART. 63. — Les escaliers et dégagements généraux devront être disposés de manière que les courants de public se dirigeant vers les vestibules et les sorties ne puissent se heurter.

ART. 64. — Des vestiaires pourront être aménagés dans la salle et ses dépendances et en dehors des chemins de circulation et des escaliers. Ces vestiaires seront disposés de manière que le public stationnant aux abords ne gêne par la circulation dans les couloirs et dégagements. En aucun cas, les vêtements ne pourront être déposés ou accrochés dans les couloirs et dégagements.

ART. 65. — Il est interdit de déposer et laisser séjourner dans les escaliers, les dégagements et aux abords des sorties, des objets quelconques pouvant gêner la circulation ou diminuer la largeur de ces escaliers, dégagements et sorties, même si cette largeur était supérieure aux lar-

geurs obligatoires qui seront définies plus loin. Les bureaux de contrôle ou de distribution des billets ne devront jamais obstruer les sorties, ni en diminuer la largeur réglementaire.

ART. 66. — Des strapontins pourront être établis dans les dégagements de circulation générale pour le personnel de l'établissement.

Ces strapontins devront se relever automatiquement et être installés de telle sorte qu'ils ne réduisent pas la largeur obligatoire des dégagements, ne gênent pas la circulation du public et ne forment dans les passages aucune saillie lorsqu'ils seront relevés.

ART. 67. — Il est interdit de ménager des marches dans les passages de circulation générale de la salle; les différences de niveau devront être réunies par des plans inclinés dont la pente ne dépassera pas 10 centimètres par mètre.

ART. 68. — Les portes fermant à coulisse, les portes tournantes et tambours tournants, les tapis et chemins roulants, et les escaliers mobiles sont interdits.

Les ascenseurs et les monte-charges ne pourront motiver une diminution dans le nombre ou les dimensions obligatoires des escaliers et dégagements tels qu'ils seront définis plus loin; ils devront être établis dans des trémies complètement fermées, closes par des cloisons incombustibles et munies de portes résistant au feu. Les vitrages en verre armé sont seuls autorisés.

Ils ne pourront être actionnés que par le personnel de l'établissement.

ART. 69. — Des inscriptions bien visibles indiqueront au public la direction des chemins vers les escaliers et les sorties. Il est interdit de disposer des glaces qui pourraient tromper le public sur la direction des sorties et des escaliers.

Les baies sans issue pour le public devront être signalées comme telles par une inscription et fermée par des

portes ouvrant dans le sens opposé à la direction de la sortie du public.

## CHAPITRE II. — Sorties

ART. 70. — Les sorties seront judicieusement réparties dans l'établissement dans le but d'assurer l'évacuation rapide du public et du personnel.

ART. 71. — La salle, la scène et ses dépendances et les locaux d'administration devront avoir sur l'extérieur des sorties indépendantes.

ART. 72. — La largeur de chacune des portes de sortie ne sera jamais inférieure à 1 m. 40, la largeur totale des issues normales sera proportionnelle au nombre des spectateurs conformément aux dispositions des art. 77 et 78.

ART. 73. — Toutes les portes de sortie intérieures ou extérieures devront s'ouvrir dans le sens de la sortie. Ces portes seront disposées de manière à ne former aucune saillie dans les couloirs, passages et escaliers de dégagement.

ART. 74. — La largeur exigible des issues sur l'extérieur prévue à l'art. 77 ne s'appliquera qu'aux baies destinées exclusivement à la sortie du public. La largeur des sorties qui pourraient exister au travers des cafés, buvettes et autres locaux annexes des établissements ainsi que la largeur des sorties de secours qui pourraient être établies sur le voisinage ne seront pas comptées dans le total de la largeur minimum exigible pour la sortie du public.

ART. 75. — Les portes des loges de salle devront, en principe, s'ouvrir en va-et-vient.

ART. 76. — Les portes donnant sur l'extérieur, à l'exception de celles qui seront maintenues constamment ouvertes, celles fermant les passages intérieurs, les couloirs, escaliers, vestibules, etc, devront, en principe, être vitrées à la partie supérieure pour permettre au public de se diriger vers la clarté extérieure. Elles devront

porter l'indication « Sortie » en lettres très distinctes et éclairées par des lampes faisant partie de l'éclairage de sécurité.

### CHAPITRE III. — Couloirs et dégagements généraux

ART. 77. — La largeur des portes de sortie, de tous les dégagements généraux, chemins, passages, couloirs, escaliers, etc, sera proportionnelle au nombre des spectateurs devant utiliser ces dégagements et sera calculée sur la base minimum de 0 m. 80 pour 100 personnes.

ART. 78. — Lorsque le plancher bas de la salle sera à plus de 2 mètres au-dessus du niveau du sol extérieur de sortie, la largeur des dégagements et escaliers faisant communiquer ce plancher bas de salle avec les vestibules et avec l'extérieur sera calculée à raison de 0 m. 90 pour 100 personnes devant utiliser ces dégagements. Cette base sera augmentée de 0 m. 10 par mètre ou fraction de mètre d'accroissement de différence de niveau.

Lorsque le plancher bas de la salle sera à plus de 2 mètres au-dessus du niveau du sol extérieur, les mêmes règles seront applicables, mais seulement dans les salles pouvant recevoir au moins 500 personnes.

ART. 79. — Lorsque les places du plancher bas de la salle seront en contre-bas des sols extérieurs, leurs dégagements ou couloirs ainsi que leurs escaliers devront avoir des débouchés sur le vestibule ou l'extérieur, distincts et séparés de ceux qui desservent les étages, les étages supérieurs en particulier, les escaliers ne devront pas être la continuation des escaliers desservant les étages au-dessus des sols extérieurs.

### CHAPITRE IV. — Dispositions spéciales aux escaliers

ART. 80. — Les emplacements des escaliers devront être choisis de manière à desservir facilement toutes les parties des établissements et à diriger rapidement le public vers les vestibules et sorties.

ART. 81. — Lorsque plus de 100 personnes et moins de

500 pourront être réunies dans un ou plusieurs étages au-dessus du rez-de-chaussée des établissements, il sera toujours établi deux escaliers au moins; il sera établi un escalier en plus pour chaque groupe de 250 personnes ou fraction de 250 personnes en plus des 500 premières.

Ce nombre sera calculé à part pour chacun des étages, de sorte que le nombre des escaliers augmente en proportion avec le nombre des spectateurs appelés à en faire usage à la sortie.

ART. 82. — Les escaliers de dégagement des étages seront, en principes, indépendants les uns des autres et conduiront directement de chaque étage au niveau du sol extérieur.

ART. 83. — Les escaliers destinés à la circulation du public seront droits, sans quartiers tournants. Ils seront munis de mains courantes des deux côtés.

ART. 84. — La largeur d'un escalier ne sera jamais inférieure à 1 m 40 et ne pourra jamais être rétrécie en un point quelconque du parcours.

ART. 85. — Des paliers seront établis de manière à limiter à 20 à 25 marches au plus les volées d'escalier. En principe ces volées devront se contrarier comme direction et les marches ne pourront avoir plus de 0 m. 17 de hauteur et moins de 0 m. 28 de largeur d'emmarchement. Les paliers auront une largeur égale à celle des escaliers; leur longueur ne sera pas inférieure à 1 m. 40.

ART. 86. — Si les salles sont limitées par des couloirs ou des chemins de circulation, les escaliers et leurs paliers seront situés en dehors des couloirs ou chemins.

ART. 87. — Les portes qui pourront fermer les escaliers sur les vestibules, couloirs et dégagements, etc, ne devront jamais former de saillie dans les escaliers, ni en rétrécir la largeur. Elles devront ouvrir en va-et-vient. Un palier de 1 mètre au moins les précèdera du côté des escaliers.

CHAPITRE V. — Dégagements intérieurs de la salle

ART. 88. — Les places de stalles ou banquettes aux divers étages (amphithéâtre, balcon, fauteuils d'orchestre etc.) seront desservies par des chemins de circulation perpendiculaires ou parallèles aux rangs des sièges. Ils seront établis de manière que chaque spectateur pour atteindre un passage ne soit pas obligé de passer devant un nombre de sièges supérieur à sept.

ART. 89. — Toutes les places sur le parquet du rez-de-chaussée ou plancher bas de la salle et celles des balcons, galeries, amphithéâtre, dans les étages, seront desservies par des chemins d'au moins 1 mètre de largeur. Cette largeur ira en augmentant vers la sortie, proportionnellement aux nombres de places desservies et à raison de 0 m. 80 par 100 personnes. Le nombre de ces chemins ou passages devra être suffisant pour assurer une prompte évacuation des spectateurs.

ART. 90. — Le nombre et la largeur des portes de sortie des places du rez-de-chaussée, des balcons, galeries et amphithéâtre seront toujours proportionnés au nombre des spectateurs admis à ces étages. La largeur de ces portes ne sera jamais inférieure à 1 m. 40.

ART. 91. — Les rangs de fauteuils, stalles, banquettes, etc, seront espacés de manière à ménager un espace libre de 0 m. 45 entre les rangs de sièges; ce passage sera mesuré entre les parties les plus saillantes des sièges et des dossiers des sièges leur faisant face. Ces sièges seront solidement fixés sur le sol.

ART. 92. — L'installation de tabourets ou autres sièges mobiles est absolument interdite dans les passages de circulation intérieure.

Des strapontins pourront être établis dans ces passages à la condition qu'ils se relèvent automatiquement et seront installés conformément aux prescriptions de l'art. 65 ci-dessus.

ART. 93. — Les dossiers des strapontins, les boîtes à

lorgnettes ou à bonbons, les tablettes pour consommations ou autres installations du même genre ne seront tolérés qu'à la condition de ne pas diminuer le passage de 0 m. 45 qui doit exister entre les rangs de sièges et de ne pas gêner la circulation.

ART. 94. — Aucune barre ou obstacle quelconque ne pourra être placé dans les rangs de stalles ni dans les passages de circulation desservant ces rangs. Aux places supérieures, les balcons et leurs garde-fous seront disposés de manière à éviter la chute des spectateurs.

ART. 95. — En outre des sorties qui leur sont réservées, des moyens de communication seront établis pour les musiciens entre l'orchestre et la salle.

#### CHAPITRE VI. — Dégagements de secours

ART. 96. — En plus des issues régulières de la scène, des bâtiments d'administration, de la salle et de ses dépendances, il sera, s'il est jugé nécessaire, établi des baies de secours, des escaliers, des échelles, des balcons et chemins de secours pour le public, les artistes et le personnel. Les emplacements et les dispositions de ces issues de secours seront déterminés après avis des services techniques.

Les fenêtres ne pourront être grillées sans autorisation spéciale.

#### TITRE IV. — *Chauffage. Ventilation. Hygiène*

ART. 97. — Les établissements pouvant recevoir plus de 250 personnes ne pourront être chauffés au moyen des calorifères à air passant sur des surfaces chauffées directement par le feu.

Les appareils de chauffage par l'eau ou la vapeur seront établis de manière que la pression dans les conduits ne soient pas supérieure à 2 kilogrammes par centimètre carré.

Les appareils de chauffage par l'électricité ou par com-

bustibles autres que les charbons ne pourront être installés qu'après avis des services techniques.

ART. 98. — Il est interdit de placer dans les établissements pouvant recevoir plus de 250 personnes, et dans leurs dépendances, des cheminées, des poeles, des appareils fixes ou mobiles de chauffage au feu.

Des autorisations spéciales régleront les conditions d'installation et d'usage des appareils de chauffage dans les établissements contenant moins de 250 personnes.

ART. 99. — Les foyers des appareils de chauffage seront placés dans des locaux entièrement construits en matériaux incombustibles. Ces locaux seront largement ventilés sur l'extérieur et seront sans communication directe avec la scène, la salle et ses dépendances.

Les approvisionnements de combustibles seront conservés dans des locaux semblables aux précédents et maintenus suffisamment éloignés des foyers.

ART. 100. — Les conduits de fumée ne pourront traverser la cage de scène. Les foyers, leurs conduits de fumée, les conduits et bouches de chaleur seront pour le surplus installés conformément aux dispositions de l'ordonnance de police du 27 Mars 1906, complétée par celle du 19 Juillet 1917. En principe, les bouches de chaleur à cadre horizontal sont interdites.

ART. 101. — Les directeurs de théâtres, concerts, cirques et établissements similaires devront veiller dans leurs établissements respectifs à la stricte application du règlement sanitaire de la Ville de Paris du 22 Juin 1904.

ART. 102. — Le sol des diverses parties de l'établissement sera nettoyé avant chaque représentation ou, tout au moins, une fois par jour. Ce nettoyage, sera fait, soit par lavage, soit à l'aide de linges humides, ou, si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement du sol s'oppose au procédé humide, par le vide ou autre procédé analogue de succion ne permettant pas la dispersion des poussières.

Les murs et plafonds ainsi que les sièges seront l'objet

de fréquents nettoyages par les mêmes procédés que le sol.

ART. 103. — Un système de ventilation rationnel et efficace, mécanique, et naturel ou mixte et agréé par Nous, devra être installé dans toutes les parties de l'établissement ouvertes au public ou occupées par le personnel ou les artistes.

L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de la température. Pendant les interruptions de spectacle, l'air des locaux devra être renouvelé.

ART. 104. — Dans tous les établissements, des cabinets d'aisance et des urinoirs devront être établis en nombre suffisant. Ces cabinets et urinoirs devront être distribués de façon telle que le public, les artistes et le personnel puissent aisément en faire usage.

Ils devront être entretenus en état constant de propreté, être éclairés, ventilés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur.

ART. 105. — Les effets, perruques, etc, portés par les artistes, danseurs, danseuses, figurants, figurantes, choristes, etc, devront être désinfectés au moins à chaque changement de titulaire.

ART. 106. — Les loges d'artistes devront être parfaitement ventilées et avoir un cube proportionnel au nombre de personnes appelées à en faire usage.

Les cubes effectifs d'air de ces loges devront être au minimum les suivants : pour une personne seule, 9 mètres cubes et 4 mètres cubes en plus par personne.

Ces calculs s'entendent avec une hauteur minimum de 2 m. 60 sous plafond; si la hauteur dépassait 2 m. 60, les calculs seraient faits comme si cette dernière hauteur était celle des loges.

ART. 107. — Les directeurs d'établissements devront se conformer en ce qui concerne le personnel employé aux lois et décrets concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

## TITRE V. — *Eclairage et projection*

### CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales

ART. 108. — L'éclairage électrique est obligatoire pour tous les établissements. Toutefois, à titre exceptionnel, et par dérogation spéciale, l'autorisation de s'éclairer au gaz pourra être accordée aux établissements situés dans les localités dépourvues de distribution publique d'électricité.

ART. 109. — L'emploi des huiles minérales, de l'essence, de l'alcool, de l'acétylène et des hydrocarbures est formellement interdite dans tous les établissements.

ART. 110. — Les appareils d'éclairage et de chauffage portatifs à flamme nue sont interdits dans les loges et foyers d'artistes, sur la scène et dans ses dépendances.

Des réchauds et chauffe-fers alimentés à l'électricité pourront seuls être admis sur autorisation spéciale.

ART. 111. — Les établissements de deuxième et troisième catégories ne pourront faire usage d'appareils d'éclairage mobiles qu'autant que ces appareils appartiendront à des types agréés par la Préfecture de police.

ART. 112. — Les installations de lumière et de force devront être tenus en bon état d'entretien.

ART. 113. — Pour l'usage de l'énergie électrique comme aussi pour l'emploi du gaz, les directeurs d'établissements devront satisfaire à tous les règlements imposés par la Préfecture de la Seine ainsi qu'au règlement annexé à la présente ordonnance.

### CHAPITRE II. — Eclairage électrique

ART. 114. — Tout directeur devant installer des appareils de force motrice d'éclairage ou de projection dans son établissement, est tenu d'en demander l'autorisation et d'adresser en triple exemplaire, à la Préfecture de police (bureau des théâtres), au moins un mois avant d'engager ou de commencer des travaux :

1° une note indiquant si le courant sera fourni par

un concessionnaire ou par des machines installées dans l'établissement;

2° la description de l'installation projetée et l'indication de la catégorie pour laquelle elle est demandée;

3° le plan détaillé des bâtiments avec l'emplacement des diverses parties de l'installation;

4° le schéma général de l'installation indiquant l'emplacement des canalisations secondaires;

5° les conditions particulières auxquelles est subordonnée la fourniture éventuelle de l'énergie électrique.

ART. 115. — Après réception de l'installation, aucune modification ne pourra lui être apportée sans autorisation.

ART. 116. — Si l'énergie électrique est produite dans l'établissement même, les générateurs de vapeurs ou de gaz, moteurs, machines, etc, ne pourront être installés que dans des locaux acceptés par l'Administration.

ART. 117. — La mise en service d'une installation électrique nouvelle ou modifiée ne pourra avoir lieu qu'après sa vérification, en présence et sous le contrôle de l'Administration. Cette vérification sera faite, en outre, une fois par an, dans les établissements de première et de deuxième catégorie, chaque fois qu'elle sera jugée utile pour ces mêmes établissements et pour ceux de troisième catégorie.

ART. 118. — L'état d'isolation devra être mesuré mensuellement et après chaque modification, même provisoire, apportée à l'installation ou après tout incident pouvant modifier son état.

Les constatations seront mentionnées sur un registre et contresignées par le directeur de l'établissement; ce registre sera tenu à la disposition des services de la Préfecture de police, qui pourront en prendre connaissance chaque fois qu'ils le jugeront utile.

ART. 119. — Pendant les représentations, un électricien connaissant parfaitement l'installation se tiendra en permanence au tableau de distribution de la scène.

ART. 120. — Toute innovation physique, électrique ou

autre intéressant la sécurité du public devra être soumise à une autorisation spéciale avant sa mise en service.

### CHAPITRE III. — Eclairage de sécurité

ART. 121. — Des lampes dites de sécurité, alimentées par une source différente de celle de l'éclairage principal, allumées depuis l'entrée du public jusqu'à sa sortie, seront placées en nombre suffisant dans toutes les parties des établissements visés par la présente ordonnance, pour permettre l'évacuation du public en cas d'extinction de l'éclairage normal.

Des lampes seront notamment installées à chaque direction ou porte de sortie ainsi que dans les escaliers.

ART. 122. — L'éclairage de sécurité sera électrique dans les établissements de première et de deuxième catégorie. Dans les établissements de troisième catégorie, l'acceptation d'un éclairage de sécurité non électrique, par exemple celui réalisé à l'aide d'huile végétale, sera toujours subordonnée à une autorisation spéciale.

Les lampes de sécurité, quelles qu'elles soient devront toujours avoir chacune une intensité au moins égale à 10 bougies.

ART. 123. — Les lampes de sécurité ne pourront être teintées qu'en bleu et elles porteront un signe permettant de les distinguer des autres lampes. Aux portes, elles pourront être placées sous un transparent portant le mot « Sortie » visible de tous les points de la salle mise dans l'obscurité.

ART. 124. — Dans le cas où l'alimentation de l'éclairage de sécurité serait uniquement constituée par une seule batterie d'accumulateurs, ceux-ci devront avoir la capacité et un débit suffisants pour alimenter les lampes de sécurité pendant la durée de deux représentations au moins.

ART. 125. — Pendant le cours de la représentation, la batterie sera séparée de toute autre source d'électricité; la charge des accumulateurs pendant la représentation

pourra être autorisée lorsque les lampes de sécurité seront installées en double sur des circuits séparés qui seront alimentés par au moins deux batteries distinctes et indépendantes.

ART. 126. — Un tableau indiquant clairement les dispositions adoptées pour isoler la batterie unique ou pour mettre les accumulateurs en charge ou en décharge sera placé dans un endroit apparent d'accès facile. Il sera muni des instruments nécessaires pour le contrôle de la charge des accumulateurs.

#### CHAPITRE IV. Appareils de projections

##### Installations cinématographiques

ART. 127. — Les appareils de projection devront être approuvés aussi bien pour la nature des projections que pour les conditions de leurs installations.

ART. 128. — A titre transitoire et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1928, les installations cinématographiques sont classées en deux catégories :

Sont de première catégorie : les installations dans lesquelles il est fait usage de films inflammables, tels que les films en celluloid pouvant donner lieu à des explosions, à des fumées abondantes ou à des flammes dangereuses.

Sont de deuxième catégorie : les installations dans lesquelles il n'est fait usage que de films dits ininflammables ne pouvant donner lieu qu'à des fumées peu importantes que l'opérateur pourrait aisément supprimer sans danger pour lui et à l'insu des spectateurs.

##### § 1<sup>er</sup>. — Installations de première catégorie

ART. 129. — Les appareils de projection et tous les accessoires de manœuvre seront enfermés dans une cabine entièrement construite en maçonnerie et située à l'extérieur de l'établissement ou présentant des conditions de séparation absolue équivalentes.

Cette cabine aura au moins 8 mètres cubes de capacité

et 2 mètres dans sa plus petite dimensions. On ne pourra y accéder que par l'extérieur de l'établissement.

ART. 130. — Aucune communication directe ne devra exister entre la cabine et l'intérieur de l'établissement.

Le mur séparant la cabine de la salle ne devra être percé que des ouvertures strictement nécessaires à la projection. Ces ouvertures seront fermées en permanence par des glaces de 3 millimètres au moins d'épaisseur.

ART. 131. — La porte de la cabine se développera vers l'extérieur et devra être maintenue normalement fermée par un ressort.

ART. 132. — La manipulation des films et notamment le rebobinage auront lieu dans un local distinct de la cabine, construit comme cette dernière et également séparé de l'établissement.

ART. 133. — La cabine et le local de manipulation des films seront largement aérés par l'air extérieur. Les mesures seront prises pour assurer la protection du voisinage en cas d'incendie ou d'explosion.

ART. 134. — L'opérateur et son aide auront seuls accès dans la cabine et le local de manipulation des films.

Il sera strictement défendu de fumer dans ces locaux.

ART. 135. — Il ne pourra être fait usage pour la projection que de la lumière électrique.

L'installation électrique sera conforme aux conditions générales prévues pour l'établissement.

Un interrupteur général, manœuvrable de l'intérieur et de l'extérieur de la cabine, devra permettre de couper par une seule manœuvre tous les courants employés dans la cabine.

ART. 136. — Un dispositif automatique devra empêcher la projection sur l'écran d'un film qui viendrait à s'enflammer.

ART. 137. — Des secours en eau devront être installés dans la cabine, dans les conditions qui seront prescrites après avis des sapeurs-pompiers.

L'opérateur et son aide devront, en outre, disposer des

moyens nécessaires pour arrêter rapidement un incendie, notamment d'un extincteur de 7 litres, d'un seau d'eau avec éponge et de trois siphons d'eau de seltz.

ART. 138. — En cas d'accident survenu dans la cabine et d'interruption dans le fonctionnement de l'appareil de projection, l'éclairage dans la salle sera aussitôt donné au moyen d'un commutateur commandé par l'opérateur et par un auxiliaire placé à poste fixe dans la salle.

ART. 139. — Des instruments de mesure à poste fixe permettront de contrôler les régimes de marche adoptés suivant le film ou suivant l'appareil projecteur.

#### § 2. — Installations de deuxième catégorie

ART. 140. — Les appareils de projection et tous les accessoires de manœuvre seront renfermés dans une cabine construite en tôle de fer étanche, rivée ou soudée ou en toute autre matière incombustible et d'une capacité d'au moins 5 mètres cubes avec environ 1 m. 60 de longueur, 1 m. 40 de largeur et 2 m. 30 de hauteur.

ART. 141. — Cette cabine pourra être placée en un endroit quelconque de l'établissement à condition qu'elle ne gêne pas la circulation et les issues et se trouve à 2 mètres au moins des spectateurs.

ART. 142. — Les ouvertures pratiquées sur le devant de la cabine et servant au passage des rayons lumineux seront munies de volets métalliques se manœuvrant de l'intérieur et de l'extérieur.

ART. 143. — La cabine sera aérée par des ouvertures d'aspiration garnies de toile métallique à mailles fines.

Une cheminée sera aménagée pour assurer l'évacuation de l'air vicié de la cabine à l'extérieur de la salle.

Cette cheminée sera au besoin munie d'une ventilation électrique ou d'un système éjecteur équivalent, manœuvrable de l'extérieur de la cabine, assurant en toute circonstance une aspiration de la salle vers l'intérieur de la cabine.

ART. 144. — Il n'y aura dans la cabine que les films en service sur l'appareil de projection. Les autres films en

service sur l'appareil de projection. Les autres films nécessaires à la représentation seront enfermées dans des boîtes métalliques tenues normalement fermées et placées dans une resserre isolé.

ART. 145. — La cabine et ses dépendances devront être tenues dans un état constant de propreté et ne contenir aucun objet facilement combustible.

ART. 146. — Les dispositions des art. 131, 134, 135, 137, 138 sont également applicables aux installations de deuxième catégorie.

ART. 147. — Les directeurs d'établissements devront se prêter à toutes les vérifications que la Préfecture de police jugera utile d'effectuer pour assurer le contrôle d'ininflammabilité des films.

La présence constatée dans une cabine ou ses dépendances d'un film ou d'une partie de film inflammable de la première catégorie entraînera la fermeture immédiate de l'établissement sans préjudice de poursuites judiciaires contre le directeur responsable.

### § 3. — Dispositions transitoires applicables aux établissements actuellement en exploitation

ART. 148. — Les installations cinématographiques autorisées à la date de la présente ordonnance pourront, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1928, continuer à fonctionner dans les conditions prévues par leur arrêté d'autorisation et à faire usage de films inflammables sous réserve de se conformer aux prescriptions des art. 131, 134, 136, 137, 138, 142, 144, et 145 ci-dessus, ainsi qu'à celle des art. ci-après :

ART. 149. — Les installations électriques à l'intérieur de la cabine seront exécutées sous tubes métalliques. Les fils souples nécessaires seront mis sous gaine de cuir; les lampes seront sous double enveloppe.

Un interrupteur général manœuvrable de l'intérieur et de l'extérieur de la cabine devra permettre de couper par

une seule manœuvre tous les courants employés dans la cabine.

Le rhéostat et tous les accessoires seront montés sur matières non combustibles et auront des dimensions assez grandes pour ne pouvoir atteindre une température même en cas de contact prolongé des charbons du projecteur.

ART. 150. — L'aération de la cabine et du local de manipulation des films sera assurée soit par des ouvertures donnant directement en plein air sur l'extérieur, soit par deux gaines en matériaux incombustibles, l'une amenant l'air de l'extérieur, l'autre le conduisant au dehors et formant aspiration certaine dans le sens de la salle vers l'intérieur de la cabine par tous les orifices laissés ouverts pour le service des appareils.

Si la cheminée d'évacuation est munie d'un ventilateur électrique, le circuit de ce ventilateur sera indépendant de la cabine et il ne pourra être manœuvré que de l'extérieur de celle-ci.

ART. 151. — L'appareil de projection sera pourvu :

a) d'une cuve à eau, disposée de façon qu'elle soit traversée par les rayons lumineux et les refroidisse partiellement avant leur concentration sur la pellicule. Une circulation continue d'eau froide sera maintenue dans cette cuve. S'il est fait usage d'une solution absorbant les rayons calorifiques, celle-ci, sera maintenue à basse température par une circulation d'eau froide dans un serpentin, ou bien la solution circulera elle-même dans un refroidisseur plongé dans une cuve d'eau froide à renouvellement continu ;

b) d'un obturateur automatique et d'un écran manœuvrable à la main établis l'un et l'autre de manière à intercepter instantanément la projection du faisceau lumineux sur la pellicule, si, pour une cause quelconque, la marche de celle-ci est interrompue ;

c) d'un système d'enroulement automatique de films ;

d) des carters formés par des boîtes métalliques bien closes enveloppant la bobine du dérouleur et celle de l'en-

rouleur pendant le fonctionnement de l'appareil. Les ouvertures des boîtes métalliques servant au passage du film seront munies d'un dispositif d'une efficacité assurée empêchant toute propagation du feu à l'intérieur des carters.

ART. 152. — En dehors du temps strictement nécessaire à leur projection, les films seront déposés dans des boîtes métalliques hermétiquement closes. Les boîtes métalliques placées dans la cabine ne devront contenir que des films strictement nécessaires à la séance en cours. Le rebobinage s'effectuera dans un local spécial complètement isolé de la salle.

ART. 153. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1928, toutes les installations cinématographiques seront rangées dans la deuxième catégorie et ne pourront, en conséquence, faire usage que de films ininflammables prévus à l'art. 128, § 2.

## TITRE VI. — *Secours contre l'incendie*

### CHAPITRE PREMIER. — Conduites d'eau et avertisseurs

#### § 1<sup>er</sup>. — Etablissements de première catégorie

ART. 154. — Il y aura, sauf cas de force majeure, dans chaque établissement, deux canalisations d'eau en pression suffisante pour défendre aussi bien les parties hautes que les parties basses, l'une dite de « secours ordinaire », l'autre dite de « grand secours ».

Ces deux canalisations devront être indépendantes l'une de l'autre et être alimentées par deux prises sur deux conduites de ville distinctes présentant les meilleures garanties comme pression et comme débit; elles devront posséder une communication permettant de mettre indifféremment les deux canalisations en pression sur l'une ou sur l'autre des deux prises, chacune de celles-ci ayant un débit suffisant pour alimenter les deux secours.

Des manomètres indiqueront, en permanence, la pression de l'eau de chaque canalisation.

Au cas où la pression des conduites de ville serait insuffisante, il sera prévu une installation mécanique permettant de la relever.

ART. 155. — La section des canalisations sera proportionnelle à leur longueur, aux nombres de robinets ou d'orifices à desservir et à la pression statique des conduites de ville. Les canalisations seront munies de robinets de barrage en nombre suffisant pour parer au danger qu'entraînerait leur rupture.

ART. 156. — La canalisation du « Secours ordinaire » alimentera des robinets d'incendie armés de tuyaux et de lances à orifice de 10 à 14 millimètres dont le nombre et l'emplacement seront déterminés par le service technique du régiment de sapeurs-pompiers.

La pression dynamique restante aux lances des robinets les plus élevés, ceux-ci étant armés de 20 mètres de tuyaux, devra être au moins de 1 kg. 500 en considérant que plusieurs robinets pourront être actionnés simultanément, suivant l'importance de l'établissement.

ART. 157. — La canalisation du « grand secours » devra être installée de façon que la scène toute entière puisse être inondée instantanément en cas de sinistre.

Elle alimentera :

1° Des déversoirs convenablement répartis au-dessus du gril et commandés par deux vannes de mise en œuvre dont l'une sur la scène, à proximité d'une issue, et l'autre dans un endroit toujours accessible;

1° Des déversoirs spéciaux ont une rampe percée de trous assurant la protection du rideau de fer contre l'échauffement. Cette rampe ou ces déversoirs seront piqués directement sur la canalisation du « grand secours » de scène et commandés par les mêmes mises en œuvre.

Dans certains cas, des déversoirs de grand secours pourront être envisagés pour la défense des locaux spéciaux (magasins d'accessoires, arrière-scène, dessous, etc.).

La pression dynamique aux déversoirs du grand secours ne devra, en aucun cas, être inférieure à 0 k§. 400.

ART. 158. — Il y aura séparation absolue entre la canalisation des eaux de secours contre l'incendie et celle du service particulier de l'établissement.

ART. 159. — Les robinets de la cage de scène devront être armés de tuyaux conservant la forme cylindrique en permanence. Ces tuyaux seront constamment montés et tenus pleins d'eau.

ART. 160. — Tous les engins et appareils de secours contre l'incendie seront constamment entretenus en bon état de fonctionnement.

ART. 161. — Il ne pourra être établi sur les canalisations d'incendie des raccords de refoulement en nombre suffisant pour permettre aux sapeurs-pompiers d'alimenter avec leurs engins le « grand secours » ou le « secours ordinaire ». Ces raccords seront placés à l'extérieur, à des endroits facilement accessibles. Ils seront munis de clapets en tandem et de vannes nécessaires pour éviter des perturbations dans les conduites de ville.

Dans certains cas, des conduites sèches pourront être établies pour desservir les parties hautes de l'établissement.

ART. 162. — Les dispositions des articles ci-dessus concernant le « grand secours », ou certaines d'entre elles, pourront, après avis des services techniques, ne pas être exigées dans les établissements classés en première catégorie en raison seulement du nombre des spectateurs et dont la scène sera construite et aménagée conformément aux dispositions prévues au titre II, chap. 2, § 2, de la présente ordonnance.

ART. 163. — En dehors des moyens de secours prévus aux articles ci-dessus, des extincteurs ou autres appareils de secours mobiles pourront être imposés dans les diverses parties de l'établissement, notamment dans les loges d'artistes et les magasins d'accessoires ou cela sera jugé nécessaire. Ces appareils devront être approuvés par Nous.

§ 2. — Etablissements de deuxième et de troisième catégorie.

ART. 164. — La canalisation du « grand secours » ne sera pas obligatoire en principe dans les établissements de deuxième et de troisième catégorie.

Une canalisation et des robinets de secours seront établis dans ces établissements aux emplacements qui seront désignés, après avis des services techniques.

Les dispositions des art. 158, 159 et 160 seront applicables aux établissements de deuxième et de troisième catégorie.

§ 3. — Avertisseurs d'incendie.

ART. 165. — A Paris et dans tous les centres où existera un poste permanent d'incendie, des avertisseurs téléphoniques relieront chacun des établissements de première catégorie et ceux de deuxième et de troisième catégorie contenant plus de 1.000 personnes, avec la station d' sapeurs-pompiers la plus voisine.

Le nombre et les emplacements de ces avertisseurs seront déterminés pour chaque établissement par les sapeurs-pompiers.

CHAPITRE II. — Service de surveillance.

ART. 166. — Un service de surveillance contre l'incendie sera assuré, conformément à des consignes approuvées par nous, pendant la présence du public, dans les établissements de première catégorie comportant une scène construite et aménagée conformément aux dispositions prévues au titre II, chap. 2, § 1<sup>er</sup>, de la présente ordonnance.

Ce service sera fourni par le régiment des sapeurs-pompiers à Paris et par les sapeurs-pompiers communaux en banlieue. Il sera rétribué par la direction de l'établissement dans les conditions prévues par arrêté spécial.

Un poste convenablement installé devra être mis à la disposition des sapeurs-pompiers.

ART. 167. — Un service de surveillance pendant la présence du public pourra également être exigé dans les autres établissements de première catégorie ainsi que dans les établissements de deuxième et de troisième catégorie ou cela sera jugé nécessaire.

Ce service sera assuré en principe par des pompiers civils et, exceptionnellement, par le régiment de sapeurs-pompiers. Des consignes spéciales fixeront la composition de ces services.

ART. 168. — Les services de surveillance assurés pendant la présence du public seront visités par des officiers ou sous-officiers du régiment de sapeurs-pompiers, dans le but de veiller à la bonne exécution du service.

Ces rondes seront rétribuées par la direction des établissements dans les conditions prévues par arrêté spécial.

ART. 169. — En dehors de la présence du public et notamment pendant les répétitions, un service de surveillance sera assuré, dans les établissements de première catégorie, suivant des consignes arrêtées par Nous, par des pompiers civils appartenant à l'établissement, sous l'entière responsabilité de la direction.

ART. 170. — Les pompiers civils prévus aux art. 167 et 169 ci-dessus devront présenter toute garantie au point de vue physique. Ils seront examinés par les soins du régiment de sapeurs-pompiers et agréés par Nous. La direction des établissements aura l'initiative et la responsabilité de leur instruction.

## TITRE VII. — *Dispositions spéciales à certaines attractions*

### CHAPITRE PREMIER. — Ménageries et exhibitions d'animaux

ART. 171. — Toute exhibition d'animaux qui pourrait

constituer un danger pour le public ou les artistes devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale.

ART. 172. — Les animaux féroces ne pourront être exhibés que dans des cages construites de manière à résister aux efforts des animaux et à s'opposer à leur évation.

ART. 173. — Une barrière suffisamment solide sera placée en avant des cages à une distance d'un mètre au moins pour empêcher le public de s'approcher des animaux.

ART. 174. — Il sera établi au devant des portes qui donnent accès aux dompteurs dans les cages un tambour d'entrée de petites dimensions; ce tambour sera construit comme les cages et sera disposé de manière qu'à aucun moment la porte du tambour vers l'extérieur et la porte de la cage ne puissent être ouvertes simultanément.

ART. 175. — Les écuries ne pourront être établies que dans des locaux séparés des autres parties de l'établissement.

Il ne pourra y être conservé que les pailles et fourrages strictement nécessaires à la consommation journalière.

ART. 176. — Les écuries de dix chevaux et plus devront être l'objet d'une demande d'autorisation spéciale, conformément aux dispositions du décret du 24 décembre 1919. (Etablissements classés).

ART. 177. — Les écuries et les cages d'animaux devront être lavées régulièrement au moins une fois par jour au moyen d'eau additionnée d'une solution désinfectante (200 grammes de chlorure de zinc suffisent pour 20 litres d'eau; la dissolution doit se faire dans un vase de bois, de verre ou de faïence).

Les urines des animaux seront canalisées; elles seront recueillies ainsi que les sciures de nettoyage dans des vases étanches, contenant une dissolution de chlorure de chaux, et enlevés journellement.

Les os, les fumiers et autres détritns devront être enlevés régulièrement tous les jours.

#### CHAPITRE II. — Attractions dangereuses

ART. 178. — Les directeurs d'établissements qui désireront exploiter, soit sur la scène, soit dans la salle et ses dépendances, des attractions susceptibles d'être une cause de danger, devront en demander l'autorisation à la Préfecture de police.

Des filets protecteurs ou tout autre dispositif de sécurité devront être installés pendant l'exécution de tout exercice pouvant entraîner des accidents.

ART. 179. — Les séances de boxe devront faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale. Les organisateurs et les boxeurs devront se conformer aux prescriptions spéciales indiquées dans l'arrêté ou la décision d'autorisation.

#### TITRE VIII. — Mesures d'ordre et de police

##### CHAPITRE PREMIER. — Commissions et sous-commissions

ART. 180. — Une Commission supérieure des théâtres sera chargée d'étudier les questions relatives aux théâtres, concert ou établissements analogues qui lui seront soumises par Nous et de donner son avis sur ces questions.

ART. 181. — Une Commission technique spéciale, dont les membres seront désignés par Nous, aura pour mission d'étudier les questions d'éclairage et d'examiner si les prescriptions de la présente ordonnance relatives à l'éclairage des établissements de spectacle sont observées.

ART. 182. — A des époques rapprochées, une sous-Commission par Nous constituée visitera chaque établissement.

Ces visites auront pour objet :

1° de vérifier si les prescriptions de la présente ordonnance sont observées, et notamment, si tous les appa-

reils de secours contre l'incendie fonctionnent régulièrement ;

2° de signaler les améliorations qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter aux dispositions ou à l'aménagement de l'établissement et les modifications qui auraient pu y être apportées sans notre autorisation préalable.

A l'issue de chaque visite, il sera dressé un procès-verbal qui sera transmis à l'Administration à telles fins que de droit.

ART. 183. — Les membres de la Commission supérieure des théâtres, sur la présentation de la carte qui leur est délivrée par Nous, et les membres de la Sous-Commission locale, auront accès dans chaque établissement à toute heure et devront être mis à même d'y exercer la surveillance qu'ils jugeront utile.

CHAPITRE II. — Billets d'entrée et location des places

ART. 184. — Conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1919, il est interdit, sous peine de poursuites correctionnelles, de vendre ou de céder, de tenter de vendre ou de céder, à un prix supérieur à celui fixé et affiché dans les théâtres et concerts subventionnés ou avantagés d'une façon quelconque par l'Etat ou la Ville de Paris ou moyennant une prime quelconque, des billets prix aux bureaux de location ou de vente des dits théâtres ou concerts.

ART. 185. — La vente et l'offre de vente de tous billets ou contremarques ou le racolage ayant ce trafic pour objet sont interdits sur la voie publique.

ART. 186. — Un tableau du tarif du prix des places sera apposé sur les bureaux de location et de vente des établissements. Une maquette ou un plan indiquant très exactement les diverses catégories de places devront également être tenus à la disposition du public.

Une fois annoncé, le tarif de chaque représentation ne pourra être modifié.

ART. 187. — Tous les billets devront porter en caractères très apparents la catégorie de la place à laquelle ils

donneront droit, ainsi que le prix que devra payer le spectateur, tous droits et taxes compris.

ART. 188. — Ne peuvent être loués à l'avance que les loges et les places converties en fauteuils ou en stalles et numérotées. La location doit cesser avant l'heure de l'introduction du public dans la salle.

Le nombre des places inscrit sur les portes des loges ne devra pas être supérieur à celui fixé d'accord avec l'Administration.

ART. 189. — Une feuille de location indiquera toutes les places louées.

Il est défendu de mettre l'étiquette « Louée » sur une place non portée sur cette feuille.

ART. 190. — Les directeurs devront tenir à la disposition du Commissaire de police de service ou du chef du service d'ordre un double de la feuille de location.

### CHAPITRE III. — Police des représentations

ART. 191. — Les services de police seront déterminés suivant l'importance de l'établissement.

Des locaux convenablement installés seront mis à la disposition de ces services.

ART. 192. — Un commissaire de police sera chargé de la surveillance générale pendant les représentations, les répétitions générales dans les établissements où cela sera jugé nécessaire; une place convenable lui sera réservée dans l'intérieur de la salle.

ART. 193. — Des agents ou des gardes, rétribués par la direction, seront placés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement pour assurer le maintien de l'ordre et la libre circulation, et veiller à l'exécution de l'ordre et la libre circulation, et veiller à l'exécution des prescriptions réglementaires.

ART. 194. — Les directeurs d'établissements devront aviser la Préfecture de police des jours et heures de toutes les représentations, y compris notamment les ma-

tinées et les séances exceptionnelles, afin que les mesures d'ordre et de sécurité habituelles puissent être prises.

Ces avis devront être donnés en principe trois jours à l'avance et par écrit. En cas d'urgence, ils pourront être donnés par communication téléphonique au bureau des Théâtres et confirmés ensuite par écrit.

ART. 195. — En cas de relâche, fermeture ou réouverture, avis devra être donné, en temps utile, à la Préfecture de police. Lorsque la durée de la fermeture sera de plus d'un mois, avis de la réouverture devra être donné quinze jours au moins à l'avance.

ART. 196. — Dans le cas où le service d'ordre et de sûreté se serait rendu dans un établissement à l'occasion d'une représentation qui bien qu'annoncée à l'avance, n'aurait pas eu lieu, ce service devra être rétribué comme d'usage.

ART. 197. — La salle devra être livrée au public et la représentation commencera aux heures indiquées par l'affiche. Les bureaux de distribution de billets devront être ouverts au moins une demi-heure avant le lever du rideau.

ART. 198. — Il est défendu d'introduire des spectateurs dans la salle avant l'ouverture des bureaux et par d'autres portes que celles affectées au public.

Les files d'attente des spectateurs seront établies de manière à ne pas gêner la circulation et à permettre la vérification des billets.

L'entrée de l'établissement sera interdite aux enfants de moins de trois ans.

ART. 199. — L'autorisation donnée à un établissement sera retirée en cas d'atteinte à la morale ou à l'ordre public.

ART. 200. — Dans les représentations cinématographiques, il ne devra être fait usage que de films visés par la Commission d'examen instituée au Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, et la fiche cons-

tatant le visa de chaque film devra être présentée à toute réquisition des agents de la Préfecture de police.

ART. 201. — Sauf autorisation spéciale, les artistes ne pourront pénétrer dans la salle affectée au public.

ART. 202. — Les quêtes sont interdites sauf autorisation spéciale qui ne pourra être accordée qu'au profit d'œuvres régulièrement organisées.

ART. 203. — Conformément à l'art. 58, livre II du Code du travail, aucun enfant âgé de moins de treize ans ne pourra figurer dans une représentation sans une autorisation spéciale délivrée par le Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts pour les établissements de Paris, et par Nous pour les établissements de la banlieue.

ART. 204. — Conformément à l'art. 60, livre II du Code du travail, il est interdit de faire exécuter sur une scène quelconque par un enfant de moins de seize ans, des tours de force périlleux et des exercices de dislocation.

Les théâtre d'acteurs enfants demeurent formellement prohibés conformément à l'art. 4 du décret du 6 janvier 1864.

ART. 205. — Il est interdit de fumer dans l'intérieur des établissements, sauf autorisation spéciale accordée à tel établissement pour telle partie des locaux.

ART. 206. — Dans tout établissement ou des consommations seront servies, le tarif en devra être affiché à l'intérieur dans un lieu apparent.

ART. 207. — Il est défendu de troubler systématiquement la représentation ou d'empêcher les spectateurs de voir ou d'entendre le spectacle, de quelque manière que ce soit.

Toute personne, notamment, dont le chapeau ou coiffure serait un obstacle à la vue des spectateurs placés derrière elle sera tenue d'optempérer à toute réquisition en vue de faire cesser le trouble qu'elle saura occasionné.

ART. 208. — Toutes les fois que dans une représentation, il devra être fait usage d'armes à feu, la mise en

scène sera réduite de façon que le tir ne s'effectue pas dans la direction de la salle.

Quand la représentation d'une pièce comportera un simulacre d'incendie, le tir de pièces d'artifice ou l'emploi d'appareils de projections lumineuses, la Préfecture de police devra être prévenue à l'avance, afin que les précautions nécessaires puissent être prescrites.

Les pièces d'artifice et la poudre ne devront être apportée du dehors qu'au commencement de chaque représentation.

ART. 209. — Les objets perdus par le public et trouvés dans l'intérieur des salles de spectacles devront être déposés au Commissariat de police du quartier, s'ils n'ont pas été réclamés dans les vingt-quatre heures.

ART. 210. — Les couloirs et les passages ménagés pour la circulation devront rester entièrement libres pendant la représentation.

Il sera défendu d'y stationner.

ART. 211. — Toutes les portes normales et de secours devront pouvoir être ouvertes immédiatement et facilement par toute personne. Toutes les issues normales devront être laissées constamment à la disposition du public pour la sortie.

ART. 212. — La manœuvre du rideau de scène, dans les établissements de première catégorie, devra être faite en présence du public au début de chaque représentation.

ART. 213. — Il est expressément défendu aux directeurs de faire cesser l'éclairage de la salle ou de ses dépendances avant l'entière évacuation du public.

Il leur est également interdit de faire cesser l'éclairage dans les dépendances de l'établissement avant l'évacuation complète du personnel.

ART. 214. — L'heure extrême de clôture des représentation est fixée à minuit et demie en tout temps, sauf autorisation spéciale.

CHAPITRE IV. — Service médical

ART. 215. — Dans chaque établissement de la première catégorie et dans tout établissement des autres catégories pouvant recevoir plus de 800 spectateurs, il y aura un service médical. Le médecin de service devra, à première réquisition, donner sur place ses soins tant aux spectateurs qu'au personnel de l'établissement.

ART. 216. — Les médecins, choisis par le directeur, devront être agréés par la Préfecture de police, hormis les médecins des théâtres nationaux, qui sont nommés par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

ART. 217. — Le directeur devra donner connaissance à la Préfecture de police de la façon dont le service médical sera assuré et réglé.

ART. 218. — Ce service devra être organisé de manière à ce qu'il y ait constamment un médecin présent dans l'établissement, depuis le commencement jusqu'à la fin de toutes les représentations ou répétitions générales.

ART. 219. — Un registre sur lequel le médecin de service devra apposer sa signature et signaler, le cas échéant, ses interventions, sera déposé au bureau du contrôle ou dans tout autre local désigné d'avance et connu de tout le personnel. Ce registre ne devra être communiqué qu'au directeur de l'établissement ou aux délégués de la Préfecture de police.

ART. 220. — Tout médecin qui fera preuve de négligence ou d'inexactitude dans son service devra être rayé de la liste des médecins de l'établissement et remplacé par les soins du directeur dans les conditions prévues par l'art. 216 ci-dessus.

ART. 221. — Dans chaque établissement, un local convenablement aménagé à cet effet sera désigné pour être mis, en cas de besoin, à la disposition des médecins pour y donner leurs soins. L'emplacement de ce local devra être parfaitement connu de tout le personnel de l'établissement.

ART. 222. — Une boîte de secours devra se trouver en permanence dans tous les établissements, soit au bureau du contrôle, soit dans tout autre local désigné d'avance et connu de tout le personnel. Cette boîte sera composée de façon à répondre aux besoins les plus urgents et portera sur le couvercle la nomenclature des médicaments et objets qui y seront contenus. Le directeur devra veiller à ce que les instruments soient toujours en bon état et que les médicaments ne soient pas altérés.

La boîte de secours devra être présentée à toute réquisition du commissaire de police ou des délégués de la Préfecture de police chargés de la vérifier.

TITRE IX. — *Dispositions exceptionnelles*  
*Mesures d'exécution*

ART. 223. — Les dispositions spéciales des établissements pourront motiver des prescriptions particulières comme aussi des mesures spéciales pourront être imposées selon les cas pour assurer la sécurité du public, du personnel et du voisinage.

ART. 224. — Les prescriptions de la présente ordonnance sont immédiatement applicables.

Toutefois, en ce qui concerne les établissements actuellement en exploitation et lorsque l'application des règles prescrites par ladite ordonnance exigera une modification aux installations actuelles, une sous-commission nommée par Nous et composée de représentants des services techniques de la Préfecture de police, de la Commission supérieure des théâtres et de la direction de chaque établissement, déterminera après étude de chaque cas particulier les conditions spéciales qui pourront être établies par dérogation aux prescriptions de l'ordonnance.

ART. 225. — Il est interdit aux restaurateurs et débitants de boissons de donner ou de laisser donner dans leur établissement, sans notre autorisation, des concerts, chants ou auditions musicales, auditions de phonogra-

phes, ou appareils à musique, auditions de T. S. F. avec haut parleur, séances de prestidigitation, danses ou autres attractions.

L'application de certaines des dispositions de la présente ordonnance pourra ne pas être exigée dans les restaurants et débits auxquels cette autorisation aura été accordée, à condition que les concerts ou attractions ne soient que l'accessoire du restaurant ou du débit et ne comportent aucune installation spéciale.

Les mesures d'ordre et de sécurité à observer seront indiquées dans l'arrêté ou la décision d'autorisation.

ART. 226. — Sont rapportés toutes les dispositions des autres ordonnances ou arrêtés qui seraient contraires à la présente ordonnance.

ART. 227. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée dans Paris et dans les communes du ressort de la Préfecture de police. Elle sera apposée, au moins en extrait, dans des cadres grillés placés en permanence dans les vestibules et dans les corridors des théâtres, concerts et établissements analogues, sur les points où la circulation n'en sera pas gênée.

Sont chargés d'en assurer l'exécution, chacun en ce qui le concerne :

A Paris le Directeur de la police municipale, les commissaires de police et autres préposés à la Préfecture de police;

Et dans les villes et communes du département de la Seine, les maires, commissaires de police et tous agents de la force publique.

Le colonel de la Garde républicaine, le colonel de la Gendarmerie de la Seine et le colonel commandant les sapeurs-pompiers sont requis de concourir à son exécution.

MORAIN

Par le Préfet de police :

Le Secrétaire général,

A. Liard

### CHAPITRE III

#### L'autorisation du spectacle.

La salle des représentations est en état; grâce à la réglementation municipale, elle peut recevoir les spectateurs sans que la salubrité ou la sécurité puissent en souffrir. Mais le contrôle du maire ne se borne pas à ce côté matériel; il s'étend aussi au côté moral, intellectuel du spectacle, avec les réserves indispensables que nous avons dégagées en étudiant les pouvoirs de police en général et qu'il convient maintenant de préciser.

§ 1. — *Le Théâtre : idée de statut. Evolution et état actuel de la censure.*

Le Théâtre a droit à la place d'honneur; il a toujours été considéré comme un spectacle d'une qualité supérieure; il a abrité et répandu des idées et des systèmes; des auteurs se sont adressés à lui pour exprimer et faire connaître leurs pensées : il représente une forme particulièrement précieuse de la liberté d'opinion.

De là est venue l'idée de lui donner une sorte de statut. Alors que les autres spectacles sont rangés dédaigneusement par le législateur sous la rubrique des spectacles soumis à la discrétion de l'autorité municipale, le théâtre jouit, à cet égard, d'une indépendance, d'ailleurs toute relative; si l'Etat a pris

soin de lui donner un statut, ce statut n'a jamais été de complète liberté. C'est là ce qu'exprime fort bien M. Duguit (*Droit Constitutionnel*; tome V : *Les Libertés publiques*, page 331) : « Une œuvre dramatique, de quelque ordre qu'elle soit, est un produit de la pensée : elle est destinée non pas seulement à être imprimée, mais surtout à être représentée devant un public. Or, il se trouve que l'impression d'une pièce de théâtre est absolument libre, que la réunion d'un public pour entendre une conférence ou une discussion contradictoire est aussi absolument libre, qu'au contraire la réunion d'un public pour entendre la représentation d'une œuvre théâtrale n'est point libre, mais soumise à l'autorisation préalable de l'administration et que celle-ci peut même, après avoir autorisé la représentation, retirer discrétionnairement l'autorisation et interdire la continuation des représentations ».

Mais, avant d'exposer plus complètement le régime du théâtre, il faut indiquer l'évolution des idées et des textes en cette matière.

L'Antiquité a connu surtout un régime de liberté; le sentiment de la beauté, lié au sentiment de la liberté, qui animait les Athéniens, ne permettait pas que l'on soumit le théâtre à un autre contrôle que celui d'une opinion éclairée; d'ailleurs, l'Etat n'organisait-il pas lui-même des concours publics pour la représentation des drames et comédies dont les spectateurs étaient les seuls juges ?

Sous l'Ancien Régime, on trouve, à l'origine, une grande liberté. Puis les Parlements ne tardent pas à exercer un droit de censure. La royauté eut un rôle

des plus libéraux à jouer; elle intervint souvent pour protéger les comédiens attaqués par l'Eglise et poursuivis par les Parlements. Tartufe, autorisé cependant par Louis XIV, est interdit aussitôt par le Parlement, et ne peut revenir à la scène qu'en 1669 après une intervention personnelle du souverain. Le 31 mars 1701, la censure est confiée au lieutenant de police, à ce moment-là M. d'Argenson : « Sa Majesté veut aussi que vous les avertissiez qu'elle ne veut pas qu'ils représentent aucune pièce nouvelle, qu'ils ne vous l'aient auparavant communiquée, son intention étant qu'ils n'en puissent représenter aucune, qui ne soit de la dernière pureté. » En 1706, par l'édit du 22 août, la censure reçoit une organisation régulière : une commission de censeurs spéciaux est créée. A mesure que la Révolution approche, on sent vivre au théâtre un esprit nouveau, et fort inquiétant pour les institutions établies; « Le peuple envahit les théâtres. Tout, d'ailleurs, y est prétexte aux manifestations. Les opinions ennemies se donnent rendez-vous au parterre. Les acteurs, en quête d'applaudissements, soulignent les passages séditieux; des acclamations enthousiastes et redoutables saluent insolemment les allusions haineuses au régime qui tombe. Mais ces allusions, on les découvre dans les scènes les plus innocentes. Une tirade banalement philanthropique devient une véhémence satire; l'auteur le plus sincèrement royaliste, un révolutionnaire : son œuvre, un pamphlet. Pour étouffer l'émeute qui, chaque soir, gronde au théâtre, il faudrait, non point interdire telle ou telle pièce audacieuse, mais décréter la clôture générale

de tous les théâtres, exiler les auteurs, abolir l'art dramatique. La censure est ridiculement impuissante. Ce n'est plus qu'une inutile vexation dont les hommes nouveaux délivreront le théâtre en même temps qu'ils proclameront le principe intangible de toutes les libertés ». (Cahuet. La liberté du théâtre, pages 93-94).

Imbus d'idées abstraites, prompts à marcher de l'avant — pour revenir bientôt en arrière — les hommes de la Révolution posèrent le principe de la liberté du théâtre en même temps que les autres libertés : la loi des 13-19 janvier 1791 porte que tout citoyen peut élever un théâtre public et y faire représenter des pièces de tous les genres en faisant la déclaration à la municipalité, que les entrepreneurs ou les membres des différents théâtres seront, à raison de leur état, sous l'inspection des municipalités qui ne pourront arrêter ni défendre les représentations d'une pièce, sauf la responsabilité des auteurs et des comédiens. Mais ces idées généreuses ne tardèrent pas à être abandonnées : Convention et Directoire imposèrent aux spectacles une véritable dictature intellectuelle dont nous avons eu déjà à indiquer le sens et la portée. Le Directoire rétablit la censure au profit des administrations municipales. D'ailleurs, déjà en 1792, les municipalités revendiquaient le droit de faire, dans les pièces, certaines suppressions, après la première représentation. Un rapport de police du temps indique bien cette tendance : « Malgré la liberté du théâtre décrétée, cette liberté doit avoir des bornes; et il pourrait y avoir le plus grand inconvénient à remettre

sur la scène ce qui a déjà excité tant de mécontentement ».

L'Empire établit sur les théâtres un véritable régime de police, qui trouva son expression parfaite dans le décret du 8 juin 1806. Nous avons déjà montré son rôle dans l'industrie du spectacle. Il s'occupait aussi du spectacle lui-même : en édictant qu'aucune pièce ne pourrait être jouée sans l'approbation du ministre de la police générale. En outre, les répertoires de l'Opéra, de la Comédie-Française et de l'Opéra-Comique seraient arrêtés par le Ministre de l'Intérieur, dont la présence ici étonne quelque peu. Aucun autre théâtre ne pouvait représenter des pièces comprises dans ce répertoire, sans l'autorisation de ces trois grands théâtres et sans leur payer une redevance. Les censeurs se montrent sévères; pas assez cependant au gré de Napoléon, qui quelquefois intervient à leur place.

La Restauration maintient ce régime; on soutient à peine que l'article 8 de la charte de 1814 a pu abolir la censure; il ne visait que la liberté de la presse. Il en fut de même en 1830 : ainsi fut interdit « Le Roi s'amuse ». D'ailleurs, le gouvernement hésite : il s'efforce d'obtenir des Chambres les crédits budgétaires nécessaires pour rétablir les censeurs; pendant ce temps, les théâtres sont à peu près libres. On joue de nombreuses pièces qui rappellent — et célèbrent — les souvenirs de l'Empire. Enfin, à l'instigation de Thiers, la Chambre se décide à voter la loi du 9 septembre 1835 : l'autorisation préalable doit être demandée pour représenter une pièce; des motifs d'ordre public pouvaient toujours permettre

au gouvernement de faire cesser les représentations ou même de fermer le théâtre. Aussi créa-t-on une commission composée de quatre examinateurs; l'un d'eux, un certain Florent, nous a laissé quelques indications à ce sujet. Il jugeait les pièces au point de vue moral et social : « En voyant un passage scabreux, nous nous demandions : Mènerions-nous notre femme et nos filles à un théâtre pour entendre de pareilles choses ? C'était pour nous un criterium. En voyant des passages d'une signification politique ou sociale, nous nous demandions : « Ceci n'a-t-il pas pour objet de soulever les uns contre les autres les diverses classes de la société, d'ameuter les pauvres contre les riches, d'exciter au désordre ? » Nous demandâmes dès le principe s'il était possible de laisser ridiculiser sur la scène les institutions du pays et, en particulier, celles qui maintiennent le plus efficacement l'ordre; s'il fallait laisser désarmer à l'avance les dernières en les exposant aux rires et aux moqueries de la foule. La négative n'était pas douteuse. Et c'est pourquoi, si, nous empêchions qu'on mit sur la scène, dans des conditions inconvenantes, des députés ou des pairs de France, nous empêchions aussi qu'on y tournât en ridicule des gardes nationaux ou des sergents de ville. » Cela étonne peut-être un peu nos idées actuelles; cependant tout cela n'est pas sans manifester une certaine sagesse.

La loi du 30 juillet 1850 consacre de nouveau ce régime. Le décret du 6 janvier 1866, sur la liberté des théâtres, la confirme. Cette liberté, en effet, n'intéresse que l'industrie théâtrale. L'article 3 con-

cerne l'institution de la censure : « Toute œuvre dramatique, avant d'être représentée, devra aux termes du décret du 30 décembre 1852, être examinée et autorisée par le Ministre de notre maison et des beaux-arts, pour les théâtres de Paris, par les préfets pour les théâtres des départements. Cette autorisation pourra toujours être retirée pour des motifs d'ordre public ».

L'Empire, en se servant de cette arme, fit montre d'un libéralisme très restreint : il interdit toutes les pièces qui pourraient atteindre les susceptibilités religieuses : « la Dévote », « Notre-Dame de Paris ».

Cette disposition de l'époque impériale est restée en vigueur. Sans doute, le Gouvernement de la Défense Nationale, par un décret du 31 septembre 1870 a supprimé la commission d'examen des œuvres dramatiques; mais il n'avait pas l'intention de supprimer la censure, institution trop précieuse, même en matière théâtrale, pour les gouvernements naissants. D'ailleurs les censeurs furent rétablis par un décret du 2 février 1874. Depuis cette époque, la censure a fonctionné à la fois comme moyen répressif et comme moyen préventif : la « Fille Elise » de Goncourt a été interdite après la première représentation, au nom de la morale (1890), de même « Thermidor », de Sardou, en 1890, et « Décadence », de M. A. Guinou, « Ces Messieurs » de G. Ancey, « les Avariés », de Brioux.

La censure a été vivement attaquée notamment aux environs de 1900; on lui a reproché son caractère peu libéral. Elle est aussi souvent inefficace; elle devient arbitraire, surtout quand elle se lance

dans la recherche périlleuse des allusions. E. 1906, la loi de finances cesse d'inscrire des crédits pour les censeurs, et depuis cette époque, en fait, la censure ne fonctionne plus. Mais en droit elle existe toujours. L'article 3 du décret du 6 janvier 1864 ne se trouve pas abrogé. Le Ministre, et dans le département le Préfet, pourraient, sans excès de pouvoir, interdire une représentation théâtrale. Ainsi, le théâtre ne jouit pas d'un véritable régime de liberté; il reste soumis au régime de police.

§ 2. — *Quel pouvoirs subsistent pour le Maire : point de vue local.*

Mais peut-on dire que le Maire soit désarmé en matière de représentations théâtrales ?

Il est certain qu'il ne peut pas exercer le rôle d'un censeur; il empiéterait alors sur les attributions du Préfet ou du Ministre et violerait l'article 3 du décret de 1866. Le Conseil s'est prononcé en ce sens dans l'arrêt Callon, le 12 mars 1915. Le Maire de Moyenmoutier avait, par arrêté réglementaire du 4 décembre 1912, décidé que toutes les représentations théâtrales ne pourraient avoir lieu qu'en suite de l'autorisation du maire et que le texte exact des pièces jouées devrait être soumis à l'examen de l'autorité municipale. Le Conseil d'Etat a réduit l'ambition et les prétentions de ce maire en annulant son arrêté réglementaire.

L'arrêt du 2 Mars 1923 Goguel reproduit la même solution: « Considérant que la loi des 16-24 Août 1790 dispose que les spectacles publics ne pourront être permis et autorisés que par les officiers muni-

cipaux, que le décret-loi du 8 Juin 1806, en affirmant le principe de la réglementation pour l'industrie théâtrale, a dévolu au chef de l'Etat, le droit de régler les conditions de son exercice; que par ce même décret du 8 Juin 1806, le chef de l'Etat, usant de ce pouvoir réglementaire, a adopté le régime de l'autorisation, tant pour l'ouverture du théâtre que pour les représentations théâtrales; que le décret du 6 Janvier 1864 a supprimé la nécessité d'une autorisation renplacée par une simple déclaration, pour l'ouverture et l'exploitation des théâtres; qu'en outre ce décret tout en réservant les pouvoirs de police des maires et leurs droits d'ordonner la fermeture des théâtres, a, d'autre part, maintenu la nécessité d'une autorisation préalable pour la représentation des œuvres dramatiques; et, d'autre part, conféré le droit de délivrer cette autorisation au Ministre des Beaux-Arts, à Paris, et aux préfets dans les départements; qu'il suit de là que le Maire, en prescrivant par l'article 1er de l'arrêté attaqué, qu'aucune représentation théâtrale ne pourrait avoir lieu dans la commune de Provençères-sur-Faves, sans une autorisation préalable émanée de lui, a empiété sur les attributions réservées au Préfet par les dispositions sus rappelées du décret du 6 Janvier 1864 et a ainsi excédé ses pouvoirs. » Aussi, le Conseil d'Etat fait-il droit au pourvoi.

De même le Maire ne pourrait pas autoriser une pièce interdite à Paris ou dans les départements. Mais peut-il interdire, dans sa commune, la représentation d'une pièce qui a été autorisée ou du moins qui n'a pas été interdite par l'autorité supé-

rieure ? M. Duguît pense que non. Le doyen de Bordeaux ne conteste pas — ce qui est admis par tout le monde — que le préfet de police à Paris, et les maires dans les autres villes, puissent interdire la représentation d'une pièce, à raison des désordres qu'elle a provoqués pour une cause quelconque, allusions politiques ou sociales, caractère licencieux. Mais encore faut-il que ces troubles se soient produits; le maire ne peut donc user de ce pouvoir d'interdiction qu'après la première représentation ou au cours de cette représentation. Reconnaître à l'autorité municipale le droit d'interdire discrétionnairement, à l'avance, la représentation d'une pièce, serait une atteinte directe à la liberté d'opinion. « Ce serait lui conférer un pouvoir dictatorial et arbitraire, qui serait contraire aux principes généraux de notre droit public, présenterait de graves dangers et qui ne s'appuie sur aucun texte. » (Duguît, Tome V. page 338.)

Pour répondre à cette argumentation, il n'est pas nécessaire d'invoquer les « principes généraux de notre droit public ». Il suffit de se référer aux idées qui dominent la police administrative, envisagée notamment du point de vue du maire. La police a pour mission, dans cette hypothèse, de prévoir; il vaut mieux agir avant que les troubles ne se produisent. D'ailleurs, cette solution a été admise par le Conseil d'Etat (arrêt *Goguel*). Elle est soutenue par M. Morgand (Loi Municipale, 7<sup>e</sup> éd. p. 791).

D'abord, ce droit de contrôle du maire s'exerce au point de vue de la moralité. Il tient ses pouvoirs en cette matière de l'article 97 de la loi de 1884. Le

maire peut interdire, dans sa commune, les pièces immorales.

Il peut même interdire les pièces de théâtre les plus diverses, du moment qu'elles pourraient amener des troubles et que par conséquent l'ordre public y est intéressé. D'ailleurs cette interdiction sera naturellement purement locale. Seules les nécessités locales peuvent la justifier. Telle pièce peut être jouée sans inconvénient dans une ville du Midi qui produirait des troubles dans une ville du Nord. L'effet produit par une représentation peut ne pas être le même dans une grande ville et dans une petite bourgade.

Les œuvres à tendances religieuses pourront être interdites dans des endroits où la foi religieuse est restée très vive et les luttes religieuses très arden-tes : ainsi l'Opéra des Huguenots — en son temps de vogue — n'a jamais été joué à Nîmes à cause des divisions confessionnelles.

Ailleurs, une interdiction peut s'expliquer par la crainte de voir se dérouler dans la salle une manifestation bruyante comme cela aurait pu se passer à Calais, à l'occasion de la représentation d'une comédie où l'on raillait les « Bourgeois de Calais » et que le maire de cette illustre ville put interdire légalement. (Cité par Pierrefeu : « l'Anti-Plutarque »).

Ainsi le maire dispose donc à l'égard des théâtres des pouvoirs étendus. Cependant ces spectacles échappent à la nécessité de son autorisation. Par théâtre, selon la jurisprudence, il faut entendre un lieu où l'on assiste à la représentation d'ouvrages dramatiques ou lyriques.

§ 3. — *Les Spectacles de curiosité en général.*

Le Théâtre jouit d'un statut. Au contraire, les spectacles de curiosité restent soumis à un simple régime de police beaucoup plus pénible que celui des théâtres. C'est la loi des 16-24 août 1790, qui, dans titre XI, art. 4, reconnaît aux autorités municipales le droit de « permettre et autoriser les spectacles publics ». Le décret de 1806, après avoir indiqué pour les théâtres un régime spécial, porte dans son article 15 que les spectacles de curiosité seront soumis à des règlements particuliers et ne porteront pas le titre de théâtres ». C'était donc qu'ils restaient soumis aux règlements municipaux. L'art. 6 du décret de 1864 reproduit la même disposition.

Les « Spectacles Publics » sont très nombreux; on peut citer d'après les textes et la Jurisprudence : les bals publics, les exercices équestres, les danses, les cosmoramas, dioramas, néoramas, les feux d'artifice, les panoramas, les concerts, les séances de magnétisme, les marionnettes, les cafés-chantants, les cafés-concerts, les music-halls.

A l'égard de ces spectacles, les pouvoirs du maire sont plus étendus; le maire les autorise; il peut donc obliger les entrepreneurs à lui soumettre leur programme; il peut imposer les modifications qu'il juge utiles. Il lui appartient de les réglementer au sens le plus large (Conseil d'Etat, 12 mars 1915. *Callon*). Il peut refuser de les autoriser; son rôle est d'apprécier les catégories de spectacles auxquelles, par un motif d'ordre public, il ne croit pas devoir accorder l'autorisation. Ce sont là des pouvoirs ex-

trémement étuendus qui se justifient par le caractère particulier de ces spectacles : la « décence publique », la « moralité générale » y sont particulièrement intéressées.

La Jurisprudence a précisé dans quelques espèces les pouvoirs du maire.

Le Conseil d'Etat a dû récemment s'occuper des combats de boxe (arrêt déjà cité du 7 novembre 1924. *Club Indépendant Sportif Châlonnais*).

Le Maire de Châlons-sur-Marne avait pris l'arrêté suivant : « Vu l'article 94 de la loi du 5 avril 1884; Considérant que les combats de boxe ne sont pas indispensables au développement physique des jeunes gens; qu'au contraire, ils sont de nature à engendrer une émulation qui dégénère souvent en violence; qu'en raison de leur caractère brutal et parfois sauvage, ils peuvent avoir de funestes conséquences pour l'un ou l'autre des deux adversaires en présence; Considérant que ces combats sont contraires à l'hygiène morale; Arrête : article 1<sup>er</sup> : Il est formellement interdit de faire des combats ou exhibitions de boxe ou représentations cinématographiques de boxe sur le territoire de la ville de Châlons-sur-Marne ». Le Club indépendant sportif châlonnais, qui avait demandé l'autorisation d'organiser une séance de boxe, intenta un pourvoi devant le Conseil d'Etat. Celui-ci le rejeta en donnant raison au maire de Châlons.

Cette décision a provoqué une grande émotion dans les milieux sportifs. Le Conseil a été accusé de condamner le sport en général et la boxe en particulier. On peut trouver un écho de ces alarmes dans

un article de la Revue de France du 15 janvier 1925 et dont l'auteur est M. Renaitour : « On connaît depuis quelques semaines l'opinion, sur la boxe, de la plus haute juridiction française;... L'on se souvient... des considérants qui accompagnaient le verdict du Conseil d'Etat, lequel ratifia l'arrêté municipal, et par conséquent condamna la boxe à son tour; il paraît que c'est un exercice violent, « sauvage », susceptible tout au plus de déchaîner dans les masses les plus bas instincts !... ». Et l'auteur de rappeler la Grèce antique qui a su respecter et protéger le « noble art », et de citer Tristan Bernard et Mæterlinck qui ont fait l'apologie de ces combats pacifiques. « Quant à prétendre, comme les conseillers d'Etat, dont nous invoquons à l'instant la sentence, que la boxe exerce une influence morale déplorable, ce serait à voir — ce serait même réfutable. Car enfin, si, d'une part, pendant que le public se masse autour d'un « ring », cela lui évite de fréquenter le café; d'autres part, la mentalité sportive que l'habitude des combats pacifiques développe en lui est excellente. En effet, le public apprend à réfréner ses préférences injustifiées, à ne pas tolérer, de la part d'un des antagonistes, la moindre déloyauté, à applaudir la victoire où qu'elle soit; — et même à rendre honneur aux défaites courageuses. Le sport, capable d'insuffler à ceux qui s'y passionnent, tant de qualités, — le goût de la droiture, du courage et de la justice — n'est vraiment pas d'une influence morale aussi nocive que le pensent certains, au Conseil d'Etat ».

Le Conseil d'Etat n'a pas entendu se prononcer

sur cette importante question du sport. Plus modestement, il a jugé une question de légalité. Ce sont les raisons de sa solution qu'il faut rechercher et apprécier.

Le juge administratif devait rechercher d'abord dans quelle catégorie rentraient les combats de boxe. Les combats de cette nature ne sauraient évidemment pas rentrer dans la catégorie des théâtres. Mais ne peut-on pas dire qu'il y a là des jeux ? « Est-ce le jeu dont parle le législateur de 1884 ?... Il semble bien plutôt viser les lieux où l'on joue, où l'on s'amuse, et non la représentation sportive organisée dans le double but de favoriser le développement et le goût d'un exercice physique, et aussi de procurer aux organisateurs les fonds nécessaires au fonctionnement de leur industrie. Les paris ne sont que l'accessoire. Une séance de boxe où des milliers de personnes se réunissent dans une salle de spectacle, paient des prix souvent très élevés pour voir lutter quelques professionnels et participer aux émotions de ce combat, apparaît dans les conditions mêmes que le goût de notre civilisation un peu décadente lui impose, comme un spectacle de curiosité, au sens strict du mot ». (Conclusions de M. Cahen-Salvador, commissaire du gouvernement).

La notion de spectacle de curiosité tend donc à s'étendre; d'ailleurs, du moment que l'on est en présence d'un spectacle qui ne peut prétendre au noble rang des théâtres, on doit le considérer comme un spectacle de curiosité. Aussi les combats de boxe sont-ils soumis au contrôle du maire à deux points de vue : d'abord le maire exerce sur eux le droit de

police général qui lui appartient dans tous les lieux publics, et un droit d'autorisation, à peu près discrétionnaire.

Cependant, le commissaire du gouvernement tenta de prouver, en l'espèce, le détournement de pouvoir; en effet, dit-il, le maire de Châlons n'a pas pu invoquer dans son interdiction des désordres qu'auraient déjà provoqués dans cette ville les combats de boxe; il interdit les séances projetées par le club « parce qu'il réproouve le combat de boxe en lui-même, qu'il en redoute les conséquences pour ceux qui s'y livrent... C'est donc le seul intérêt des adversaires en présence qui préoccupe le maire ». Il suffit d'ailleurs de consulter les règlements très détaillés de la Fédération française de boxe pour voir que toutes les précautions sont prises à cet égard. Le maire a entendu édicter une prohibition générale et absolue, ce qui justifierait l'annulation d'un pareil arrêté.

Mais, appréciant toutes les circonstances de la cause, le Conseil d'Etat a refusé de suivre le commissaire du gouvernement; il a examiné les motifs invoqués par le maire; il a reconnu que l'atteinte portée à « l'hygiène morale », « le caractère brutal et parfois sauvage » des combats de boxe, « les conséquences funestes qu'ils peuvent avoir pour l'un ou l'autre des deux adversaires », tout cela formait, ou plutôt n'était pas étranger à la notion d'ordre public qui doit inspirer le maire dans son contrôle des spectacles. De là l'arrêt du Conseil d'Etat : « Considérant que la requête du Club indépendant sportif châlonnais tend à l'annulation de

l'arrêté du 15 septembre 1922, en tant seulement que, par ledit arrêté, le maire de Châlons-sur-Marne a interdit, sur le territoire de la commune, les combats ou exhibitions de boxe; Considérant que les pouvoirs généraux conférés au maire dans l'intérêt de l'ordre public par l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 sont particulièrement étendus en ce qui concerne les spectacles publics; que si les représentations théâtrales ont été, par le décret du 6 janvier 1864, pris en exécution du décret-loi du 8 juin 1806, placées sous un régime spécial, cette dernière disposition législative a maintenu pour les « spectacles de curiosité » le droit d'autorisation, pur et simple réservé à l'autorité municipale par la loi des 16-24 août 1790, titre II, article 4; qu'il appartient donc au maire d'apprécier les catégories de spectacles auxquelles, par un motif d'ordre public, il ne croit pas devoir accorder l'autorisation; Considérant que les combats de boxe dans un lieu ouvert au public rentrent dans la catégorie des spectacles de curiosité sus mentionnés; Considérant que, pour interdire, par l'arrêté attaqué, les combats ou exhibitions de boxe, le maire de Châlons-sur-Marne s'est fondé notamment sur « le caractère brutal et parfois sauvage » de ces combats qu'il regarde comme « contraires à l'hygiène morale »; qu'en prononçant, par ces motifs, qui ne peuvent être regardés comme étrangers à l'ordre public, l'interdiction dont s'agit, le maire de Châlons-sur-Marne n'a pas fait un usage abusif des pouvoirs qu'il tient des lois précitées... La requête est rejetée ».

Dans un ordre d'idées assez voisin, on peut trou-

ver les courses de taureaux. Les motifs de les interdire ne font pas défaut : la loi Grammont est, en effet, applicable (Cassation, 4 novembre 1899 et 12 novembre 1903) : le toréador, qui a mis à mort l'animal, doit être poursuivi; et il est passible d'expulsion, s'il est étranger. Il faut craindre, surtout dans les régions de la France qui se trouvent éloignées de l'Espagne, où les courses de taureaux participent à la vie nationale, il faut craindre et s'efforcer d'éviter les conflits entre partisans et adversaires de ces spectacles, qui troubleraient gravement la tranquillité publique. D'ailleurs, même en Espagne, les discussions entre spectateurs sont parfois violentes. Récemment, un spectateur a tué dans le feu de la discussion le torero national II, et, à cette occasion, un journal espagnol a publié une caricature où l'on voit un taureau qui mugit au milieu de l'arène, avec cette ligne à l'adresse des spectateurs : « les vrais brutes, c'est vous ! » Le spectacle en lui-même, d'ailleurs, présente un caractère odieux : la course est souvent dépourvue d'humanité; ne voit-on pas éventrer les chevaux des « picadors » ? Aussi le Conseil d'Etat a-t-il validé l'arrêté préfectoral qui avait interdit les courses de taureaux. (Conseil d'Etat. *Ville de Dax*. 3 déc. 1897). Il y a quelques mois, le Préfet de Police a décidé de ne plus autoriser les courses de taureaux à Paris.

Les concerts sont aussi des spectacles de curiosité; le maire peut les interdire; il peut exiger que le programme de chaque concert lui soit remis vingt-quatre heures à l'avance et qu'on l'avise, avant l'ou-

verture du concert, des changements qu'on a pu y apporter.

Les cafés-concerts, à raison des dangers qu'ils présentent pour la moralité publique, sont vus avec une défaveur toute particulière par la Jurisprudence. Le maire peut légalement défendre d'ouvrir un café-concert sans son autorisation préalable. (Cassation, 23 juin 1905). Il lui appartient d'interdire les chants, saynètes, portant atteinte à la morale ou au bon ordre : aussi lui reconnaît-on le droit d'exiger le programme.

Si le spectacle se déroule sur la voie publique, le maire voit ses pouvoirs renforcés; il doit assurer aussi la circulation publique. Aussi n'est pas entaché d'excès de pouvoir l'arrêté par lequel le maire d'une commune, où doivent avoir lieu des fêtes locales, interdit, dans les rues ou sur les promenades, toute manifestation musicale ou autre, qui n'a pas été organisée par la commission des fêtes, alors que de graves désordres étaient à craindre, au cas où deux cortèges, composés de jeunes gens appartenant à des groupes rivaux, se seraient rencontrés. (Conseil d'Etat, 8 avril 1911. *Puntous*).

A ce sujet, il y a un partage de compétence à faire entre le maire et le préfet. Ainsi ces pouvoirs de police municipale que l'article 98 paragr. I attribue au maire sur les routes départementales et nationales et autres voies de communication dans l'intérieur des agglomérations dans l'intérêt de la circulation, ne s'appliquent pas au cours d'eau navigable. Aussi l'autorisation de donner des joutes ou autres jeux nautiques, sur un cours d'eau traversant une

ville, ne rentre pas dans la catégorie des permis qui appartient au maire de donner. (Conseil d'Etat, 9 février 1900. *Maire de Lyon*, page 105).

Les manifestations aéronautiques, qui sont des spectacles publics, ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préfectorale. (Arrêté ministériel du 26 août 1920 réglementant la circulation aérienne). Cependant, il faut reconnaître aux maires, d'après ces principes généraux, le droit d'ajouter aux arrêtés préfectoraux des dispositions intéressant l'ordre public dans leur commune.

#### § 4. — *Situation juridique du cinématographe.*

L'« Art muet » a déjà trente ans. Dans l'esprit de ses contemporains, il ne devait pas dépasser le niveau modeste des spectacles forains. Mais dès à présent ses annales indiquent de nombreuses découvertes, des expériences parfois heureuses, souvent aussi infructueuses c'est toute une suite ininterrompue d'inventions qui a conduit le cinéma du sous-sol du Grand Café en 1895 sur la scène de l'Opéra en 1924; de la lanterne magique de Kircher jusqu'au Phénakistiscope de Plateau, depuis le Fusil photographique de Marey jusqu'au Kinétoscope d'Edison, depuis le théâtre optique de Reynaud jusqu'à l'appareil enregistreur et projecteur des frères Lumière.

Le cinématographe n'a pas échappé, aux critiques déjà adressées aux autres spectacles. M. Ramuz, dans « l'Amour du Monde », montre comment le vaste monde, jadis insoupçonné d'une bourgade vieillotte, l'envahit peu à peu, la hante et détruit ses ressorts moraux par l'intermédiaire de l'invention du

cinéma, qui devient pour l'auteur, selon le mot de Paul Souday, « un monstre apocalyptique ». Il n'est pas nécessaire d'aller si loin et d'invoquer un exemple si noir. Mais on peut s'accorder, à raison de la grande diffusion de ce spectacle dont le prix est modique, sur la nécessité d'une intervention administrative pour interdire certains films dont la projection pourrait produire des effets fâcheux sur un public, souvent peu éclairé, qui se presse dans les salles de spectacles cinématographiques, avec d'autant plus de frénésie qu'il a moins de ressort moral.

Les textes en vigueur (décret de 1864, et art. 97 de la loi de 1884) ne prévoyaient évidemment pas ce nouveau spectacle. Aussi la jurisprudence pouvait-elle se demander si ces spectacles étaient assimilables aux théâtres, et, comme tels, ne relevaient, au point de vue de la représentation des pièces, que du contrôle de l'Administration centrale, — ou s'ils devaient être rangés dans la catégorie des spectacles de curiosité, et, comme tels, soumis à l'autorisation municipale.

Si l'on se rapporte à la définition — ou plutôt à l'énumération — des « spectacles de curiosité » que nous a donnée la jurisprudence : « petits spectacles de physique », impliquant une durée limitée, et une installation passagère, il semblerait plus logique de considérer les cinémas comme des théâtres; on a fait valoir l'importance, la durée, et la variété même des spectacles cinématographiques; l'entreprise est souvent installée à demeure dans une salle confortable et parfois aussi luxueuse que celle d'un théâtre.

Mais la définition du théâtre est la suivante : « un lieu où l'on donne des représentations d'œuvres dramatiques et lyriques ». Au contraire le cinématographe n'offre pas une figuration vivante ni directe de l'œuvre, mais une simple reproduction. Ainsi jugé par le tribunal de simple police de Marseille, le 30 janvier 1913 (Gazette des tribunaux du 13 février 1913) : « Le caractère spécifique des théâtres consistant dans la figuration directe, par des acteurs vivants, de scènes fictives plus ou moins tirées ou inspirées de la réalité la reproduction indirecte de ces scènes, au moyen de procédés industriels rentre plutôt dans la définition des spectacles de curiosité ». Et le jugement faisait justement remarquer que le cinéma offre souvent au public des scènes de genre, des actualités et des vues et paysages, de la même façon que certains spectacles de curiosité déjà existants.

Citons dans le même sens l'arrêt du 3 avril 1914 (Conseil d'Etat. Affaire *Astaix, Kastor et autres*). Le maire de Lyon avait interdit certaines représentations cinématographiques. Plusieurs exploitants de cinématographes déférèrent, pour excès de pouvoir, cet arrêté au Conseil d'Etat. Ils invoquaient l'abolition de la censure dramatique; ils ajoutaient que, d'ailleurs, le décret du 6 janvier 1864 n'avait conféré l'exercice de la censure qu'au Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à Paris et aux Préfets dans les départements; qu'il n'appartenait donc pas à un maire de prononcer des interdictions de cette nature; qu'au surplus, l'interdiction prononcée par le maire de Lyon était conçue en termes si géné-

raux qu'elle permettrait d'empêcher la représentation d'œuvres dramatiques qui n'ont jamais pu soulever la moindre critique. Le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi pour les motifs suivants : « Considérant que les établissements où sont données des représentations cinématographiques ne sont pas soumis au régime édicté par les articles premier à 5 du décret du 6 janvier 1864, relatif à la liberté des théâtres; que ces articles, qui ont supprimé la nécessité d'une autorisation préalable pour l'ouverture d'un théâtre et qui ont confié la censure des pièces au Ministre des Beaux-Arts à Paris et aux Préfets dans les départements ne sont applicables qu'aux théâtres proprement dits dans lesquels des acteurs jouent des œuvres dramatiques; que les cinématographes rentrent dans la catégorie des spectacles de curiosité et autres établissements de même genre, qui, aux termes de l'art. 6, restent soumis aux règlements en vigueur au moment où le décret a été rendu... »

Citons enfin l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 mars 1915, *Callon*, qui statue dans un sens identique; ainsi que deux arrêts de la Cour de Cassation, l'un du 20 janvier 1922, *Hubac et autres*, l'autre du 18 février 1922 *Bottier et autres*, et les arrêts du Conseil d'Etat notamment l'arrêt *Goguel*.

De cette idée que les cinématographes sont des spectacles de curiosité, la Jurisprudence a tiré un certain nombre de conséquences.

Le Maire — ou le Préfet — ont qualité pour les réglementer et avant tout pour les autoriser. Cette idée précitée par le Conseil d'Etat dans son arrêt, déjà cité, du 3 avril 1914 (*Astaix, Kastor et autres*) ;

« Considérant qu'aux termes de l'article 4 du titre XI de la loi des 15-24 août 1790, les spectacles publics ne pourront être permis et autorisés que par les officiers municipaux; qu'aux termes de l'article 15 du décret du 8 juin 1806, les spectacles de curiosité seront soumis à des règlements particuliers, et ne porteront plus le titre de théâtres. Considérant, d'autre part que l'art. 97 § 4, de la loi du 5 avril 1884 n'a pas modifié ces dispositions législatives et réglementaires; Considérant que, par application des lois et décrets précités, le maire n'a fait qu'user de ses pouvoirs en obligeant les entrepreneurs de spectacles publics autres que les théâtres, et notamment les exploitants de cinématographes, à lui soumettre préalablement le programme de leurs représentations et en interdisant les scènes qu'il jugerait susceptibles de provoquer des désordres ou dangereuses pour la moralité publique; Considérant que, par l'arrêté attaqué, le maire de Lyon a interdit dans toutes les salles de spectacle de la ville les vues ou exhibitions de toute nature représentant les agissements criminels; qu'ainsi il a agi dans la limite de ses attributions... » (Dans le même sens; Conseil d'Etat 12 mars 1915. *Callon*).

Le maire peut ne pas se contenter de donner son autorisation pure et simple; il lui est permis d'y ajouter des conditions; ainsi jugé par le Conseil d'Etat (1<sup>er</sup> août 1913. *Bonnet*. Lebon, page 942). Le préfet de police, en autorisant le sieur Bonnet à donner des séances de cinématographes, avait interdit le spectacle pendant la durée de la fête communale.

Le Conseil d'Etat lui a donné raison et a rejeté le pourvoi du requérant.

En 1919, le pouvoir central s'est préoccupé du régime des cinématographes : un décret du 25 juillet a créé un contrôle centralisé des films. Il dispose qu'aucun film ne peut être représenté en public, s'il n'a obtenu, ainsi que son titre, le visa du Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Cependant sont dispensés du visa les films qui reproduisent des faits ou des événements d'actualité. Pour accorder ou refuser son autorisation, le Ministre prend conseil d'une commission, composée de trente membres, nommés par le Ministre de l'Instruction Publique, dont dix sur la présentation du Ministre de l'Intérieur, et renouvelables par tiers tous les ans; les femmes peuvent en faire partie. Cette commission examine les livrets et les scénarios — dont les auteurs peuvent toujours présenter leurs explications orales ou écrites. Cette fonction n'est pas absolument désintéressée : les commissaires sont rémunérés par des jetons de présence, dont la valeur et le mode d'attribution sont fixés par arrêté ministériel.

Cette censure s'est montrée « bienveillante et courtoise » (opinion de M. Pierre Gilles). Quand on présente aux censeurs un film français, ils ne demandent en général que des modifications de détail. Mais quand ils sont en présence d'un film étranger, souvent débordant de malveillances et d'erreurs sur notre pays, ils le refusent ou l'émondent; et c'est fort bien pour notre réputation, celle de nos nationaux et surtout des femmes françaises.

Au surplus, les pouvoirs de police du maire sont

maintenus. Le décret de 1919 le prévoit expressément dans son article 5 : « Les prescriptions du présent décret ne font pas obstacle aux mesures de police locale qui peuvent être prises pour des motifs d'ordre public, en vertu des dispositions de la loi du 5 avril 1884, et à Paris de la loi des 16-24 août 1790 ». Aussi se trompent tout à fait ceux qui croient que la censure donne une vie durable et définitive aux films qu'elle maintient. Ceux-ci peuvent, en effet, se trouver arrêtés par les municipalités. C'est ce que n'a pas vu M. P. Gilles, publiciste particulièrement compétent en matière cinématographique, dans la lettre ouverte qu'il adressait, l'année dernière, au Ministre de l'Instruction Publique, pour le dissuader de supprimer la censure ministérielle : « Si cette organisation disparaissait, nous retomberions dans l'anarchie, pour le plus grand mal de cette industrie française du cinématographe qui a déjà assez de difficultés à prospérer. — Nous vous demandons, Monsieur le Ministre, et lorsque je dis nous, je veux comprendre toutes les branches actives du cinématographe, les producteurs, les éditeurs, les loueurs, les directeurs de salle, de maintenir et d'affermir ses pouvoirs, de telle sorte que les films visés par elle en suprême ressort ne puissent plus être interdits au cours de leur passage sur les divers écrans ». C'était méconnaître les bons principes du droit administratif et notamment la théorie de « l'évocation » dont nous avons déjà résumé l'aspect.

Aussi bien, la Jurisprudence ne s'y est-elle pas laissé tromper. On peut lire dans l'arrêt « *Bottier et autres* » (Cour de Cassation 18 février 1922) :

« Attendu que Bottier et Lebrat, directeurs du Kur-saal-Cinéma, Badier, directeur des Variétés-Cinéma et Della Guardia, directeur de l'Eden-Théâtre, ont été traduits devant le Tribunal de simple police de La Seyne pour avoir contrevenu, à l'arrêté du Préfet du Var du 25 juillet 1921; qu'ils ont été relaxés par le motif que les films incriminés étaient revêtus du visa du Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts et que ledit arrêté, par la généralité de la prohibition qu'il édictait, était en contradiction avec l'article 5 du décret du 25 juillet 1919;

Mais attendu que si, aux termes du décret du 25 juillet 1919, aucun film cinématographique ne peut être représenté en public si ce film et son titre n'ont obtenu le visa du Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, il ne s'ensuit pas que tous les films revêtus de ce visa puissent être représentés en public. Alors même que la représentation de ces films aurait été interdite par les maires ou par les préfets, à raison des dangers qui en résulteraient pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique;

Attendu que l'article 5 du décret du 25 juillet 1919 n'a apporté aucune restriction aux droits qui, à cet égard, appartiennent, suivant les cas, tant à l'autorité municipale qu'à l'autorité préfectorale; que l'interdiction édictée par les maires ou par les préfets, visant toute reproduction publique par cinématographe, dans l'étendue de la commune ou de département, de tous attentats ou agissements criminels, rentre dans la catégorie des mesures de police locale qui, ainsi qu'il est spécifié audit article, peuvent être prises pour des motifs d'ordre public en vertu des

dispositions de la loi du 5 avril 1884, et, à Paris, de la loi des 15-24 août 1790; Qu'il résulte de ce qui précède que les décisions attaquées manquent de base légale et qu'il y a lieu de prononcer l'annulation ». (Cassation *Hubac* et autres, 20 janvier 1922).

Le Conseil d'Etat a fait sienne cette thèse dans l'arrêt Goguel du 2 mars 1923; le maire de Provençères-sur-Fave (Vosges) avait pris un arrêté municipal, en date du 18 décembre 1920, avec les considérants suivants : « Considérant que les représentations théâtrales ou cinématographiques seraient actuellement un défi à la douleur de familles dont les membres sont morts pour la France; considérant que l'état de gêne dont souffrent encore les populations si éprouvées par la guerre ne pourrait qu'être aggravé par les dépenses nouvelles que ne manqueraient pas d'occasionner lesdites représentations; considérant qu'une partie des habitants perçoit des secours ou est obligée, pour pouvoir vivre, de recourir à l'Etat par le moyen d'avances sur les dommages de guerre; considérant que la commune de Provençères-sur-Fave, après de multiples démarches auprès de personnes ou de collectivités, a enfin l'espoir d'avoir une marraine qui lui viendra en aide et secourra les infortunes; Estimant qu'en l'état actuel l'installation périodique et à intervalles très rapprochés de cinémas, dancings et autres spectacles, qui pourraient tenter une certaine catégorie de personnes, n'est pas désirable et pourrait indisposer les bienfaiteurs de la localité, qui veraient là un manque de tact et de dignité ». Aussi pour ces motifs d'ordre moral et matériel, le maire soumettait

la représentation des films à une autorisation spéciale émanée de lui. Il convient de remarquer avec quel exact souci des nécessités locales le maire a pris son arrêté. Le Conseil d'Etat lui a donné raison sur ce point.

Mais la loi du 31 décembre 1921 est venue tout bouleverser... ou aurait pu tout bouleverser.

Elle dispose, en effet, dans son article 49, qu'à partir de sa promulgation, il sera perçu, au profit du Trésor, une redevance de 5 centimes par mètre de film cinématographique soumis au contrôle. Et le texte ajoute : « Le visa du contrôle vaut autorisation de représenter sur tout le territoire français ». Les travaux préparatoires de cette loi, qui est une loi de finances, ne contiennent aucune indication, n'éclairent ces textes d'aucune lumière; de plus, cette disposition a été votée sans débat.

On a soutenu — et, en première ligne, naturellement, les chambres syndicales cinématographiques — que, cette fois-ci, en présence d'un texte aussi précis, et, qui plus est, d'un texte législatif, l'autorité municipale ne pouvait plus interdire un film précédemment autorisé par la commission des censeurs. Les entrepreneurs faisaient valoir que cette disposition avait eu pour objet de dédommager l'industrie du nouvel impôt qui la frappait, en l'affranchissant des pouvoirs de police des autorités locales. Celles-ci ne pourraient plus, par voie de disposition générale, interdire ou soumettre à l'autorisation préalable la représentation de telle ou telle catégorie de films; elles pourraient seulement interdire, pour le maintien de l'ordre public sur leur ter-

ritoire, la représentation d'un film nommément désigné. Les cinémas se trouveraient ainsi placés sous le même régime que les théâtres depuis 1864.

La Cour de Cassation eut à statuer la première dans un arrêt du 28 octobre 1922 (*Binet et autres*). Le tribunal de simple police de Draguignan avait admis la thèse des Chambres syndicales; il avait relaxé des entrepreneurs de représentations cinématographiques, prévenus de violation de l'arrêté préfectoral qui avait interdit, dans le département, la reproduction publique par le cinéma de « toutes scènes d'assassinats, meurtres, vols, sabotages, et de tous autres attentats et agissements criminels ». Le tribunal s'était fondé sur le motif que l'article 49 de la loi du 31 décembre 1921 avait enlevé aux maires et aux préfets, en ce qui concerne la censure cinématographique, les pouvoirs de réglementation qu'ils tenaient des articles 97 et 99 de la loi du 5 avril 1884, pour les remettre aux mains de l'autorité supérieure, représentée par le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts; qu'ainsi le préfet du Var n'avait pu interdire la reproduction publique de films revêtus du visa en question et que son arrêt était dépourvu de sanction pénale.

Mais la Cour de Cassation a cassé ce jugement. Elle a fait remarquer, en effet, que l'article 49 de la loi de 1922 se trouve placé sous le paragraphe intitulé : « Impôts et revenus autorisés », et qu'il « édicte une mesure purement fiscale ». Aussi l'autorisation de représenter ne peut valoir qu'au regard dudit contrôle et au point de vue fiscal, « et ne saurait faire échec au droit qui appartient aux

maires et aux préfets, en vertu de la loi municipale de prendre, en ce qui concerne les films ainsi admis par la censure, des arrêtés d'interdiction dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publiques ».

Plus nuancée nous paraît la thèse du Conseil d'Etat, qui n'a eu à statuer sur cette question (1) que dans l'arrêt du 25 janvier 1924 (*Chambre syndicale de la Cinématographie* D. H. 1924. 129). La Haute Juridiction Administrative, tenant compte de la situation stable du cinéma, du statut que les pouvoirs de 1921), des circonstances de fait qui tendent à le rapprocher du théâtre, s'est refusée à ne voir dans l'article 49 qu'une simple disposition fiscale. Il s'agissait de la même espèce que celle jugée par la Cour de Cassation en octobre 1922 : le pourvoi était dirigé contre un arrêté interdisant les films immoraux. Le Conseil décida que sans doute le texte législatif cité affranchit les entrepreneurs de spectacles de l'obligation de demander aux maires l'autorisation qui est exigée pour la représentation de tout spectacle de curiosité. Mais c'est là le seul résultat de la loi de 1921. Ce texte ne peut porter atteinte aux droits de police qui résultent pour les maires et préfets des articles 97 et 99 de la loi municipale. Aussi le maire peut-il, même pour les cinématographes, « exiger, avant tout spectacle, la communication du programme ou la production des films eux-mêmes, et, d'autre part, interdire la représentation des films ou des catégories de films dont la projection, à raison de la nature des scènes reproduites, pourrait,

(1) En effet, dans l'arrêt Goguel de 1923, la loi de 1921 ne pouvait être invoquée.

notamment au cas où elles auraient un caractère immoral, être préjudiciables au bon ordre et à la tranquillité publique, dans les circonscriptions où le maire ou le préfet sont chargés d'en assurer le maintien ». (Conseil d'Etat; 25 janvier 1924).

Ainsi, dans l'état actuel de la législation et de la jurisprudence, le maire ne peut pas pour les cinématographes — ni pour les théâtres — astreindre les exploitants à demander son autorisation préalable pour la représentation des films que la censure a laissé passer. Mais il a le droit d'interdire d'avance, par arrêté réglementaire, la projection de certains films ou de certaines catégories de films, cependant autorisés par la censure, mais qu'il juge particulièrement dangereux dans la circonscription qu'il administre. Pour assurer ce contrôle, il a le pouvoir d'exiger, avant la représentation, le programme ou la production des films; nous n'avons pas pu lui reconnaître ce droit en ce qui touche les œuvres dramatiques. Qu'il n'y ait pas une grande différence pratique entre le pouvoir d'autoriser et le pouvoir d'interdire après examen préalable, cela n'est pas douteux. Cependant, la seconde solution implique une liberté plus grande, une tutelle moins étroite.

Le cinématographe est donc à mi-chemin du spectacle de curiosité et du théâtre.

ANNEXE

**Les Spectacles et la Radiophonie.**

Nous groupons ici quelques renseignements sur le régime administratif de la Radiophonie, qui permet de donner des auditions de toute nature à un public éloigné et dispersé. Grâce à cette science nouvelle, « le paysan entendra chez lui, au foyer familial, les œuvres dont souvent le rayonnement et l'attraction mystérieuse lui font désertier les campagnes. Dans la plus modeste maison des villes, sans abandonner l'enfant, le père et la mère, pour ainsi dire sans dépenses, pourront vibrer de toutes les émotions de la pensée et de l'art.

Une fois de plus, la science a servi la cause du progrès humain, en permettant de démocratiser, sans les vulgariser, sans rien leur faire perdre de leur valeur et de leur pureté, les plus hautes conquêtes du génie des penseurs et des artistes ». (Rapport précédant le décret du 28 décembre 1926). Prenons garde, d'ailleurs, d'ajouter foi sans réserve à cette éloquence administrative par trop redondante.

Prévu par les art. 64 et 85 de la loi de finances du 30 juin 1923 et le décret du 24 novembre 1923, ce régime a été précisé par le décret du 28 décembre 1926, pris en exécution de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 3 août 1926.

Le texte distingue trois catégories de postes : les postes récepteurs, les postes émetteurs qui, les uns et les autres, nous intéressent, et enfin les postes de

radio diffusion, qui se rattachent à notre sujet et auxquels nous consacreront de plus longs développements.

Il faut éviter que des troubles ne se produisent dans la transmission des ondes : aussi exige-t-on une autorisation des propriétaires de postes émetteurs. Quant aux postes récepteurs, ils sont soumis à un régime assez stricte d'autorisation s'ils doivent servir aux correspondances particulières; sinon leur statut, plus libéral, ne comporte qu'une déclaration, un droit de statistique, et certaines redevances s'ils doivent servir à des auditions publiques.

Le régime des postes de radio diffusion est le suivant : on a voulu arriver à éliminer les postes privés pour arriver à ne plus connaître que des postes d'Etat, ce qui montre bien la tendance statistique de ce décret bien que le ministre responsable s'en défende. Il y a donc, pour le moment, deux catégories de postes de radio diffusion : d'une part les stations nationales et régionales : les administrations publiques se chargent des émissions ou confient cette mission à des groupements doués de personnalité civile et qui comprennent : les représentants des services publics centraux et régionaux, les associations d'intérêt général ou de rayonnement national et les groupements corporatifs; les auteurs, compositeurs, professeurs, conférenciers, musiciens, artistes et exécutants : les constructeurs et commerçants en matériel radio-électrique; les groupements d'amateurs et d'auditeurs; les représentants de la presse.

D'autre part, le Ministre peut donner à des groupements, où ces diverses catégories seraient repré-

sentées l'autorisation d'organiser et d'exploiter des postes de radio diffusion. Un cahier des charges détermine les conditions de cette autorisation : il indique notamment les formalités de la création de la société (communication des statuts au ministre chargé des postes, télégraphes et téléphones; interdiction de toutes parts de fondateur...); il prescrit l'institution d'un service de contrôle, la désignation d'un commissaire du gouvernement qui assistera avec voix consultative aux séances du conseil d'administration et aux assemblées générales pour présenter des observations, demander des explications et se faire communiquer tous les dossiers. Pour toutes les informations radio diffusées, le permissionnaire doit se soumettre au contrôle de l'Etat représenté dans ce cas par les ministres des Affaires Etrangères, de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur, des Postes et Télégraphes. Enfin, la Puissance Publique aura droit au partage des bénéfices et devient propriétaire des installations à l'expiration de la « permission » qui ne peut excéder le 1<sup>er</sup> janvier 1933.

## CHAPITRE IV

### La représentation et ses incidents.

Le spectacle est autorisé; suivons-en les péripéties, étudions sa vie pour apercevoir, avec les différents incidents qui peuvent survenir, s'insinuer encore la la police administrative.

Le premier droit du maire est de fixer l'heure du spectacle; il peut décider que la représentation ne commencera pas avant telle ou telle heure.

Il doit faciliter ou prescrire l'accès au lieu du spectacle; aussi, il règle, dans l'intérêt de la circulation, le stationnement des voitures à la porte du théâtre; il peut même, si l'on se réfère à l'Ordonnance du 16 mai 1881, enjoindre aux conducteurs des voitures de place de percevoir le prix dû, avant l'arrivée.

Au guichet où l'on distribue les billets, des files d'attente permettent de canaliser l'impatience des futurs spectateurs et de ne pas entraver le libre passage dans la rue avoisinante. Pour éviter les surprises et le tumulte, le maire peut prescrire d'afficher le prix des places; il ne peut cependant le fixer d'autorité, ce serait atteindre gravement le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Mais si l'élévation des prix causait des troubles, il pourrait

ordonner la fermeture du théâtre. En tous cas on lui reconnaît le pouvoir d'empêcher de distribuer plus de billets qu'il n'y a de places, d'interdire l'établissement des bureaux de location ou de distribution de billets ailleurs que dans le théâtre, de prohiber la vente de contremarques sur la voie publique et le racolage.

Le spectateur, muni de son billet, peut entrer dans la salle : on dit parfois qu'il peut invoquer le contrat, qu'en achetant sa place, il a passé avec la direction. Quelle que soit la notion juridique de cette opération, elle ne fait pas obstacle aux pouvoirs de police du maire. Celui-ci peut, en effet, dans l'intérêt de l'ordre public, faire refuser l'entrée à certaines personnes, par exemple à celles qui se présenteraient dans des conditions peu décentes.

Un règlement municipal peut interdire : le port de la canne à l'intérieur de l'établissement (Cassation. Chambre criminelle. 1<sup>er</sup> mars 1855. D. 55. I. 184). Cela rappelle certaines pratiques en usage à certains moments sous l'Ancien Régime : on raconte que les audacieux ne craignaient pas de pénétrer dans l'Hôtel de Bourgogne, avec des mousquetons, pistolets et épées, pour y mettre le feu, après avoir maltraité les spectateurs, sans considération pour leur qualité. Le roi répétait continuellement sa défense, — mais souvent en vain — de faire effort pour entrer à l'Académie de Musique aux comédies française et italienne, avec armes à feu, d'y tirer l'épée et d'y exciter du tumulte. Ce sont là des mœurs auxquelles nous ne sommes plus accoutumés. Au cas d'ailleurs

où elles se renouvelleraient, il appartiendrait au maire d'y mettre bon ordre.

Le Spectateur est maintenant installé à sa place; la pièce va se dérouler sous ses yeux.

Les règlements municipaux organisent la police de la salle; ils peuvent prendre toutes les prescriptions possibles dans l'intérêt du bon ordre. Ainsi, une ordonnance du préfet de police du 1<sup>er</sup> juillet 1864 décide : « Nul ne peut avoir un chapeau sur la tête, lorsque le rideau est levé. » Au temps passé des chapeaux féminins à larges bords, un amusant arrêt a été rendu par la Cour de Cassation, le 8 juillet 1897, (S. 1898. I. 207), rejetant un pourvoi contre une condamnation du tribunal de simple police d'Alger : « Attendu que cet arrêté est légal et obligatoire, comme ayant été pris en vertu des pouvoirs que la loi du 5 avril 1884 confère au maire par son article 97 § 3... Que le prévenu soutient qu'une dame placée devant lui portait un chapeau dont les dimensions extravagantes l'empêchaient de voir la scène, et qu'il s'était obstiné, en manière de protestation, à rester couvert, espérant qu'ainsi on obligerait sa voisine à enlever sa coiffure; Attendu qu'au cas où cette dame eût, elle aussi, enfreint l'arrêté municipal, ce fait n'excuserait pas la contravention de T...; Attendu, d'ailleurs, que les prescriptions de l'arrêté ne s'appliquent qu'aux hommes; qu'il est admis, en effet, que c'est là une règle que la galanterie française a de tous temps consacrée que les femmes ont le privilège de conserver sur leur tête leur chapeau partout où elles se trouvent : à l'église, au théâtre, en visite ». (Citons aussi, sur le même sujet, un juge-

ment, des plus fantaisistes, émané du tribunal de simple police de Montpellier, en date du 6 décembre 1900. S. O. 2. II. 147).

Des règlements municipaux peuvent interdire de troubler en aucune façon, la représentation : aussi ils interdisent de fumer, d'empêcher les spectateurs de voir et d'entendre. De même, quelque temps avant la Révolution, deux ordonnances, l'une du 24 décembre 1769, l'autre du 2 avril 1780 interdisaient « de crier ou de faire du bruit avant que le spectacle commence, et dans les entr'actes, de siffler, faire des huées, avoir le chapeau sur la tête et interrompre les acteurs pendant les représentations, de quelque manière et sous quelque prétexte que ce puisse être, sous peine de désobéissance ». Un officier de police assiste à chaque représentation, ainsi qu'un médecin.

De même, l'autorité municipale règle les rapports entre acteurs et spectateurs; un arrêté s'occupe des coulisses : il peut interdire l'entrée du public dans les loges des artistes; obliger les directeurs à fermer les portes de communication entre la scène et la salle.

La police municipale s'occupe aussi de la situation des acteurs. Elle empêche la présence d'un acteur ou d'une actrice si cette présence doit occasionner des troubles, pour des motifs divers. (Douai, 17 janvier 1894. D. II. 568). Elle peut défendre à tout acteur de changer son rôle ou d'y ajouter quelque chose sans autorisation de l'autorité communale. (Cassation. Criminelle, 4 avril 1835).

Le spectateur n'est pas un personnage muet, im-

mobile et atone, dans son fauteuil, ou sur son strapontin. Il réagit en entendant ou en voyant le spectacle. Il traduit ses impressions par des applaudissements ou par des sifflets. Le sifflet est en effet un

« droit qu'à la porte on achète en entrant » mais il ne faut pas en conclure qu'en cette matière les droits de police du maire soient mis de côté.

Toujours on a sifflé; Eschyle et Euripide furent sifflés : on peut donc de nos jours se consoler de ne pas être applaudi. A Rome le public, fort impertinent, excellait, dit-on, à imiter le bourdonnement des abeilles ou le bruit de la pluie sur les toits; on faisait aussi mouvoir avec le pied certains instruments à vent. Racine nous a laissé quelques souvenirs sur les dispositions du, public de son temps :

« Boyer apprit au parterre à bailler  
Quant à Pradon, si j'ai bonne mémoire,  
Pommes sur lui volèrent largement.  
Mais quand sifflets prirent commencement  
C'est, (j'y jouais, j'en suis témoin fidèle)  
C'est à l'Aspar du sieur de Fontenelle. »

C'est par le sifflet qu'aujourd'hui encore le public manifeste sa réprobation. On ne peut prohiber totalement le sifflet; il y aurait là, semble-t-il, une atteinte à la liberté du spectateur. Mieux vaut, — comme certains maires l'ont compris — le prohiber dans la mesure où il lèse la liberté d'autrui, la liberté des autres spectateurs, qui demandent à entendre la pièce de théâtre. De là les solutions que nous offre la jurisprudence. D'abord le droit de siffler apparaît moins comme un droit que comme tolérance : s'il est permis aux spectateurs de manifester au théâ-

tre par des applaudissements ou par des sifflets leur opinion sur la pièce ou le jeu des acteurs, c'est à la condition qu'il n'y ait pas un usage abusif de cette tolérance. (Cassation, 2 mai 1908). A supposer qu'un arrêté municipal sur la police d'un théâtre prescrive que « nul ne pourra troubler le spectacle par des sifflets », cette disposition n'est applicable que si le spectacle a été interrompu ou troublé. (Cassation, 6 juin 1885) : « Attendu que le coup de sifflet d'Hannier s'est produit au moment où tout le monde applaudissait et après un couplet achevé; que le coup de sifflet n'a été ni prolongé, ni réitéré; que le chanteur n'a pas été interrompu, ni le spectacle, et qu'il n'y a pas eu de troubles dans le sens propre du mot; qu'il résulte clairement des explications du prévenu et même de l'ensemble des dispositions des témoins que Hannier a tout simplement voulu protester contre un couplet qu'il croyait à tort ou à raison dirigé contre un de ses amis; qu'au moment où Hannier sifflait et même avant, les autres assistants applaudissaient; que chacun soulignait ses impressions à sa manière; et que, dans une salle de spectacle, lorsque tout le monde est unanime pour faire une manifestation bruyante, on ne saurait dire que la tranquillité de quelqu'un ait été troublée ».

Des incidents plus graves peuvent accompagner une représentation. Certaines pièces, lorsqu'elles heurtent trop violemment les préjugés, les opinions ou les sentiments de certains spectateurs, provoquent du tumulte dans la salle, mettent aux prises quelquefois amis et adversaires de l'auteur, partisans et détracteurs de la thèse qu'il soutient. Ainsi

Muret (Histoire par le Théâtre III, p. 206) nous raconte qu'en 1832, pendant la représentation de « Le Roi s'amuse », la salle était divisée en deux camps à peu près égaux. On se rappelle aussi la querelle d'« Hernani » (1830) et les quarante-cinq combats du Théâtre Français. L'année dernière, l'austère Comédie-Française a été troublée par les manifestations de spectateurs hostiles à une pièce nouvelle : la « Carcasse ».

L'intervention administrative se justifie aisément en cas de troubles; le maire peut faire expulser les perturbateurs, ou obliger le public à évacuer la salle et même fermer le théâtre. Toute pièce qui a provoqué du tumulte peut être interdite à l'avenir par la police municipale.

D'ailleurs, le maire doit agir avec une certaine discrétion : il ne faut pas oublier, en effet, que si les représentations dramatiques ont pour effet d'exciter violemment les passions du public, ce public n'est venu, en général, que pour se distraire, en oisif et non en émeutier.

Le maire dispose en dernier lieu d'un droit de contrôle sur la fin de la représentation.

Déjà au XVII<sup>e</sup> siècle, on trouve une ordonnance de police relative à l'heure et à la durée des spectacles de Paris. Cette ordonnance édictée en 1609, portait que les comédiens des théâtres de l'Hôtel de Bourgogne et du Marais ouvriraient leurs portes à une heure après-midi, et qu'à deux heures précises soit qu'il y eût du monde, soit qu'il n'y en eût point ils commenceraient leurs représentations, de sorte qu'elles fussent terminées avant quatre heures et

mie. Ce règlement s'observait depuis la Saint-Martin jusqu'au 15 février. Paris était alors, en effet, infesté de voleurs d'assassins, coupe-bourses, tireurs de laine; il y avait beaucoup de boue, point de lanternes et peu de carrosses; aussi l'ordonnance se justifiait-elle par la salubrité publique que les spectacles, en se prolongeant après la nuit, auraient compromise.

Encore que les circonstances se soient quelque peu modifiées depuis lors, on reconnaît aujourd'hui au maire, le droit de fixer l'heure à laquelle les spectacles peuvent être terminés. (Cassation, 6 juin 1856. *Thibaud*).

## CHAPITRE V

### **L'exécution des arrêtés de police du Maire.**

Le Maire a pris un arrêté de police en matière de spectacles publics. Quelle en est la sanction ?

La sanction qui se présente d'abord est celle de l'art. 471, § 15 du Code Pénal, qui dispose que seront punis d'une amende de 1 franc à 5 francs exclusivement... « 15° Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, titre II, de la loi des 16-24 août 1790 ».

Si l'on suppose un arrêté réglementaire émané du maire et qui interdit la représentation de certaines catégories de films, l'entrepreneur de spectacles qui aura enfreint ce règlement sera poursuivi devant le tribunal de simple police, après contravention ou procès-verbal dressé par l'autorité compétente.

Mais, à côté de cette voie d'exécution judiciaire, on peut concevoir l'exécution forcée des arrêtés de police par la voie administrative. On peut la définir : une voie de contrainte qui est mise en action sans l'intervention du juge. Elle apporte donc une atteinte grave aux droits et libertés des individus; elle est

cependant permise toutes les fois qu'il y a urgence : elle intéresse donc tout particulièrement le domaine des arrêtés de police du maire. Elle se justifie aisément : « L'Administration ne peut pas se faire toute entière devant les tribunaux. Sous prétexte de multiplier les garanties, on en arriverait à paralyser l'action administrative à rendre la police impossible, et à créer ainsi un état social singulièrement préjudiciable aux intérêts des administrés que l'on prétendait sauvegarder ». (Barthélemy. L'Obligation de faire en droit public. Revue de Droit Public, 1912).

Ainsi le Conseil d'Etat a jugé que n'était pas entaché d'excès de pouvoir un arrêté municipal ordonnant l'enlèvement dans les 48 heures, faute de quoi il y serait procédé d'office, d'une baraque foraine, alors que celle-ci « constituait un obstacle à la circulation et un danger pour la salubrité publique en arrêtant le libre écoulement des eaux ». (Conseil d'Etat, *Rieuner*, 6 février 1914. Lebon, page 155).



## DEUXIEME PARTIE

### **La Participation de la Commune à la vie artistique et théâtrale.**



Jusqu'à présent nous avons montré le maire en opposition constante d'intérêts avec les entrepreneurs de spectacles : il semblait qu'il y eût d'un côté le représentant de l'intérêt général; chargé de maintenir l'ordre, et, de l'autre, l'industriel qui cherche à réaliser des bénéfices.

## CHAPITRE PREMIER

### Les subventions.

Il arrive cependant que leurs intérêts concordent, qu'il y ait entre eux une sorte d'association : beaucoup de communes subventionnent des théâtres ou même d'autres spectacles. Un texte les y autorise : le décret de 1806, dont l'un des articles est ainsi conçu : « les théâtres qui paraîtront plus particulièrement dignes d'encouragement pourront être subventionnés soit par l'Etat, soit par les communes ».

En fait, les communes ont usé largement de cette permission. Tantôt elles construisent des salles qu'elles mettent gratuitement à la disposition d'un directeur, tantôt elles accordent une subvention annuelle à un entrepreneur de spectacles. Elles se souviennent du vieil adage : « c'est aux édiles à donner des jeux publics, » et rejoignent la lointaine tradition du Moyen-Age où l'on représentait sur les places et dans les rues les scènes de la Passion et de la Vie des Saints.

## CHAPITRE II

### Le Service Public de Spectacle.

*Evolution de la notion de « subvention » vers l'idée de concession de Service Public, en matière de spectacles.*

Ansi des contrats se concluent entre les communes et les « amuseurs », — contrats qui présentent de grandes analogies avec les contrats de concession du droit administratif.

Il existe un grand nombre de ces contrats dans la plupart de nos grandes villes; il est possible de les synthétiser et de dégager quelques règles générales. Le premier caractère réside dans la « personnalité » de la concession : le directeur est choisi pour lui-même; car il joue le rôle essentiel dans l'orientation artistique du théâtre; aussi ne peut-il céder son droit sans le consentement de l'autorité concédante; on exige de lui un cautionnement et la durée du contrat est fixée pour une période de temps qui d'ailleurs peut être longue pour permettre les programmes d'ensemble.

Il s'oblige d'abord à entretenir les locaux et les accessoires divers qui sont mis à sa disposition par l'autorité concédante. Souvent on lui impose la

charge de faire jouer, chaque année, un certain nombre de pièces nouvelles, ce qui me paraît être une heureuse conception de cette décentralisation intellectuelle et artistique que nos « petites patries » réclament avec beaucoup de raison.

Certaines clauses visent aussi la situation des acteurs : certains cahiers indiquent même que les artistes ne peuvent se faire entendre en public sur une scène autre que celle qui fait l'objet de la concession, sans une autorisation expresse du Maire. Souvent même, cela dépend des usages locaux, — le maire a le droit de réglementer le début des acteurs et des actrices : le public ou l'autorité municipale étant juge des débuts.

Dans tous ces actes, il semble bien qu'il y ait autre chose qu'une simple subvention dont la contre-partie résiderait dans un certain nombre de conditions imposées au directeur : mais une véritable concession de Service Public. C'est ce qui paraît résulter de la jurisprudence la plus récente.

A l'origine, ces contrats étaient des contrats de droit privé; que le théâtre fut exploité par la ville elle-même ou par entrepreneur, on considérait qu'il n'y avait pas service public. C'était l'opinion de Laferrière (Conclusions sous Cassation. 12 juin 1901 D. 1902 I. 371) et la Cour suprême adoptait son point de vue : « l'exploitation d'un théâtre constitue une entreprise privée; les subventions qui lui sont accordées par l'Etat... (nous ajouterons : ou par les communes), soit sous forme de concession gratuite de la salle et des décors, soit sous forme d'allocations pécuniaires, en vue de favoriser, dans un intérêt gé-

néral, les progrès de l'art dramatique ou lyrique, ne sauraient avoir pour effet d'en modifier le caractère ». Car il peut y avoir entreprise d'intérêt général sans service public. Telle est l'opinion de la Cour de Cassation. Le Conseil d'Etat distinguait les théâtres nationaux (tels que l'Opéra-Comique) et les théâtres et casinos municipaux. Les théâtres nationaux ont toujours été considérés par le Conseil d'Etat comme des services publics. Dans arrêt sur conflit du 27 novembre 1856 *Dudon*, on peut relever les indications suivantes : « Le sieur R. avait entrepris l'exploitation de l'Opéra en vertu d'un traité passé avec le Ministre de l'Intérieur...; le traité avait pour objet l'exploitation de l'Académie royale de musique avec une subvention payée sur les fonds du Trésor, dans des bâtiments qui étaient la propriété de l'Etat et avaient été affectés par lui à cette destination. Il comprenait en outre l'entretien, la conservation et le renouvellement d'un matériel appartenant à l'Etat. Ainsi il avait le caractère d'un marché administratif ». Et, dans l'affaire *Gheusi*\* : (Conseil d'Etat, 27 juillet 1923), M. Mazerat, commissaire du gouvernement, précisait : « L'existence de l'Opéra-Comique (et généralement des théâtres nationaux) répond à une idée beaucoup plus élevée (que d'assurer la gestion du domaine de l'Etat) : contribue au progrès des arts en France, tout à la fois en perpétuant l'exécution des chefs-d'œuvre classiques et en représentant chaque année un certain nombre d'œuvres nouvelles. Elle entre dans la mission civilisatrice de l'Etat au même titre que les musées nationaux ou l'école des Beaux-Arts. En un mot, elle re-

présente un service public. Comme l'exécution de ce service exige, tant dans l'ordre artistique que dans l'ordre commercial des aptitudes que possèdent rarement les fonctionnaires publics l'Etat l'a concédé. Le contrat passé est une concession de service public. Ce caractère explique et les sacrifices consentis par l'Etat (art. 12 : cession gratuite de la jouissance des locaux; art. 76 : subvention) et les sujétions imposées aux directeurs (art. 2 : interdiction d'entreprendre une autre exploitation théâtrale ou lyrique; art. 39 : programme des représentations; art. 44 : engagement des artistes; art. 53 : prise des places; art. 79 : surveillance d'un commissaire du gouvernement; art. 82 : retrait de la concession). Des dispositions si caractéristiques différencient nettement le cas de l'Opéra-Comique des situations de droit privé ».

Telle est la situation des théâtres nationaux. Mais que penser des théâtres et casinos municipaux ?

Des différents arrêts du Conseil d'Etat (*Astruc*, 14 avril 1916; *Ville de Saint-Malo*, 12 mai 1922; *Berck*, 8 août 1919; 27 juillet 1923), il semble résulter que la juridiction administrative ait tendance à faire intervenir de plus en plus la notion de Service Public dans l'exploitation en régie ou par concession des établissements municipaux de spectacles. Encore faut-il que le conseil municipal ait nettement manifesté son intention à ce sujet. Cependant, il faut bien reconnaître que cette solution est difficile à admettre jusqu'au bout : s'il y a service public, en effet, ne faut-il pas reconnaître au gouvernement, — ou à l'autorité publique en général —, le droit d'as-

surer la continuité du service en cas de grève ? Les tarifs fixés deviendront-ils des règlements et les redevances payées par les usagers des taxes ?

### CHAPITRE III

#### **L'exploitation directe d'un théâtre ou d'un cinématographe par une commune.**

Il existe en fait, actuellement, de nombreux théâtres exploités en régie par nos grandes villes de province. Cette situation de fait est-elle conforme au droit ? Telle est la question qui a été posée au Conseil d'Etat récemment et qu'il a résolue dans un arrêt *Raynaud* du 11 juin 1926.

Jusqu'en 1918, la ville de Chatellerault avait loué sa salle de spectacles à un entrepreneur de représentations théâtrales. Mais, vers cette époque, elle a résilié le contrat en cours pour créer un cinéma municipal mieux adapté aux nécessités de la vie artistique moderne. Un entrepreneur de cinématographe, lésé par la concurrence que lui fait la ville — concurrence d'autant plus victorieuse qu'elle est alimentée par l'argent des contribuables — défère au Conseil la délibération du conseil municipal — qui a créé ce service municipal — qu'il estime nul de plein droit. Ainsi se trouve posé le problème de l'intervention de la commune en matière de spectacles publics, cas particulier de l'intervention municipale dans le domaine de l'industrie et du commerce.

En cette matière, l'opinion du Conseil d'Etat est depuis longtemps établie : il s'oppose toujours aux tentatives du « socialisme municipal », — qui d'ailleurs, dans d'autres pays, s'est fort bien acclimaté, et a même pu prospérer dans des conditions tout à fait remarquables. Mais, en France, l'esprit qui règne dans beaucoup de nos communes, conduirait à d'énormes gaspillages. Aussi toutes les fois que la concurrence est possible, toutes les fois que l'industrie privée ou le commerce privé peuvent satisfaire par leurs propres moyens les besoins de la collectivité, l'intervention de la commune est illégitime, par conséquent illégale. Car l'idée qui doit nous guider est celle de la liberté du commerce posée dans la loi du 17 mars 1791. Une régie municipale ne peut être créée que dans des circonstances exceptionnelles, quand les particuliers, commerçants ou industriels, verraient leur initiative paralysée par la crainte d'un bénéfice insuffisant, ou lorsque cette initiative serait incapable de répondre aux besoins d'une façon satisfaisante. Ces conditions ne sont pas réalisées quand il s'agit de spectacles : car on se trouve en présence d'entreprises susceptibles d'être gérées par des particuliers, et l'intervention de la commune ne pourrait se justifier que si l'initiative privée cédaient la place.

Aussi le Conseil a-t-il rendu l'arrêt suivant :  
« Considérant que l'exploitation d'un théâtre ou d'un cinématographe constitue une entreprise commerciale et que, par suite, en règle générale, elle est réservée à l'initiative privée; que, s'il peut appartenir exceptionnellement aux administrations locales

d'intervenir en cette matière, dans un but d'intérêt général, en cas de défaillance ou d'insuffisance manifeste de l'initiative privée, cette circonstance extraordinaire n'est aucunement celle de l'espèce; que le sieur Raynaud est donc fondé à soutenir que la délibération attaquée est nulle de droit : la délibération est annulée... » (Conseil d'Etat, 11 juin 1926, *Raynaud*).

Comme on l'a fait remarquer, cette décision n'est pas tout à fait en harmonie avec la Jurisprudence générale du Conseil en matière de spectacles publics. Cependant nul doute que la haute juridiction administrative ne modifie un jour ou l'autre son point de vue. Nous sommes ici tout à fait dans le domaine des circonstances de fait : l'étonnant accroissement des services publics qui caractérise notre époque aura cette conséquence que les administrés attacheront au service du spectacle le même caractère de nécessité qu'aux services d'assistance, de prévoyance et d'hygiène.



## **TROISIEME PARTIE**

**Les recours ouverts aux particuliers.**



Les particuliers peuvent se trouver lésés par les arrêtés de police du maire : ainsi l'entrepreneur de spectacle qui voit interdire par arrêté réglementaire la représentation d'un film cinématographique, ou qui est atteint dans son activité industrielle par l'ingérence de la commune dans le domaine artistique. La loi a protégé ce particulier contre les actes du maire.

## CHAPITRE PREMIER

### **Le recours en annulation.**

Le particulier dispose d'abord du recours hiérarchique : il peut s'adresser au préfet pour demander l'annulation de l'arrêté municipal. Le préfet annule pour toutes raisons de droit ou d'opportunité. Il agit, d'ailleurs, en cette matière, comme agent de l'Administration supérieure; aussi le ministre a-t-il un droit de contrôle sur sa décision.

Le particulier poursuivi devant le tribunal de simple police, en vertu d'un arrêté de police municipale, peut opposer l'exception d'illégalité; le Code Pénal, en effet, oblige le juge à vérifier la légalité de ces règlements. Aussi, par le moyen du recours en cassation, des questions touchant les spectacles publics peuvent se présenter devant la Cour de Cassation,

ce qui explique l'existence des décisions que nous avons rencontrées. D'ailleurs, dans l'étude de l'acte du maire, la Cour ne va pas très avant; elle s'arrête à la violation de la loi; elle n'entre pas dans le domaine du détournement de pouvoir. Le détournement de pouvoir n'est pas, en effet, un moyen de cassation; le principe de la séparation des pouvoirs fait obstacle à ce que le juge de simple police recherche les mobiles secrets qui ont entraîné le maire.

Quels sont les effets de l'exception d'illégalité ? Lorsqu'elle est accueillie, le tribunal refuse la sanction pénale à l'arrêté qu'il déclare illégal; mais cet arrêté subsiste intact; il pourra en être fait application dans une autre espèce. Parfois il arrive que le juge de simple police se montre très timide : il surseoit à statuer « jusqu'après décision du Conseil d'Etat sur l'exception soulevée ». Même si le Conseil d'Etat estime l'arrêté illégal, il ne l'annule et le « déclare » seulement entaché d'illégalité.

Le particulier peut s'en rendre compte directement à l'arrêté de police du maire et intenter contre lui un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. Ce recours est ouvert très largement, pourvu que le requérant justifie d'un intérêt. La requête doit être présentée dans un délai de deux mois.

De 1852 à 1870, il existait une fin de non-recevoir tirée de l'existence d'un « recours parallèle » : le Conseil d'Etat se fondait sur ce que le particulier disposait de l'exception d'illégalité devant les tribunaux judiciaires. Mais le recours n'était pas le même dans les deux cas : « exception » devant le tribunal de simple police, il était « action » devant la

juridiction administrative; et puis il était assez choquant de forcer ainsi les particuliers à commettre une contravention pour se faire rendre justice. Dès le 20 décembre 1872 (affaire *Billette*), le Conseil d'Etat cessait de rejeter le pourvoi pour ce motif. Le Conseil d'Etat décide que le recours est recevable même si le requérant a déjà été poursuivi et condamné devant les tribunaux judiciaires.

Au fond, la Haute Juridiction Administrative examine l'arrêté du maire au point de vue de la légalité. Ce contrôle porte, dans une certaine mesure, sur les circonstances de fait: le Conseil apprécie si elles justifiaient en droit la mesure prise par le Maire. « Ainsi le Conseil d'Etat examine non seulement si le maire est resté dans la compétence qu'il possède en matière de police municipale, mais aussi, il apprécie la valeur des motifs de la mesure, à savoir les nécessités de l'ordre public, ainsi que le bien fondé des dispositions prises. Il n'y a, pour le maire, pas plus de pouvoir discrétionnaire pour déterminer les limites de sa compétence que pour apprécier les motifs et l'opportunité des mesures qu'il prescrit. Le pouvoir de police municipale est un pouvoir lié ». (Bonnard. Le pouvoir discrétionnaire des autorités administratives et le recours pour excès de pouvoir. 1923.) Le Conseil a fait application de cette idée de « compétence liée » dans les arrêts que nous avons examinés à d'autres points de vue. (Cf. aussi: Conseil d'Etat, 7 Février 1919. *Chantrin*, p. 129). De même, M. Réglade, dans son article, publié dans la *Revue de Droit Public* d'octobre 1925, sur « le prétendu, contrôle juridictionnel de l'opportunité en ma-

tière de recours pour excès de pouvoir », écrit : « L'article 97 de la loi du 5 Avril 1884 dresse la liste des circonstances de fait qui peuvent motiver l'intervention du pouvoir de police du maire, mais il ne lui a pas fait une obligation d'intervenir si ces circonstances existent, il reste juge de l'opportunité de son mode d'action ou de son abstention, sous la sanction de sa propre responsabilité et de l'application de l'article 99 de la loi municipale... Mais si le Maire agit en matière de police, il ne peut choisir de motifs autres que ceux qui figurent dans la liste de l'article 97. Si l'acte lui-même, les pièces du dossier ou même l'instruction révèlent que les circonstances de fait ont été autres que celles prévues par la loi, l'arrêté de police pourra être annulé. Ici encore le Conseil d'Etat aura à préciser si l'administrateur a commis une erreur de fait pour savoir s'il était compétent pour agir. »

Si l'arrêté de police est annulé par le juge, cette annulation vaut à l'égard de tous.

## CHAPITRE II

### Le recours en indemnité.

Enfin le particulier dispose, dans certains cas, du droit de demander une indemnité. Il y a responsabilité de la commune dans le cas où un dommage est causé par le tait du service public communal de police. Cette responsabilité incombe à la commune, car le maire agit en qualité de chef de l'administration communale; l'action en indemnité est portée devant les tribunaux administratifs; (Le Conseil d'Etat, juge de droit commun: Tribunal des conflits. 2 Mai 1914. *Provoto*). Cour de Cassation, 16 Février 1925. Ville de Condom.

La responsabilité de la commune, en ce qui concerne les dommages causés par une organisation défectueuse de la police n'est pas parvenue au stade déjà atteint par le Conseil d'Etat, à l'idée de risque comme fondement. On est resté à l'idée de faute. Le particulier lésé doit invoquer une faute du service de police et même une faute « grave » ou « lourde ».

Cette idée a été appliquée au cas des accidents causés par les feux d'artifice. (Conseil d'Etat, 27 octobre 1922. *Demoiselle Hautefeuille*). Ainsi le Conseil a accordé une indemnité à une personne blessée

par l'explosion de pièces d'artifice, alors que l'explosion a été déterminée par la chute dans une caisse de fusées, d'étincelles provenant d'une autre pièce qui venait d'être embrasée par l'artificier : il y avait une « imprudence grave » a laisser cette caisse ouverte, et sans que le public fut maintenu à distance. (Conseil d'Etat, 1<sup>er</sup> août 1919. *Dame Renaudie C. Commune de Salon-la-Tour*. Lebon, p. 698). En revanche, s'il n'y a pas de faute imputable au service public, la commune n'est pas responsable. (Conseil d'Etat, 23 février 1923. *Epoux Roumier*, page 178).

Le maire doit prendre toutes les précautions désirables dans l'intérêt public. Cependant il faut toujours qu'il y ait là encore faute lourde du maire pour que la responsabilité de la commune soit engagée. Le maire de Cublizé avait autorisé une troupe de romanichels à donner une représentation sur une place publique de cette commune. Pendant le spectacle, un piquet, supportant l'un des appareils d'éclairage au pétrole installé par les forains, a été renversé par un chien, et, en tombant, a mis le feu aux vêtements du jeune Valet qui est mort des suites de ses blessures. Le Conseil d'Etat a refusé l'indemnité qu'on lui demandait de mettre à la charge de la commune, en considérant qu'aucune faute lourde du service public ne pouvait être relevée : le mode d'éclairage des forains ne présentait pas de danger exceptionnel, et l'accident ne s'est produit par un cas fortuit.

De même, le Conseil d'Etat a refusé d'allouer une indemnité au père d'une petite fille qui avait été tuée par une panthère, échappée d'une ménagerie

foraine que le maire avait autorisé à s'installer sur la place publique du bourg : le requérant n'établissait aucune faute grave à la charge du service municipal de police. (Conseil d'Etat. 1<sup>er</sup> mai 1925. *Coulon*).

On pourrait concevoir la responsabilité de la commune au cas où, à l'occasion d'une course de taureaux qu'elle eût organisée, elle aurait fourni ou laissé utiliser des tribunes peu solides et omis de prendre les mesures nécessaires à la sécurité du public. (Cour d'appel de Nîmes. 8 juin 1925). La Cour s'est, à juste titre, reconnue incompétente. L'affaire n'a donc pas été jugée au fond).

Enfin, toujours en cas de faute démontrée, la commune pourrait être rendue responsable de l'annulation de l'arrêté municipal ou de l'exécution inintelligente ou imprudente d'un règlement.



## CONCLUSION

Sans insister sur les dangers que peuvent faire courir aux finances communales et aux intérêts de notre patrimoine intellectuel et artistique, une intervention trop poussée de la Commune en vue de récréer les administrés, il convient d'apprécier la nécessité, les modalités et les limites des pouvoirs de police du Maire en matière de spectacles publics.

En matière de spectacles publics, nous avons vu les pouvoirs de police du maire résister, grâce à la jurisprudence, aux atteintes que le pouvoir central a voulu lui porter, de temps à autre. L'article 97 de la loi du 5 avril 1884 est resté vivant, en dépit des textes postérieurs.

L'ordre public est, au fond, affaire locale; il a ses nécessités qui varient de commune à commune. Qui pourrait mieux les apprécier que le maire, chef de l'administration communale ? Aussi peut-on se rallier à ce que disait M. l'abbé Lemire : « Telle pièce, tel film n'a aucun inconvénient à Montmartre où un public spécial sait à quoi s'en tenir. L'impression d'un spectacle est toute relative. Elle dépend du local, des habitudes prises, de l'ambiance, en un mot, de circonstances dont le maire est juge. » C'est dans cet esprit que M. l'abbé Lemire a interdit « Dédé », en 1923, dans sa ville de Hazebrouck. Il disait ce mot plein de sens et de finesse : « Haze-

brouck est en Flandre... », rappelant ainsi le passage de Rousseau que nous citions en débutant.

Mais pour être chef de l'administration municipale, on n'en est pas moins homme. Bien des maires sont inférieurs à leur tâche; ils manquent du tact qui conviendrait à un rôle aussi délicat. Là encore, c'est le problème des élites qui intervient. Il faudrait que les affaires communales préoccupent « le meilleur élément », comme disent les Américains, pour que se réalise la pensée — ou mieux le vœu — d'Henrion de Pansey : « Au-dessous des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, il en est un quatrième qui, tout à la fois public et privé, réunit l'autorité du magistrat à celle du père de famille : c'est le pouvoir municipal. Quoiqu'au dessous des trois autres, ce pouvoir est cependant le plus ancien de tous. C'est, en effet, le premier dont le besoin se soit fait sentir; il n'y a pas de bourgade qui, à l'instant de sa formation, n'ait reconnu la nécessité d'une administration intérieure et d'une police locale. Cette administration, cette police locale exigeraient de l'action, de la surveillance, et les hommes réputés les plus sages en furent investis. C'est sur cette première assise que les législateurs des nations ont élevé l'édifice social ».

Vu :  
*Le Doyen,*  
H. BERTHÉLEMY

Vu :  
*Le Président de la Thèse,*  
A. MESTRE

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
S. CHARLETY.

## BIBLIOGRAPHIE

- Répertoire Béquet. Article sur la « Commune ».  
Article sur la « Police ».
- Berthélemy..... Droit administratif. 11<sup>e</sup> éd. 1926.
- Bureau..... Législation des théâtres. 1897.
- Cahuet..... La liberté du théâtre. Thèse Paris 1902.
- Dalloz..... Répertoire Tome XII article Théâtres,  
Spectacles.
- Duguit..... Traité de droit Constitutionnel.  
Tome V : Les libertés publiques. 1925.
- Hauriou..... Droit administratif. 10<sup>e</sup> éd. 1921.
- Jeze..... Principes généraux du droit adminis-  
tratif.  
Tome I. 1925; Tome III. 1926.
- Morgand..... La Loi Municipale. 7<sup>e</sup> éd. 1923.
- Nourisson..... Précis de la législation sur les specta-  
cles dangereux pour la moralité pu-  
blique. 1924.
- Sabatié..... La Censure. Thèse. Paris. 1908.
- Recueil des Arrêts du Conseil d'Etat.
- Dalloz périodique — Dalloz Hebdomadaire.
- Recueil Sirey.

## PRINCIPAUX ARRETS CITES ET ETUDIES

- Conflits. 2 Mai 1914. Provoto.
- Conseil d'Etat. 20 Décembre 1872. Billette.  
25 Mars 1887. Bains de la Ville de Paris  
et du département de la Seine.  
15 Juillet 1887. Conseil Municipal de  
Chandenay.  
23 Mai 1890. Champ.  
7 Juin 1892. Levroux.  
13 Janvier 1893. Cazaux.  
8 Décembre 1893. Maire de Gesté.

- Conseil d'Etat.      3 Décembre 1897. Ville de Dax.  
                          9 Février 1900. Maire de Lyon.  
                          7 Juin 1902. Nérès.  
                          22 Janvier 1904. Delepouille.  
                          19 Mai 1905. Dame Juvenon.  
                          24 Février 1911. Debril.  
                          8 Avril 1911. Puntous.  
                          28 Juin 1912. Sommain.  
                          13 Décembre 1912. Maire de Maury.  
                          10 Janvier 1913. Ravault.  
                          20 Juin 1913. Commune de Saint-Geniès  
                                  des Comolas.  
                          1<sup>er</sup> août 1913. Bonnet.  
                          6 Février 1914. Rieunier.  
                          3 Avril 1914. Astaix, Kastor et autres.  
                          12 Mars 1915. Callon.  
                          14 Avril 1916. Astruc.  
                          16 Février 1917. Bossetti.  
                          10 Août 1917 Baly.  
                          19 Juin 1918. Austin.  
                          1<sup>er</sup> Août 1918. Dame Renaudie.  
                          10 Août 1918. Cinéma National.  
                          7 Février 1919. Chantrín.  
                          21 Mars 1919. Viviant.  
                          12 Mai 1922. Ville de Saint-Malo.  
                          27 Octobre 1922 Demoiselle Hautefeuille.  
                          2 Mars 1923. Goguel.  
                          27 Juillet 1923. Gheusi.  
                          5 Janvier 1924. Sieur Ripert.  
                          25 Janvier 1924. Chambre syndicale de la  
                                  cinématographie.  
                          7 Novembre 1924. Club Indépendant  
                                  sportif châlonnais.  
                          1<sup>er</sup> Mai 1925. Coulon.  
                          16 Juin 1926. Raynal.  
Cassation :           1<sup>er</sup> Mars 1855.  
Cass. crim.           17 Avril 1856.  
                          6 Juin 1856. Thibaud.

|                 |                                       |
|-----------------|---------------------------------------|
|                 | 27 Novembre 1856.                     |
|                 | 22 Juillet 1875.                      |
|                 | 1 <sup>er</sup> Juillet 1881. Le Gal. |
| Cassation.      | 6 Juin 1885.                          |
|                 | 8 Juillet 1897.                       |
|                 | 4 Novembre 1899.                      |
|                 | 12 Juin 1901.                         |
|                 | 12 Novembre 1903.                     |
|                 | 23 Juin 1905.                         |
| Cass. Req.      | 23 Janvier 1907.                      |
|                 | 2 Mai 1908.                           |
|                 | 20 Janvier 1922. Hubac et autres.     |
|                 | 18 Février 1922. Bottier et autres.   |
|                 | 28 Octobre 1922. Binet et autres.     |
| Cass. crim.     | 12 Décembre 1924. Bouet.              |
|                 | 16 Février 1925. Ville de Condom.     |
| Cour d'Appel de |                                       |
| Montpellier.    | 8 Avril 1925. Lauth.                  |
| Simple Police : |                                       |
| Douai.          | 17 Janvier 1894.                      |
| Montpellier.    | 6 Décembre 1900.                      |
| Marseille.      | 30 Janvier 1913.                      |
| Nîmes.          | 8 Juin 1925.                          |



## TABLE DES MATIERES

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 7 |
|--------------------|---|

### PREMIERE PARTIE

#### *Les Spectacles publics et les pouvoirs de police du Maire*

|                                                                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER : <i>Le Maire et l'Ordre Public</i> .....                                                                                                                | 23  |
| § 1. Quelques réflexions sur le Maire .....                                                                                                                               | 23  |
| § 2. La Police municipale, notamment au point de<br>vue de la réglementation du spectacle. La no-<br>tion d'« Ordre Public ». Point de vue local.                         | 24  |
| § 3. La publicité du Spectacle .....                                                                                                                                      | 31  |
| § 4. Formes de l'intervention du Maire et Limites<br>apportées à son action .....                                                                                         | 34  |
| § 5. Impossibilité d'aliéner par contrat les pou-<br>voirs de police que le maire tient de la loi de<br>1886 .....                                                        | 43  |
| CHAPITRE II : <i>La Salle de spectacle</i> .....                                                                                                                          | 45  |
| § 1. Ouverture de la salle de spectacle. Cas parti-<br>culiers des spectacles donnés sur la voie pu-<br>blique .....                                                      | 45  |
| § 2. Contrôle de l'Administration sur l'aménage-<br>ment de la salle .....                                                                                                | 47  |
| § 3. Précautions contre l'incendie. La rémunéra-<br>tion du service .....                                                                                                 | 48  |
| § 4. Fermeture .....                                                                                                                                                      | 52  |
| ANNEXE : <i>Ordonnance concernant les théâtres, music-<br/>        halls, concerts, bals, cinémas et autres spec-<br/>        tacles et divertissements publics</i> ..... | 55  |
| CHAPITRE III : <i>L'autorisation du Spectacle</i> .....                                                                                                                   | 101 |
| § 1. Le Théâtre : idée de statut. Evolution et état<br>actuel de la censure .....                                                                                         | 101 |
| § 2. Quels pouvoirs subsistent pour le Maire :<br>point de vue local .....                                                                                                | 108 |
| § 3. Les spectacles de curiosité en général ....                                                                                                                          | 112 |
| § 4. Situation juridique du cinématographe .....                                                                                                                          | 120 |

|                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ANNEXE : <i>Les Spectacles et la Radiophonie</i> .....                                     | 133 |
| CHAPITRE IV : <i>La Représentation et ses incidents</i> ....                               | 136 |
| CHAPITRE V : <i>L'exécution des arrêtés de police du<br/>                  maire</i> ..... | 144 |

## DEUXIEME PARTIE

### *La Participation de la Commune à la Vie Artistique et Théâtrale*

|                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER : <i>Les subventions</i> .....                                                                             | 149 |
| CHAPITRE II : <i>Evolution vers la conception du Service<br/>                  Public du Spectacle</i> .....                | 150 |
| CHAPITRE III : <i>L'exploitation directe d'un théâtre ou<br/>                  d'un cinématographe par une commune</i> .... | 155 |

## TROISIEME PARTIE

### *Les Recours ouverts aux particuliers*

|                                                          |     |
|----------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER : <i>Le recours en annulation</i> ..... | 161 |
| CHAPITRE II : <i>Le recours en indemnité</i> .....       | 165 |
| CONCLUSION .....                                         | 169 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                      | 171 |



